



Eidgenössisches Departement des Innern
Département fédéral de l'intérieur
Dipartimenton federale dell'interno

EDI
DFI
DFI

Rapport sur les résultats de l'audition relative à la révision partielle de l'ordonnance sur le tabac, (RS 817.06), à la révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31) et à la révision totale du droit suisse sur les jouets

3003 Berne, octobre 2012

Table des matières

| | | |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. | Contexte | 3 |
| 1.1 | Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06) | 3 |
| 1.2 | Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)..... | 3 |
| 1.3 | Révision totale du droit suisse sur les jouets | 3 |
| 2. | Au sujet de la procédure d'audition | 4 |
| 3. | Synthèse des résultats | 5 |
| 3.1 | Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06) | 5 |
| 3.2 | Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)..... | 5 |
| 3.3 | Révision totale du droit suisse sur les jouets | 6 |
| 3.3.1 | Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs ; RS 817.02) . | 6 |
| 3.3.2 | Ordonnance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires (RS 817.025.21) | 6 |
| 3.3.3 | Ordonnance sur les jouets (OSJo ; RS 817.044.1)..... | 6 |
| 4. | Prises de position | 8 |
| 4.1 | Remarques générales | 8 |
| 4.2 | Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06)..... | 12 |
| 4.2.1 | Remarques générales | 12 |
| 4.2.2 | Commentaire par article | 18 |
| 4.3 | Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)..... | 35 |
| 4.3.1 | Remarques générales | 35 |
| 4.3.2 | Commentaire par article | 37 |
| 4.4 | Révision totale du droit sur les jouets..... | 49 |
| 4.4.1 | Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs ; RS 817.02) | 49 |
| 4.4.2 | Ordonnance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires (RS 817.025.21) | 50 |
| 4.4.3 | Ordonnance sur la sécurité des jouets (OSJo ; RS 817.044.1)..... | 53 |
| 4.4.3.1 | Remarques générales | 53 |
| 4.4.3.2 | Commentaire par article | 57 |
| Annexe 1 : Liste des destinataires | | 85 |
| Annexe 2 : Statistique | | 87 |

1. Contexte

1.1 Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06)

Le but de la révision est d'améliorer la sécurité contre les incendies en Suisse et de réduire le nombre de morts et de blessés victimes des feux causés par des cigarettes. En reprenant la norme de sécurité contre les incendies, applicable au sein de l'UE depuis novembre 2011¹ déjà, la présente révision entend diminuer ces risques en Suisse également. Les nouvelles normes satisfont aux exigences générales définies dans la législation suisse sur la sécurité des produits, qui prescrit un niveau de sécurité reflétant l'état des connaissances et de la technique.

1.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)

La révision de l'ordonnance sur les cosmétiques vise à adapter la législation au droit européen² et aux dernières avancées scientifiques et techniques. Elle comporte en outre des corrections mineures.

1.3 Révision totale du droit suisse sur les jouets

Le maintien de l'accord bilatéral entre la Suisse et l'UE sur la reconnaissance mutuelle d'évaluation de la conformité (MRA)³ présuppose que les deux parties contractantes aient des dispositions équivalentes sur le fond. L'ordonnance sur les jouets (RS 817.044.1 ; révision totale) concrétise principalement la mise en œuvre de la nouvelle directive sur les jouets⁴. En outre, l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs ; RS 817.02) et l'ordonnance du DFI sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires (RS 817.025.21) doivent aussi être modifiées.

¹ Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits, JO L 11 du 15.1.2002, p. 4, modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) 596/2009 ; JO L 188 du 18.7.2009, p. 14 ;

Décision 2008/264/CE de la Commission du 25 mars 2008 relative aux prescriptions de sécurité incendie auxquelles doivent satisfaire les normes européennes concernant les cigarettes conformément à la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil ; JO L 83 du 26.3.2008, p. 35, et

Décision d'exécution 2011/496/UE de la Commission du 9 août 2011 relative à la conformité de la norme EN 16156:2010 « Cigarettes — Évaluation du potentiel incendiaire — Prescription de sécurité » et de la norme EN ISO 12863:2010 « Méthode d'essai normalisée pour évaluer le potentiel incendiaire des cigarettes » avec l'obligation générale de sécurité prévue par la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et à la publication des références de la norme EN 16156:2010 « Cigarettes — Évaluation du potentiel incendiaire — Prescription de sécurité » et de la norme EN ISO 12863:2010 « Méthode d'essai normalisée pour évaluer le potentiel incendiaire des cigarettes » ; JO L 205 du 10.8.2011, p. 31 (art. 2).

² Règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques, JO L 342 du 22.12.2009, p. 59 ;

Directive 2011/59/UE de la Commission du 13 mai 2011 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil relative aux produits cosmétiques en vue d'adapter ses annexes II et III au progrès technique ; JO L 125 du 14.5.2011, p. 17, et

Directive 2011/84/UE du Conseil du 20 septembre 2011 modifiant la directive 76/768/CEE relative aux produits cosmétiques en vue d'adapter son annexe III au progrès technique ; JO L 283 du 29.10.2011, p. 36.

³ RS **0.946.526.81**

⁴ Directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets, JO L 170 du 30.6.2009, p.1.

2. Au sujet de la procédure d'audition

Le 6 décembre 2011, le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a ouvert la procédure d'audition. Outre les autorités cantonales (organes d'exécution de la législation sur les denrées alimentaires) et l'office de contrôle des denrées alimentaires et des affaires vétérinaires de la Principauté de Liechtenstein, 41 autres organisations et milieux intéressés (cf. annexe 1) ont été consultés dans le cadre de cette audition. La procédure s'est achevée le 1^{er} mars 2012.

Au total, on recense 47 prises de position, dont 29 émanent d'autorités cantonales, d'organisations et de milieux intéressés consultés et 18 d'organisations non consultées (cf. statistique à l'annexe 2).

Le rapport ci-après résume tout d'abord les différents avis, par ordonnance. Il présente ensuite l'ensemble des remarques formulées sur le projet en général, puis les remarques détaillées par ordonnance et par article. Les dispositions n'ayant pas suscité de réaction particulière ne sont pas traitées.

3. Synthèse des résultats

3.1 Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06)

L'introduction d'une prescription anti-incendie pour les cigarettes a été unanimement saluée par les autorités et organisations consultées, et les modifications proposées n'ont pas fait l'objet d'opposition particulière. Seul le délai transitoire a suscité beaucoup de critiques, et quelques autres points exposés ci-dessous ont été mentionnés à plusieurs reprises.

Le délai transitoire de six mois, prévu pour permettre à l'industrie du tabac d'adapter sa production, est estimé trop court par certains cantons (NE, SO, ZG), l'association des chimistes cantonaux et les milieux du commerce et de l'industrie (industrie du tabac, associations de commerce, commerce de détail), qui demandent une prolongation du délai, allant de plus de 6 mois à au moins 12 mois. Sa durée est en revanche estimée trop longue par les organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la santé publique (ONG) et la Commission fédérale pour la prévention du tabagisme (CFPT), qui sont convaincus qu'une durée de 0 à 3 mois suffit pour l'adaptation. Ensuite, les autorités et organisations consultées souhaitent de part et d'autre (Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie [CVCI], JT International [JTI], Krebsliga Schweiz, Philip Morris Products SA, Philip Morris SA, Schweizerische Herzstiftung [SHS], Swiss Cigarette, Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels [VSIG], Verein. des schweiz. Tabakwarenhandels) attirer l'attention sur le fait que les cigarettes répondant aux prescriptions anti-incendie prévues ne seront pas pour autant des cigarettes sûres. Il n'existe aucune cigarette sûre. Le consommateur ne doit pas être trompé à ce sujet et doit se comporter de manière tout aussi prudente qu'avant. Certaines précisent expressément que le public doit en être informé (CVCI, JTI, Philip Morris Products SA, Philip Morris SA, Swiss Cigarette, VSIG, Verein. des schweiz. Tabakwarenhandels).

De plus, plusieurs participants (British American Tobacco Switzerland [BAT], Coop, IG DHS, JTI, Philip Morris Products SA, Philip Morris SA, Swiss Cigarette, VSIG, Verein. des schweiz. Tabakwarenhandels) ont demandé que les termes « sur un échantillon de cigarettes à tester » ou « de chaque échantillon de cigarettes évaluées » soient repris de la disposition européenne. La réglementation suisse ne devrait, à leur avis, pas s'écarter de la terminologie européenne.

Par ailleurs, l'industrie du tabac (JTI, Philip Morris Products SA, Philip Morris SA) rend attentif au fait que le délai transitoire devrait aussi s'appliquer au retrait des entrepôts fiscaux agréés afin de mieux refléter les réalités du marché et par souci de précision.

Enfin, selon plusieurs participants de l'industrie du tabac (BAT, JTI, Philip Morris Products SA, Philip Morris SA, Swiss Cigarette, VSIG, Verein. des schweiz. Tabakwarenhandels), afin d'assurer un ensemble de standards techniques complet pour mesurer les teneurs en goudron, en nicotine et en monoxyde de carbone dans le courant principal de la fumée de cigarette, la norme « ISO 8243 :2006 Cigarettes – Echantillonnage » devrait être ajoutée à la liste de l'annexe 1. Cette norme définit les méthodes pour fournir des échantillons représentatifs d'un ensemble de cigarettes fabriquées et/ou destinées à la vente.

3.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)

L'adaptation au droit de l'UE est saluée sur le fond (Amt für Verbraucherschutz ZG, Coop, economie-suisse, IG DHS, Kantonales Lebensmittelkontrolle SO, Kantonales Laboratorium TG, Krebsliga Schweiz, Migros, Swiss Dental Hygienists, Verband der Kantonschemiker der Schweiz [VKCS]). D'aucuns regrettent toutefois que les lacunes du règlement CE relatif aux produits cosmétiques n'aient pas été comblées, que les annexes n'aient pas la même structure que dans le règlement européen et que toutes les divergences n'aient pas été supprimées (Amt für Verbraucherschutz ZG, ACSI, economie-suisse, FRC, Kantonales Laboratorium TG, Laboratoire Cantonal FR, Schweiz. Kosmetik- und Waschmittelverband, Service de la consommation et des affaires vétérinaires NE, Stiftung für Konsumentenschutz, VKCS).

Les associations de consommateurs exigent en particulier que l'obligation de déclarer les produits cosmétiques contenant des nanomatériaux soit inscrite dans la loi.

pharmaSuisse (Société suisse des pharmaciens) souhaite qu'une distinction plus nette soit opérée entre les substances actives pharmaceutiques et les auxiliaires technologiques utilisés dans les produits cosmétiques.

3.3 Révision totale du droit suisse sur les jouets

3.3.1 Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIous ; RS 817.02)

Les associations de consommateurs saluent la démarche visant à élargir la définition des jouets, mais signalent que, chez les enfants, la destination ou l'usage prévisible d'un jouet sont difficiles à déterminer. De fait, Coop et IG DHS craignent qu'il soit plus difficile d'établir la distinction entre les jouets et d'autres produits.

3.3.2 Ordonnance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires (RS 817.025.21)

Amt für Verbraucherschutz ZG, Kantonale Lebensmittelkontrolle SO, Kantonales Laboratorium TG, Service de la consommation et affaires vétérinaires VS et VKCS regrettent qu'il n'y ait plus d'organisme d'évaluation de la conformité en Suisse. Par ailleurs, ils exigent des précisions quant à la manière de transmettre les instructions et les informations aux organismes étrangers d'évaluation de la conformité. La participation de la Suisse au système d'alerte RAPEX⁵ est indispensable.

Les associations de consommateurs considèrent qu'il est important de donner aux autorités les moyens d'exercer leur activité de contrôle, une tâche majeure et complexe eu égard à la réorganisation prévue. Elles demandent également que les autorités soient habilitées à prendre des sanctions plus strictes en cas de non conformité des produits. Par ailleurs, elles exigent que la Suisse participe au système d'alerte RAPEX.

3.3.3 Ordonnance sur les jouets (OSJo ; RS 817.044.1)

L'adaptation au droit européen est saluée sans réserve (Amt für Verbraucherschutz ZG, ACSI, Coop, economiesuisse, IG DHS, INSOS Schweiz, Kantonale Lebensmittelkontrolle SO, Kantonales Laboratorium TG, Konsumentenforum kf, Krebsliga Schweiz, Laboratoire Cantonal FR, Migros, Service de la consommation et affaires vétérinaires VS, Service de la consommation et des affaires vétérinaires NE, Stiftung für Konsumentenschutz, VKCS, Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels).

L'ordonnance sur les jouets renvoie à des normes techniques payantes, disponibles auprès de l'Association suisse de normalisation (SNV). Les participants demandent donc que ces normes soient mises gratuitement à leur disposition durant la consultation et de façon générale (Amt für Verbraucherschutz ZG, Konsumentenforum kf).

Les notions de fabricant, d'importateur et de distributeur doivent être définies notamment pour clarifier les obligations leur incombant (Amt für Verbraucherschutz ZG, Kantonale Lebensmittelkontrolle SO, Migros, Service de la consommation et affaires vétérinaires VS, Spielwaren Verband Schweiz, Swiss Retail Federation, VKCS, Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels).

Certains regrettent que la vente des jouets faits main, produits en petites quantités ou destinés au marché national soit entravée par l'obligation d'apposer un avertissement, une marque de conformité ou le nom et l'adresse du fabricant et de l'importateur (Amt für Verbraucherschutz AG, Centre Patronal, Chambre Vaudoise des Arts et Métiers, Konsumentenforum kf, Laboratoire Cantonal FR, Service de la consommation et affaires vétérinaires VS, Stiftung für Konsumentenschutz). D'autres critiquent le fait que les avertissements doivent être rédigés dans les langues officielles de l'endroit où le jouet est mis sur le marché (Coop, IG DHS, Laboratoire Cantonal FR, Service de la consommation et des affaires vétérinaires NE, Spielwaren Verband Schweiz, Swiss Retail Federation, Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels).

⁵ Système européen d'alerte rapide pour la protection des consommateurs

S'agissant du marquage CE⁶, les avis divergent. Les associations de commerce sont favorables au maintien du statu quo (Spielwaren Verband Schweiz und Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels). Elles pensent qu'aucune adaptation n'est nécessaire, pas plus que la création d'un marquage spécifique à la Suisse. Les associations de consommateurs, par contre, sont d'avis qu'il est judicieux de contraindre les fabricants suisses de produits exclusivement distribués sur le marché suisse à apposer le marquage CE, même si cela devait représenter une mesure disproportionnée pour eux. INSOS Schweiz exige que le marquage CE soit apposé dans tous les cas. Ce dernier doit cependant être reconnu au même titre par la Suisse et par l'UE. Coop et IG DHS proposent que les fabricants soient libres d'apposer ou non le marquage de conformité sur les produits destinés au marché suisse.

Krebsliga Schweiz et les associations de consommateurs exigent, suivant la demande de l'Allemagne, que les valeurs limites applicables aux nitrosamines et aux substances nitrosables soient plus strictes. Spielwaren Verband Schweiz et Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels demandent, par égard aux fabricants suisses, que le délai transitoire soit fixé à deux ans. Coop, IG DHS et Migros exigent au moins un an. Swiss Retail Federation demande que les marchandises mises sur le marché ou fabriquées avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation puissent être remises jusqu'à épuisement des stocks. Les associations de consommateurs approuvent le délai de six mois.

⁶ Marquage confirmant que le jouet satisfait à toutes les exigences applicables énoncées dans la « législation communautaire d'harmonisation ».

4. Prises de position

4.1 Remarques générales

| Organisation | Inhalt |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Arbeitsgemeinschaft Tabakprävention Schweiz AT</u> | <p>Gerne nehmen wir an der Vernehmlassung zur Teilrevision der Tabakverordnung teil. Da es sich um eine sehr technische Anpassung handelt, werden wir uns auf allgemeine Bemerkungen beschränken.</p> <p>Wir begrüßen die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung und die damit einhergehende Verbesserung des Brandschutzes. Dennoch möchten wir darauf hinweisen, dass auch Zigaretten mit vermindertem Zündpotential noch im höchsten Masse schädlich sind. Trotz des verminderten Zündpotentials sterben in der Schweiz jährlich weiterhin mehr als 9000 Personen an den Folgen des Tabakkonsums. Die Verbesserungen beim Brandschutz dürfen nicht darüber hinweg täuschen, dass es keinen unbedenklichen Konsum von Zigaretten gibt.</p> <p>Seit Januar 2012 verkauft der Detailhandelskonzern Denner seine Hauszigarettenmarken mit dem entsprechenden brandhemmenden Papier, dabei ist es scheinbar zu keinen namhaften Komplikationen gekommen. Zudem ist im EU-Raum die Regelung seit November 2011 in Kraft. Daher können die Neuerungen rasch in Kraft gesetzt werden, die vorgesehene Übergangsfrist von 6 Monaten ist aus unserer Sicht ausreichend und sollte nicht verlängert werden.</p> |
| <u>Centre Patronal</u> | <p>1. Remarque préliminaire Nous limiterons nos remarques à quelques considérations d'ordre général tout en vous priant d'accorder la meilleure attention aux réponses qui vous seront adressées par les branches directement concernées par les modifications envisagées. Nous renonçons de ce fait à remplir le questionnaire joint à la consultation.</p> <p>2. Remarques générales De manière générale, les modifications proposées ne suscitent pas notre opposition. Nous relevons cependant que les délais de mise en vigueur ne doivent pas être raccourcis à l'extrême et doivent permettre aux fabricants concernés, d'une part, de se préparer aux nouvelles exigences et de les implémenter dans leur chaîne de production. Des délais trop courts font courir un risque accru de nonrespect des normes et génèrent des charges excessives pour les entreprises. De ce fait, l'entrée en vigueur des nouvelles normes dans le courant de l'été 2012 déjà, comme le précise la lettre d'accompagnement de la consultation, nous paraît ignorer les contingences des entreprises et nous demandons expressément que les délais soient adaptés.</p> |
| <u>Chambre Vaudoise des Arts et Métiers</u> | <p>1. Remarque préliminaire Nous limiterons nos remarques à quelques considérations d'ordre général tout en vous priant d'accorder la meilleure attention aux réponses qui vous seront adressées par les branches directement concernées par les modifications envisagées. Nous renonçons de ce fait à remplir le questionnaire joint à la consultation.</p> <p>2. Remarques générales De manière générale, les modifications proposées ne suscitent pas notre opposition. Nous relevons cependant que les délais de mise en vigueur ne doivent pas être raccourcis à l'extrême et doivent permettre aux fabricants concernés, d'une part, de se préparer aux nouvelles exigences et de les implémenter dans leur chaîne de production. Des délais trop courts font courir un risque accru de nonrespect des normes et génèrent des charges excessives pour les entreprises. De ce fait, l'entrée en vigueur des nouvelles normes dans le courant de l'été 2012 déjà, comme le précise la lettre d'accompagnement de la consultation, nous paraît ignorer les contingences des entreprises et nous demandons expressément que les délais soient adaptés.</p> |
| <u>Coop</u> | Wir begrüßen grundsätzlich die Anpassungen an das Europäische Recht mit dem Ziel einer weiteren Harmonisierung. Die Änderungen tragen dazu bei, weitere nicht-tarifäre Handelshemmnisse abzubauen. Ein Abbau von Handelshemmnissen ist angesichts der nach wie hohen Preise in der Schweiz ein wichtiges Element zur Bekämpfung der "Hochpreisinsel Schweiz." |
| <u>economiesuisse</u> | Die Gesetzesänderungen sind unter dem Blickwinkel einer Anpassung an die Regelungen der EU notwendig. economiesuisse stimmt ihnen grundsätzlich zu. Die neuen Bestimmungen dürfen jedoch weder über diejenigen der EU hinausschiessen noch davon unbegründet abweichen. Kleine Verbesserungen sind nötig. |
| <u>Eidgenössische Kommission für Tabakprävention</u> | <p>Die EKTP dankt für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zur Revision der TabV zur Verbesserung der Brandsicherheit in der Schweiz Stellung nehmen zu können.</p> <p>Die EKTP ist - mit Ausnahme des unten aufgeführten Änderungsvorschlages - mit den Vorschlägen zur Revision einverstanden. Es ist insbesondere zu begrüßen, dass die von der EU am 17. November 2011 eingeführten Vorschriften zur Brandsicherheit in das schweizerische Recht übernommen werden.</p> <p>Die jährlichen tabakbedingten Todes- und Krankheitsfälle bringen viel Leid für zahlreiche Familien. In den regelmässig erhobenen Statistiken sind die Todes- und Verletzungsfälle der durch Zigaretten verursachten Brandfälle nicht mit berücksichtigt. Geht man davon aus, dass durch die Reduktion des Zündpotenziales um 75% auch 3/4 aller so verursachten Todes- und Krankheitsfälle verhindert werden können, so können durch diese Massnahme jährlich 9 Menschenleben und 20 - 56 tabakbedingte Brandverletzungen vermieden werden</p> |

| Organisation | Inhalt |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | En préambule, nous soulignons que nous nous en tiendrons à des remarques d'ordre général, compte tenu de la spécificité des sujets. Pour le surplus, nous vous invitons à vous référer aux commentaires des branches concernées. Par ailleurs, nous estimons le délai de 6 mois retenu dans certains cas pour la mise à niveau trop court, d'autant que la date d'entrée en vigueur des ordonnances n'est pas clairement spécifiée. |
| <u>Gemeinde Dagmersellen</u> | Ergänzung zur Eingabe JT International AG, Dagmersellen vom 15.02.2012 |
| <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Grundsätzlich begrüsst die IG DHS die Angleichung an das Europäische Recht mit dem Ziel einer weiteren Harmonisierung. Die Änderungen tragen dazu bei, technische Handelshemmnisse abzubauen. Die Beseitigung solcher Handelshemmnisse ist ein wichtiges Instrument zur Bekämpfung der "Hochpreisinsel Schweiz" und damit des Einkaufstourismus. Auch wenn die IG DHS die Revision grundsätzlich befürwortet, hat sie zu einzelnen Artikel Bemerkungen und Änderungswünsche. |
| <u>Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren</u> | Wir haben dieses Mal weder zur Teilrevision der Tabakverordnung, zur Änderung der Vkos noch zu den Änderungen der Spielzeugverordnung einen ergänzenden Kommentar. |
| <u>INSOS Schweiz</u> | <p>INSOS Schweiz ist der einzige gesamtschweizerisch tätige Branchenverband von Institutionen für Menschen mit Behinderung. Ihm gehören 450 meist private Trägerschaften mit mehr als 800 Institutionen in allen Regionen der Schweiz an. Sie stellen für rund 50'000 Menschen Wohn- und Lebensraum mit Betreuung, berufliche Ausbildung und Arbeitsplätze in einem geschützten Rahmen zur Verfügung. In zahlreichen Betrieben werden Spielzeuge hergestellt, welche auch in den europäischen Raum exportiert werden.</p> <p>Verordnung über die Sicherheit von Spielzeug (wir nehmen nur dazu Stellung): Grundsätzlich sehen wir keine Probleme mit der neuen Verordnung. Man muss noch mehr administrative Aufwendungen betreiben und die Spielzeuge, speziell die Verpackungen noch besser bezüglich Sicherheit deklarieren.</p> <p>Wir sind der Meinung, dass unser CH-Recht möglichst nicht vom Recht der EU abweichen sollte. Dies natürlich speziell, wenn wir exportieren. Deshalb möchten wir auf jeden Fall, dass das CE Zeichen von der Schweiz, wie von der EU gleichermassen anerkannt wird.</p> |
| <u>JT International</u> | <p>Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von 12 Monaten.</p> <p>Folgende Vorkehrungen müssen unsererseits zur Einführung der neuen Standards getroffen werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neudesign sämtlicher Zigarettenmarken und –varianten - Anpassung der Herstellungsplanung - Sicherstellung der Beschaffung entsprechender Direktmaterialien - Erstellung der Produktprototypen und Prüfung in unserem akkreditierten Labor – wobei jedes in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produkt (Markenvariante) individuell getestet werden muss - Anpassung der Herstellung in grossem Umfang - Information aller relevanten Akteure <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive die obengenannten Schritte muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen. Deshalb benötigen wir aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von 12 Monaten.</p> <p>Neben der Übergangsfrist ist es für unser Unternehmen von besonderer Wichtigkeit, dass die für LIP Produkte notwendigen Zusatzstoffe bzw. Materialien in der Tabakverordnung auch offiziell zugelassen sind, weil für JTI diese Zusatzstoffe unter Umständen unterschiedlich sind von denen anderer Produzenten. Deshalb würden wir erwarten, dass in Art. 6 ein entsprechender Hinweis angebracht wird bzw. der Titel von Art. 6, Absatz 1e entsprechend erweitert wird, wie wir es unten vorschlagen.</p> <p>Betreffend der Prüfmethode ist sicherzustellen, dass JTI die Konformität ihrer Produkte mit den LIP Standards in ihren internen Labors prüfen kann, entsprechend der jetzigen Praxis im Bereich der Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch. Wir unterstützen diese Vorgehensweise und sind überzeugt, dass dies ein effizientes Verfahren sowohl für die Behörden als auch für die Hersteller darstellt.</p> <p>Schliesslich möchten auch wir auf die Wichtigkeit einer guten Information der Öffentlichkeit auch durch Bundesstellen betreffend der LIP Standards hinweisen. Obwohl LIP-konforme Zigaretten die Fähigkeit haben, von selbst zu erlöschen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird, ist es wichtig, dass Konsumentinnen und Konsumenten nicht davon ausgehen, dass es sich dabei um „feuersichere“ Zigaretten handelt. Jeder brennende Gegenstand ist eine potentielle Brandquelle und deshalb ist ein sachgerechter Umgang mit Zigaretten – mit oder ohne LIP Standards – äusserst wichtig.</p> |
| <u>Kantonales Laboratorium TG</u> | Wir schliessen uns der Stellungnahme des Verbandes der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker (VKCS) an. |
| <u>Lungenliga Schweiz</u> | Wir begrüssen die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung und die damit einhergehende Verbesserung des Brandschutzes. Wir möchten jedoch darauf hinweisen, dass auch Zigaretten mit vermindertem Zündpotential sehr gesundheitsschädlich sind. Trotz des verminderten Zündpotentials werden weiterhin jährlich ca. 9000 Menschen in der Schweiz frühzeitig an den Folgen des Tabakkonsums sterben. Die Verbesserungen beim Brandschutz dürfen nicht darüber hinweg täuschen, dass es keine Zigaretten ohne gesundheitliche Risiken gibt. |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Migros</u> | Die Migros begrüsst grundsätzlich die Angleichungen an das EU-Recht, da damit technische Handelshemmnisse eliminiert werden. Unter anderem solche Handelsbarrieren tragen zur Hochpreisinsel Schweiz und damit zum Einkaufstourismus bei. Die Migros hat dennoch zu einzelnen Artikeln Bemerkungen und Änderungswünsche. Wir bitten, diese zu berücksichtigen. |
| <u>pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband</u> | Wir beschränken unsere Stellungnahme auf die Punkte, die die Apothekerschaft speziell betreffen. Aus diesem Grund nehmen wir lediglich zu den Änderungen der Verordnung über kosmetische Mittel Stellung. In dieser Hinsicht weisen wir darauf hin, dass in Apotheken u.a. auch Kosmetika hergestellt werden. Wir wünschen uns eine klare Trennung zwischen pharmazeutischen Wirkstoffen und kosmetischen Hilfsstoffen. Die kosmetischen Hilfsstoffe dürfen keine massgebliche pharmazeutische Wirkung aufweisen, ansonsten sie eine Zulassung als Arzneimittel benötigen. In diesem Sinne begrüssen wir, dass die antibiotischen Substanzen weiterhin als Inhaltsstoffe von Kosmetika verboten sind. Ebenfalls ausdrücklich ausschliessen sollte man allergene Stoffe. Leider stellen wir fest, dass versucht wird die Zulassungspflicht für Arzneimittel zu umgehen, indem Arzneimittel als Nahrungsergänzungsmittel auf den Markt gebracht werden. Um eine Täuschung der Konsumenten auszuschliessen sollte auf Ebene der Werbung und Verpackung darauf geachtet werden, dass keine Verwechslung mit einem Arzneimittel möglich ist. Wir wünschen uns die Aufnahme unser Anliegen auf Verordnungsebene mit einer generellen Ausschlussbestimmung |
| <u>Schweiz. Drogistenverband</u> | Wir haben, die im Rahmen der Revisionen im Bereich Tabak und Gebrauchsgegenstände verschickten Unterlagen zur Teilrevision der Verordnung über kosmetische Mittel studiert und danken Ihnen für die Möglichkeit Stellung nehmen zu können. Wir sind mit den vorgeschlagenen Änderungen der Verordnung über kosmetische Mittel einverstanden und haben keine weiteren Bemerkungen zu machen |
| <u>Schweiz. Kosmetik- und Waschmittelverband</u> | Der SKW begrüsst grundsätzlich die vorgesehenen Anpassungen. Vermieden werden müssen aber vermeidbare Abweichungen vom EU Kosmetikrecht. Wir werden uns deshalb darauf beschränken, auf solche Abweichungen hinzuweisen |
| <u>Schweizerischer Gewerbeverband</u> | Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zu den verschiedenen Revisionsvorhaben im Bereich Tabak und Gebrauchsgegenstände Stellung beziehen zu können. An der verbandsinternen Vernehmlassung haben sich nur wenige Mitgliedorganisationen beteiligt; die Stellungnahme der Chambre vaudoise des arts et metiers, die wir unterstützen, erhalten Sie in der Beilage. Der sgv ist wie seine betroffenen Branchenverbände damit einverstanden, Standards für vermindertes Zündpotential (Lower Ignition Propensity, LIP) für Zigaretten, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, im Rahmen der Tabakverordnung zu regulieren. Es ist aber absolut unerlässlich, dass den betroffenen Unternehmen für die Umstellung auf die neuen Standards eine angemessene Übergangsfrist eingeräumt wird. Die von Ihnen vorgeschlagenen sechs Monate sind absolut ungenügend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung sicherstellen zu können, braucht es mindestens 12 Monate. Wir verweisen auf die entsprechende Begründung von Swiss Cigarette. Es ist ganz besonders in der gegenwärtig wirtschaftlich schwierigen Zeit von erstrangiger Bedeutung, dass die Unternehmen nicht mit zu häufigen und zu raschen legislatorischen Änderungen konfrontiert werden, die immer mit bürokratischem Aufwand und / oder Kosten verbunden sind. Für die vom Gesetzgeber verursachten Anpassungen ist den betroffenen Unternehmen immer genügend Zeit einzuräumen - von einem legislatorischen Übereifer oder einem voreilehenden Gehorsam, namentlich gegenüber der EU, ist ein für alle Mal Abstand zu nehmen. |
| <u>Swiss Cigarette</u> | Der Verband Swiss Cigarette besteht aus den Mitgliedern British American Tobacco Switzerland SA (Boncourt), Philip Morris SA (Lausanne) und Japan Tobacco International AG (Dagmersellen) mit insgesamt rund 5100 Mitarbeitenden. Kraft. Daher können die Neuerungen rasch in Kraft gesetzt werden, die vorgesehene Übergangsfrist von 6 Monaten ist aus unserer Sicht ausreichend und sollte nicht verlängert werden. Grundsätzliche Bemerkungen Swiss Cigarette anerkennt das Bestreben, Brandrisiken zu senken. Swiss Cigarette hatte sich in der Sache rechtzeitig an das Staatssekretariat für Wirtschaft, an die Oberzolldirektion und an das Bundesamt für Gesundheit gewandt. Eine Besprechung zwischen den erwähnten Verwaltungseinheiten und Swiss Cigarette fand im Februar 2011 statt. Für die Mitglieder von Swiss Cigarette ist eine Implementierung der LIP-Norm mit bedeutenden Anpassungen in der Produktion, in der Logistik, bei Qualitätssicherungsmaßnahmen sowie einem Informationsaufwand (Händler und Konsumenten) verbunden. Deshalb setzen wir uns für eine längere Übergangsfrist ein. |
| <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Wir beziehen uns auf das Anhörungsverfahren des Eidgenössischen Departements des Innern vom 6. Dezember 2011 zur Teilrevision des schweizerischen Spielzeugrechts. Für die Möglichkeit einer Stellungnahme danken wir Ihnen. Als Dachverband des schweizer Handels und damit als Vertreter von rund 3'500 Handelsunternehmen vertritt Handel Schweiz eine liberale Ordnungspolitik ohne helvetische Sonderzüge. Für die Aussenwirtschaftspolitik bedeutet dies die Integration der schweizerischen Wirtschaft in Europa und in der Welt. Wir stehen ein für die Öffnung der Schweizer Grenzen für Güter, Dienstleistungen, Personen und Kapital mit gleichwertigem Zugang zu den Auslandsmärkten sowie für die Beseitigung der nichttarifären Handelshemmnisse. Handel Schweiz setzt sich vehement für den freien Handel und Wettbewerb ein. Freihandel darf jedoch nicht dazu führen, dass Schweizer Arbeitsplätze in das Ausland abwandern. Es besteht die Gefahr, dass ganze Wirtschaftsbranchen untergehen. |

| Organisation | Inhalt |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Vereinigung Kantonalen Feuer- versicherungen</u> | <p>Die VKF ist der Dachverband der Kantonalen Gebäudeversicherungen und die schweizerische Koordinationsstelle im gebäudetechnischen Brandschutz. Sie ist ferner Herausgeberin der seit dem 1. Januar 2005 schweizweit harmonisierten Brandschutzvorschriften. Die VKF begrüsst die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Tabak und Gebrauchsgegenstände, zumal die Prävention und Verhinderung von Brandtoten und -verletzten ebenfalls ein vorrangiges Ziel der VKF darstellt. Allerdings ist die VKF ausschliesslich im gebäudetechnischen Brandschutz tätig, weshalb wir vorliegend auf eine Würdigung der einzelnen Artikel verzichten. Für Fragen stehen wir Ihnen jedoch gerne zur Verfügung.</p> |

4.2 Révision partielle de l'ordonnance sur le tabac (RS 817.06)

4.2.1 Remarques générales

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Bei einer Vernehmlassung sollten sämtliche Unterlagen, auch diejenigen auf welche referenziert wird, kostenlos zugänglich sein. Dies ist bei der vorliegenden Revision nicht der Fall. Der Erwerb sämtlicher im Vernehmlassungstext referenzierten technischen Normen würde über CHF 1'000.00 (VSS und TabV) betragen. |
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Revision in der vorgesehenen Form begrüßen wir. Insbesondere die Anpassung an das europäische Recht. Mit der Aufnahme von Brandsicherheitsvorschriften wird damit auch der in der Produktesicherheitsgesetzgebung festgelegte Standard erfüllt, der ein Sicherheitsniveau vorschreibt das dem Stand des Wissens und der Technik entspricht. |
| <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrüßen die Aufnahme der neuen Brandsicherheitsanforderungen für Tabakwaren in der Tabakverordnung. Wir vermissen in den Ausführungen jedoch eine Erläuterung, wie verhindert werden soll, dass nicht mehr als 25 % einer bestimmten Anzahl Zigaretten vollständig und von alleine abbrennen. Ist das Verfahren den Zigarettenherstellern bekannt? Kann dies durch die Dichte der Füllung hergeleitet werden oder müssen dem Tabak entsprechende weitere Inhaltsstoffe beigefügt werden? Ein Zusatz von weiteren chemischen Hilfsstoffen zum Tabak ist aus unserer Sicht zu vermeiden, da in Zigaretten bereits zwischen 3000 und 4000 chemische Verbindungen enthalten sind. Neben diesem Vorbehalt haben wir zu den einzelnen Artikeln keine weiteren Bemerkungen, bzw. sind mit den Änderungen einverstanden. |
| <u>British American Tobacco Switzerland SA</u> | British American Tobacco Switzerland SA (BAT) hat mit Interesse zur Kenntnis genommen, dass die Bundesbehörden den durch das Europäische Normungsinstitut CEN entwickelten LIP-Standard auf dem Territorium der Schweiz anwenden wollen. Unser Unternehmen widersetzt sich der Einführung dieses Standards in unserem Land nicht. LIP-Zigaretten sind Zigaretten mit vermindertem Zündpotential ("Lower Ignition Propensity", nachstehend "LIP"). Ziel ihrer Einführung ist es, Brände zu verhindern bzw. die Zahl der Brände zu verringern. LIP-Zigaretten haben ein anderes Papier als herkömmliche Zigaretten. Das Papier der LIP-Zigaretten ist an zwei bis drei Stellen durch ringförmige Schwellen verstärkt, an denen das Papier weniger mikroperforiert ist. An diesen ringförmigen Schwellen ist die Luftzufuhr in die Zigarette verringert und die Zigarette verlischt von selbst, wenn nicht innerhalb von etwa dreissig Sekunden an ihr gezogen wird. Die Behörden gehen davon aus, dass die Umsetzung dieser Norm die Brandgefahr verringern wird. Es muss jedoch betont werden, dass die LIP-Zigaretten nicht feuersicher sind und den Verbraucher nicht von seiner Verantwortung entbinden, seine Zigarette Ordnungsgemäss zu entsorgen. Ab der Veröffentlichung der oben genannten Verordnung und damit der LIP-Standards müssen die schweizerischen Zigarettenhersteller vor allem Folgendes unternehmen: 1) Produktmischungen 2) Herstellungsbetrieb anpassen 3) Labor aufbauen 4) Handel informieren 5) Konsumenten vorbereiten Darüber hinaus werden die Zigarettenhersteller in der Schweiz ein umfangreiches Kommunikationssystem entwickeln müssen, um die Einzel- und die Grosshändler über die Veränderungen am Produkt zu informieren. Für dieses Umstellungsprozess hat die EU Kommission die EU Länder 12 Monate gegeben. Die Entwicklung der LIP-Zigaretten erfordert daher entsprechende Fristen für die Akteure der Zigarettenindustrie. Des Weiteren möchten wir die Bundesbehörden darauf aufmerksam machen, dass die in Artikel 21a des Entwurfs der Verordnung angegebene, gewährte Frist für die Umsetzung zu kurz ist. Auf der Basis technischer Beurteilungen schätzen wir für unseren Teil, dass für die Umsetzung dieses neuen Verfahrens mindestens 12 Monate erforderlich sind. Die BAT Produkte unterscheiden sich auch von den Konkurrenzprodukten nicht nur nach den Marken, sondern auch und vor allem durch die Tabakmischungen. Aus diesen Grund und aus Zeitmangel um neue Produkte zu entwickeln, gleiche wie bereits auf dem Markt zu finden sind, jedoch den neue LIP Normen entsprechend, würden sich die BAT Produkte nicht mehr von den Produkten unserer Konkurrenz unterscheiden. Die freie Wahl und die Marktdynamik die heute bestehen würden nicht mehr existieren. Dieser Konkurrenzverlust ist für den Schweizer Konsumenten nicht wünschbar. Der Kunde würde vor einem einzigen (homogenen) Produkt stehen, welches sich nur durch einen tieferen Preis differenzieren würde. Das weitem würde dies nicht dem schweizerischen Konkurrenzrecht entsprechend und würde dazu führen, dass Billigmarken dominieren. |

| Organisation | Inhalt |
|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Im Voraus vielen Dank für die Aufmerksamkeit, die Sie den nachstehenden Betrachtungen entgegenbringen |
| <u>CardioVasc Suisse</u> | Wir begrüßen die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung und die damit einhergehende Verbesserung des Brandschutzes. Dennoch möchten wir darauf hinweisen, dass auch Zigaretten mit vermindertem Zündpotenzial noch in hohem Masse schädlich sind. Tro |
| <u>Centre Patronal</u> | La branche directement concernée ne conteste pas l'objectif de limiter les risques d'incendie causés par les cigarettes. Les normes qui sont adoptées sont déjà connues à l'étranger et peuvent dès lors être reprises en Suisse. Toutefois, un délai adéquat doit être accordé pour introduire les nouvelles normes, qui ne devrait pas être inférieur à douze mois à compter de leur adoption. En effet, les mesures à prendre sont complexes et nécessitent du temps, notamment pour adapter l'ensemble des chaînes de production et procéder aux tests nécessaires. En outre, ce délai est indispensable pour éviter de devoir retirer du marché des produits élaborés selon les anciennes normes, ce qui implique des coûts importants ainsi que des mesures logistiques complexes. |
| <u>Chambre Neuchâteloise du Commerce et de l'Industrie</u> | Bien qu'il soit évident que nous soutenons l'instauration de certaines normes ayant pour objectif d'améliorer la sécurité des consommateurs suisses, nous émettons quelques réserves quant à la manière d'y parvenir. |
| <u>Chambre Vaudoise des Arts et Métiers</u> | La branche directement concernée ne conteste pas l'objectif de limiter les risques d'incendie causés par les cigarettes. Les normes qui sont adoptées sont déjà connues à l'étranger et peuvent dès lors être reprises en Suisse. Toutefois, un délai adéquat doit être accordé pour introduire les nouvelles normes, qui ne devrait pas être inférieur à douze mois à compter de leur adoption. En effet, les mesures à prendre sont complexes et nécessitent du temps, notamment pour adapter l'ensemble des chaînes de production et procéder aux tests nécessaires. En outre, ce délai est indispensable pour éviter de devoir retirer du marché des produits élaborés selon les anciennes normes, ce qui implique des coûts importants ainsi que des mesures logistiques complexes. |
| <u>Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie</u> | Sur le fond, la CVCI est d'accord avec l'objet de cette révision de l'Ordonnance sur le tabac, à savoir la réduction de la propension à l'inflammation des cigarettes déposées en Suisse. Le but est que seulement 25% des cigarettes se consomment sur toute la longueur "si on ne tire pas de bouffée". Après consultation de nos entreprises membres actives dans l'industrie du tabac, nous avons néanmoins une requête à formuler concernant le délai transitoire. La période de six mois prévue pour adapter la production aux nouvelles normes n'est pas suffisante. Pour les fabricants, l'opération ne se résume en effet pas à un changement de papier à cigarette: tant la planification de la production que l'approvisionnement en matières premières devront être revus. Il s'agira également d'élaborer de nouveaux tests et d'informer les acteurs concernés. Concernant le dernier point, l'information, il conviendra en particulier de faire passer le message selon lequel les nouvelles dispositions ne garantissent pas que les cigarettes sont anti-incendie. Les nouveaux standards permettent de diminuer les risques, mais la cigarette restera un produit qui brûle et qui doit par conséquent être manié et consommé avec la plus grande prudence. En conclusion, la CVCI appuie cette révision de l'Ordonnance sur le tabac mais demande que le délai transitoire soit porté de 6 à 12 mois, afin de permettre de aux fabricants de s'adapter. |
| <u>Coop</u> | Wir begrüßen die Anpassungen an das Europäische Recht mit dem Ziel einer weiteren Harmonisierung. Die Einführung von Standards für ein vermindertes Zündpotential (Lower Ignition Propensity, LIP) gilt in der EU bereits seit November 2011. Ob sich dadurch Brände verursacht durch Zigaretten effektiv verhindern lassen, lässt sich allerdings aufgrund der Studie des Beratungsbüros Bianchi über Brandprävention und Tabakprodukte nicht eindeutig belegen. Allerdings ist jeder Tote verursacht durch einen Brand einer Zigarette ein Toter zuviel. |
| <u>economiesuisse</u> | Teilrevision der Tabakverordnung (SR 817.06): Übergangsfrist von mindestens 12 Monaten nötig Mit der Übernahme des Brandsicherheitsstandards für Zigaretten, welche in der EU am 17. November 2011 Pflicht geworden sind, sollen auch in der Schweiz relevante Brandrisiken vermindert werden. economiesuisse begrüsst dieses Ziel. Für unsere betroffenen Mitglieder ist die Implementierung dieser LIP-Norm (Lower-Ignition-Propensity-Norm) jedoch mit bedeutenden Anpassungen in der Produktion, in der Logistik, bei Qualitätssicherungsmassnahmen und mit einem zusätzlichen Informationsaufwand verbunden. Zum Beispiel muss es möglich bleiben, Zigaretten, die die LIP-Standards noch nicht erfüllen, bis zur Erschöpfung der Bestände zu verkaufen. Damit werden aufwendige Rückrufaktionen vermieden. Wir bitten Sie deshalb, eine gesetzliche Übergangsfrist von mindestens 12 Monaten vorzusehen. Für weitergehende Ausführungen und Detailanträge verweisen wir auf die Eingabe von Swiss Cigarette (s. Anhang), die wir unterstützen. |
| <u>Eidgenössische Kommission für Tabakprävention</u> | Die EKTP dankt für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zur Revision der TabV zur Verbesserung der Brandsicherheit in der Schweiz Stellung nehmen zu können. Die EKTP ist - mit Ausnahme des unten aufgeführten Änderungsvorschlages - mit den Vorschlägen zur Revision einverstanden. Es ist insbesondere zu begrüßen, dass die von der EU am 17. November 2011 eingeführten Vorschriften zur Brandsicherheit in das schweizerische Recht übernommen werden. Die jährlichen tabakbedingten Todes- und Krankheitsfälle bringen viel Leid für zahlreiche Familien. In den regelmässig erhobenen Statistiken sind die Todes- und Verletzungsfälle der durch |

| Organisation | Inhalt |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Zigaretten verursachten Brandfälle nicht mit berücksichtigt. Geht man davon aus, dass durch die Reduktion des Zündpotenziales um 75% auch 3/4 aller so verursachten Todes- und Krankheitsfälle verhindert werden können, so können durch diese Massnahme jährlich 9 Menschenleben und 20 - 56 tabakbedingte Brandverletzungen vermieden werden |
| <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | Tout incendie est un incendie de trop et ce qui peut raisonnablement être entrepris pour limiter ce risque doit être mis en oeuvre. De plus, les modifications proposées sont reprises de la réglementation en cours au sein de l'Union européenne et sont dès lors déjà connues ; nous ne nous y opposerons donc pas. Toutefois, on peut se demander si la présente ordonnance constitue une réponse adéquate au risque d'incendie. Est-il avéré que les cigarettes, qui ne sont à l'origine que d'une part infime des incendies, ne se consumant pas seules sont un rempart infailible contre ce risque? N'existe-t-il pas d'autres moyens raisonnables permettant de le limiter, à l'instar des détecteurs de fumée? Par ailleurs, on peine à comprendre pourquoi 25% des cigarettes pourront échapper à ces nouvelles exigences. Aucune autre explication que la référence au droit européen ne vient éclairer ce point. Par ailleurs, comment cette répartition s'opère-t-elle : de manière globale, par marque? Notre Fédération estime que ce point mérite d'être clarifié. |
| <u>Fédération des Entreprises Romandes de l'Arc jurassien</u> | L'idée de révision de l'ordonnance sur les produits du tabac, visant à réduire les risques d'incendies et à harmoniser la réglementation suisse avec celle déjà appliquée dans d'autres pays, n'est pas contestée par la FER-Arcju. Toutefois, le projet de révision tel que soumis dans le cadre de cette procédure de consultation soulève quelques remarques et nécessiterait quelques améliorations. Le principal problème se posant avec le présent projet de révision est celui du délai de mise en œuvre des nouvelles réglementations (art. 21a Projet OTab). En effet, le projet prévoit un délai transitoire de 6 mois. Or un tel délai est bien trop court pour mettre en place toutes les étapes nécessaires au respect des nouvelles normes LIP. |
| <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrüßen die Aufnahme der neuen Brandsicherheitsanforderungen für Tabakwaren in der Tabakverordnung. Wir vermissen in den Ausführungen jedoch eine Erläuterung, wie verhindert werden soll, dass nicht mehr als 25 % einer bestimmten Anzahl Zigaretten vollständig und von alleine abbrennen. Ist das Verfahren den Zigarettenherstellern bekannt? Kann dies durch die Dichte der Füllung hergeleitet werden oder müssen dem Tabak entsprechende weitere Inhaltsstoffe beigefügt werden? Ein Zusatz von weiteren chemischen Hilfsstoffen zum Tabak ist aus unserer Sicht zu vermeiden, da in Zigaretten bereits zwischen 3000 und 4000 chemische Verbindungen enthalten sind. Neben diesem Vorbehalt haben wir zu den einzelnen Artikeln keine weiteren Bemerkungen, bzw. sind mit den Änderungen einverstanden. |
| <u>Gemeinde Dagmersellen</u> | Zur vorgenannten Anhörung hat die JT International AG, Dagmersellen, am 15. Februar 2012 eine Eingabe gemacht. Der Gemeinderat Dagmersellen hat von diesem Schreiben Kenntnis genommen und unterstützt deren Anliegen, insbesondere die Gewährung der gewünschten Übergangsfrist von 12 Monaten. Wir können Sie auf die wirtschaftliche Bedeutung der JT International AG wie folgt hinweisen: Der Produktionsbetrieb der Japan Tobacco International (JTI) beschäftigt am Standort Dagmersellen rund 400 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und ist hier seit 40 Jahren ansässig. Die JTI zählt zu den grössten Arbeitgebern im luzernischen Wiggertal. Zudem hat die Firma namhafte und überdurchschnittliche Steuerleistungen erbracht. Durch die grossen und innovativen Investitionen wird die JTI im Kanton Luzern als grosse Wirtschaftskraft geschätzt. Der Betrieb "Camel", wie er bei uns genannt wird, geniesst in der Bevölkerung hohe Anerkennung und wird als beliebter und begehrter Arbeitgeber geschätzt. Wir hoffen, dass Sie die Anliegen der JTI berücksichtigen können. Dies dient auch der wirtschaftlichen Entwicklung unserer aufstrebenden Gemeinde. Für Ihre Unterstützung danken wir Ihnen. Für allfällige Fragen wenden Sie sich an den Gemeindepräsidenten (079 518 57 81) oder an den Gemeindegeschreiber. |
| <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die IG DHS begrüsst die Anpassungen an das Europäische Recht mit dem Ziel einer weiteren Harmonisierung. Die Standards für ein vermindertes Zündpotential (Lower Ignition Propensity, LIP) gelten in der EU bereits seit November 2011. Fraglich ist allerdings, ob sich dadurch Brände, die durch Zigaretten verursacht werden, effektiv verhindern lassen. So kann die Studie des Beratungsbüros Bianchi über Brandprävention und Tabakprodukte diesen Zusammenhang nicht eindeutig belegen. |
| <u>JT International</u> | Art. 6, Abs.1 JTI weist ausdrücklich darauf hin, dass im Art. 6 der TabV (Stoffe zur Herstellung von Tabakerzeugnissen) unter Absatz 1 a-e, ein klarer Verweis auf die Zulassung möglicher Ingredienzen (Zusatzstoffe, Materialien), die für die Erzeugung eines verminderten Zündpotenzials (Lower Ignition Propensity, LIP) notwendig sind, fehlt! Wir schlagen vor, dies durch die Ergänzung von Art. 6, Absatz 1e zu klären. Dort sind nämlich die heute gebräuchlichen Zusatzstoffe, die für die Verminderung des Zündpotentials nötig sind, aufgelistet. Der Titel des Absatzes 1e würde dann lauten: Klebe- und Bindemittel, LIP-Ingredienzen. Eventualiter könnte man auch den Vermerk bei Art. 6 Abs.1 anbringen, dass alle in der Verordnung zugelassenen Ingredienzen auch für LIP-Materialien zugelassen sind: Art. 6, Absatz 1, alinea e.: „Klebe- und Bindemittel, LIP-Ingredienzen: zulässig sind Gelier- und Verdickungsmittel nach Anhang 3 ZuV sowie Gelatine, Shellak, Kollodium, Ethylcellulose, Acetylcellulose, |

| Organisation | Inhalt |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Hydroxyethylcellulose, Hydroxyethylmethylcellulose, Hydroxypropylguar und Glyoxal; zusätzlich zum Kleben der Zigarettennah: wässrige Dispersionen von Polyvinylacetat und Polyvinylacetat-Copolymeren. |
| <u>Kantonales Laboratorium TG</u> | Wir schliessen uns der Stellungnahme des Verbandes der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker (VKCS) an. |
| <u>Konsumentenforum kf</u> | <p>Das kf begrüsst die geplante Revision der Tabakverordnung. Wie Beispiele anderer Länder zeigen ist es offenbar möglich, das Risiko ohne nennenswerte Auswirkungen auf die Qualität der Raucherwaren zu reduzieren. Im Gutachten bezüglich Risiken wird aufgezeigt, dass bestimmte Bettinhalte und sogar Kleider entflammbar sind. Es stellt sich die Frage, ob nicht parallel die Brandvorschriften von Textilien überprüft werden sollten.</p> <p>Betreffend Rechtliche Verbindlichkeit von Normen: Einmal mehr werden EN-Normen praktisch für rechtsverbindlich erklärt. Der Bund ist gefordert, kostenlose Zugriffsmöglichkeiten zu schaffen, andernfalls haben Konsumentenorganisationen Schwierigkeiten, mit vertretbarem Aufwand in die Bestimmungen Einsicht zu nehmen</p> |
| <u>Krebsliga Schweiz</u> | <p>Wir begrünnen die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung und die damit einhergehende Verbesserung des Brandschutzes insgesamt und verzichten auf eine weiterführende detaillierte Rückmeldung.</p> <p>Dennoch möchten wir darauf hinweisen, dass auch Zigaretten mit vermindertem Zündpotential noch im höchsten Masse schädlich sind. Trotz des verminderten Zündpotentials sterben in der Schweiz jährlich weiterhin mehr als 9'000 Personen an den Folgen des Tabakkonsums. Die Verbesserungen beim Brandschutz dürfen nicht darüber hinweg täuschen, dass es keinen unbedenklichen Konsum von Zigaretten gibt.</p> |
| <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | Modification approuvée |
| <u>Migros</u> | Da die Migros keine Tabakwaren verkauft, werden wir hierzu keine Stellungnahme abgeben. |
| <u>Philip Morris Products S.A.</u> | <p>Philip Morris Products S.A. reconnaît l'intention de réglementer les standards de propension réduite à la combustion (lower ignition propensity, LIP) dans le cadre de l'Ordonnance sur le tabac.</p> <p>Nous soutenons fortement la provision transitoire permettant de remettre au consommateur les cigarettes non-conformes aux standards LIP jusqu'à épuisement des stocks. Ceci permet d'éviter des retours de marchandises imposées, un exercice qui nécessiterait un investissement en temps et en ressources considérable pour divers acteurs, notamment l'Administration des douanes, les revendeurs et les fabricants.</p> <p>Par ailleurs, nous comprenons que, pour s'assurer d'une transition efficace vers les standards LIP, les cigarettes non-conformes à ces standards ne devraient plus être livrées aux revendeurs suisses au-delà de la fin de la période de transition.</p> <p>Tandis que nous saluons l'intention des autorités fédérales d'octroyer à l'industrie une période de transition permettant de s'adapter aux nouveaux standards, nous sommes d'avis que la période proposée de six mois est insuffisante. Nous nous permettons donc de solliciter une période transitoire d'au moins 12 mois, ce qui nous permettrait de nous adapter aux nouveaux standards de manière posée et dans les temps impartis. Cette adaptation comprend notamment les démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un nouveau design de toutes les marques et variantes de cigarettes - Une adaptation dans la planification de la production - L'approvisionnement en matières directes correspondantes - L'élaboration de prototypes et les tests dans notre laboratoire accrédité – en notant que chaque produit (variante de marque) destiné à la remise sur le marché suisse doit être testé individuellement - L'ajustement de la production à grande échelle - L'information aux acteurs concernés <p>Il est important de comprendre que le passage aux standards LIP est un processus qui dépasse de loin un simple changement de papier à cigarettes et que le processus préparatoire, comprenant les étapes ci-dessus, doit être conduit individuellement pour chaque variante de produit destinée à la remise sur le marché suisse.</p> <p>Concernant les méthodes de tests, nous comprenons que nous aurons la possibilité de tester la conformité avec les standards LIP dans notre laboratoire interne, de façon analogue à la pratique actuelle régissant les mesures des teneurs en goudron, en nicotine et en monoxyde de carbone dans le courant principal de la fumée de cigarette. Nous soutenons cette manière de procéder et sommes d'avis qu'elle représente une procédure efficace aussi bien du point de vue des autorités que de celle des fabricants.</p> <p>Enfin, nous souhaitons réitérer l'importance d'une communication adéquate au grand public au sujet des standards LIP. Même si les cigarettes conformes aux standards LIP ont la capacité de s'éteindre d'elles-mêmes lorsqu'on ne tire pas de bouffée, il est important que le consommateur ne soit pas induit à penser que de telles cigarettes sont « garanties anti-incendie » : tout objet qui brûle peut provoquer un incendie et toute cigarette, avec ou sans standards LIP, doit être maniée avec la plus grande prudence.</p> |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Philip Morris S.A.</u> | <p>Philip Morris S.A. nimmt zur Kenntnis, dass Standards für vermindertes Zündpotenzial (Lower Ignition Propensity, LIP) von Zigaretten, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, im Rahmen der Tabakverordnung reguliert werden sollen.</p> <p>Wir weisen auf die Wichtigkeit der Übergangsbestimmung hin, die es ermöglichen soll, Zigaretten, die den LIP Standards nicht entsprechen, bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abzugeben. Dies erlaubt, Rückrufe von besteuerten Gütern zu vermeiden – ein Prozess, der sich als äusserst zeit- und ressourcenaufwändig für diverse Akteure, wie die Eidgenössische Zollverwaltung sowie den Handel und die Hersteller, erweisen könnte.</p> <p>Im Weiteren entspricht es unserem Verständnis, dass zwecks eines effektiven Übergangs zu den LIP Standards, Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, nach Ablauf der Übergangsfrist nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden sollen.</p> <p>Wir begrüssen, dass die Bundesverwaltung der Industrie eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Wir erachten jedoch die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision als nicht ausreichend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten. Folgende Vorkehrungen müssen unsererseits zur Einführung der neuen Standards getroffen werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neudesign sämtlicher Zigarettenmarken und –varianten - Anpassung der Herstellungsplanung - Sicherstellung der Beschaffung entsprechender Direktmaterialien - Erstellung der Produktprototypen und Prüfung in unserem akkreditierten Labor – wobei jedes in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produkt (Markenvariante) individuell getestet werden muss - Anpassung der Herstellung in grossem Umfang - Information aller relevanten Akteure <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive die obgenannten Schritte muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen.</p> <p>Betreffend Prüfmethode verstehen wir, dass wir die Konformität unserer Produkte mit den LIP Standards in unserem internen Labor prüfen können, entsprechend der jetzigen Praxis im Bereich der Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch. Wir unterstützen diese Vorgehensweise und sind überzeugt, dass dies ein effizientes Verfahren sowohl für die Behörden als auch für die Hersteller darstellt.</p> <p>Schliesslich möchten wir nochmals auf die Wichtigkeit einer angemessenen Information der Öffentlichkeit betreffend der LIP Standards hinweisen. Obwohl LIP-konforme Zigaretten die Fähigkeit haben, von selbst zu erlöschen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird, ist es wichtig, dass Konsumentinnen und Konsumenten nicht davon ausgehen, dass es sich dabei um „feuersichere“ Zigaretten handelt. Jeder brennende Gegenstand ist eine potentielle Brandquelle und deshalb ist ein sachgerechter Umgang mit Zigaretten – mit oder ohne LIP Standards – äusserst wichtig.</p> |
| <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | <p>Wir begrüssen die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung und die damit einhergehende Verbesserung des Brandschutzes. Dennoch möchten wir darauf hinweisen, dass auch Zigaretten mit vermindertem Zündpotenzial noch in hohem Masse schädlich sind. Trotz des verminderten Zündpotenzials werden weiterhin jährlich ca. 1000 Menschen in der Schweiz an den Folgen des Tabakkonsums sterben. Die Verbesserungen beim Brandschutz dürfen nicht darüber hinweg täuschen, dass es keine sicheren Zigaretten gibt</p> |
| <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | <p>Die Verbesserung der Brandsicherheit in der Schweiz, die durch diese Revision angestrebt wird, wird begrüsst.</p> |
| <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | <p>Modification approuvée. Délais transitoires à allonger</p> |
| <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | <p>Wir begrüssen die Aufnahme der neuen Brandsicherheitsanforderungen für Tabakwaren in der Tabakverordnung. Wir vermissen in den Ausführungen jedoch eine Erläuterung, wie verhindert werden soll, dass nicht mehr als 25 % einer bestimmten Anzahl Zigaretten vollständig und von alleine abbrennen. Ist das Verfahren den Zigarettenherstellern bekannt? Kann dies durch die Dichte der Füllung hergeleitet werden oder müssen dem Tabak entsprechende weitere Inhaltsstoffe beigefügt werden? Ein Zusatz von weiteren chemischen Hilfsstoffen zum Tabak ist aus unserer Sicht zu vermeiden, da in Zigaretten bereits zwischen 3000 und 4000 chemische Verbindungen enthalten sind.</p> <p>Neben diesem Vorbehalt haben wir zu den einzelnen Artikeln keine weiteren Bemerkungen, bzw. sind mit den Änderungen einverstanden.</p> |
| <u>Swiss Cigarette</u> | <p>Swiss Cigarette ist damit einverstanden, Standards für vermindertes Zündpotential (Lower Ignition Propensity, LIP) für Zigaretten, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, im</p> |

| Organisation | Inhalt |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Rahmen der Tabakverordnung zu regulieren.</p> <p>Wir weisen auf die Wichtigkeit der Übergangsfrist hin, die es ermöglichen soll, Zigaretten, die den LIP Standards nicht entsprechen, bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abzugeben. Dies erlaubt, Rückrufe von besteuerten Gütern zu vermeiden – ein Vorhaben, das sich als äusserst zeit- und ressourcenaufwändig für diverse Akteure, wie die Eidg. Zollverwaltung sowie den Handel und die Hersteller erweisen könnte.</p> <p>Im Weiteren entspricht es unserem Verständnis, dass zwecks eines effektiven Übergangs zu den LIP Standards, Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, nach Ablauf der Übergangsfrist nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden sollen.</p> <p>Wir begrünnen, dass die Bundesverwaltung den Herstellern eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Wir erachten jedoch die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision als nicht ausreichend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive Produktionsanpassung, Massnahmen zur Qualitätssicherung, Logistik und Information relevanter Akteure muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen. Deshalb benötigen die Mitglieder der Vereinigung des Schweizerischen Tabakwarenhandels aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Schliesslich möchten wir nochmals auf die Wichtigkeit einer angemessenen Information der Öffentlichkeit betreffend der LIP Standards hinweisen. Obwohl LIP-konforme Zigaretten die Fähigkeit haben, von selbst zu erlöschen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird, ist es wichtig, dass Konsumentinnen und Konsumenten nicht davon ausgehen, dass es sich dabei um „feuersichere“ Zigaretten handelt. Jeder brennende Gegenstand ist eine potentielle Brandquelle und deshalb ist ein sachgerechter Umgang mit Zigaretten – mit oder ohne LIP Standards – äusserst wichtig.</p> |
| <p><u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u></p> | <p>Handel Schweiz nimmt zur Kenntnis, dass Standards für vermindertes Zündpotenzial (Lower Ignition Propensity, UP) von Zigaretten, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, im Rahmen der Tabakverordnung reguliert werden sollen.</p> <p>Wir begrünnen die Übergangsbestimmung, die es ermöglichen soll, Zigaretten, die den UP Standards nicht entsprechen, bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abzugeben. Wir erachten diese Bestimmung als überaus wichtig, denn sie erlaubt, Rückrufe von besteuerten Gütern zu vermeiden. Ein solcher Prozess wäre äusserst zeit- und ressourcenaufwändig für diverse Akteure, insbesondere die Eidgenössische Zollverwaltung, den Handel und die Hersteller. Die hieraus entstehenden Regulierungskosten sind mit keiner zusätzlichen Wertschöpfung verbunden und würden daher einen echten volkswirtschaftlichen Schaden darstellen. Nach Ablauf der Übergangsfristen dürften Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, selbstverständlich nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden.</p> <p>Wir begrünnen, dass die Bundesverwaltung der Industrie eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision ist jedoch zu kurz bemessen. Für eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards bitten wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Folgende Vorkehrungen müssen Seitens der Hersteller und des Handels zur Einführung der neuen Standards getroffen werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neudesign sämtlicher Zigarettenmarken und -varianten - Anpassung der Herstellungsplanung - Sicherstellung der Beschaffung entsprechender Direktmaterialien - Erstellung der Produktprototypen und Prüfung in einem akkreditierten Labor - wobei jedes in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produkt (Markenvariante) individuell getestet werden muss - Anpassung der Herstellung in grossem Umfang - Information aller relevanten Akteure <p>Bei der Umstellung auf UP Standards handelt es sich um einen Prozess, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Die obengenannten Schritte müssen für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende produktvariante individuell geschehen.</p> <p>Wir unterstützen die vorgeschlagenen Prüfungsmethoden. Es handelt sich die der internerne Prüfung um ein effizientes Verfahren sowohl für die Behörden als auch für die Hersteller respektive die Importeure.</p> <p>Schliesslich möchten wir nochmals auf die Wichtigkeit einer angemessenen Information der Öffentlichkeit betreffend der LIP Standards hinweisen. Obwohl LIP-konforme Zigaretten die Fähigkeit haben, von selbst zu erlöschen, dürfen Konsumentinnen und Konsumenten nicht davon ausgehen, dass es sich dabei um feuersichere“ Zigaretten handelt. Jeder brennende Gegenstand ist eine potenzielle Brandquelle. Deshalb ist ein sachgerechter Umgang mit Zigaretten äusserst wichtig.</p> |

| Organisation | Inhalt |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Vereinigung des schweiz. Tabakwarenhandels</u> | <p>Die Vereinigung des Schweizerischen Tabakwarenhandels ist damit einverstanden, Standards für vermindertes Zündpotential (Lower Ignition Propensity, LIP) für Zigaretten, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, im Rahmen der Tabakverordnung zu regulieren.</p> <p>Wir weisen auf die Wichtigkeit der Übergangsfrist hin, die es ermöglichen soll, Zigaretten, die den LIP Standards nicht entsprechen, bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abzugeben. Dies erlaubt, Rückrufe von besteuerten Gütern zu vermeiden – ein Vorhaben, das sich als äusserst zeit- und ressourcenaufwändig für diverse Akteure, wie die Eidg. Zollverwaltung sowie den Handel und die Hersteller erweisen könnte.</p> <p>Im Weiteren entspricht es unserem Verständnis, dass zwecks eines effektiven Übergangs zu den LIP Standards, Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, nach Ablauf der Übergangsfrist nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden sollen.</p> <p>Wir begrüßen, dass die Bundesverwaltung den Herstellern eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Wir erachten jedoch die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision als nicht ausreichend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive Produktionsanpassung, Massnahmen zur Qualitätssicherung, Logistik und Information relevanter Akteure muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen. Deshalb benötigen die Mitglieder der Vereinigung des Schweizerischen Tabakwarenhandels aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Schliesslich möchten wir nochmals auf die Wichtigkeit einer angemessenen Information der Öffentlichkeit betreffend der LIP Standards hinweisen. Obwohl LIP-konforme Zigaretten die Fähigkeit haben, von selbst zu erlöschen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird, ist es wichtig, dass Konsumentinnen und Konsumenten nicht davon ausgehen, dass es sich dabei um „feuersichere“ Zigaretten handelt. Jeder brennende Gegenstand ist eine potentielle Brandquelle und deshalb ist ein sachgerechter Umgang mit Zigaretten – mit oder ohne LIP Standards – äusserst wichtig.</p> |
| <u>Vereinigung Kantonalen Feuerversicherungen</u> | <p>Die VKF ist der Dachverband der Kantonalen Gebäudeversicherungen und die schweizerische Koordinationsstelle im gebäudetechnischen Brandschutz. Sie ist ferner Herausgeberin der seit dem 1. Januar 2005 schweizweit harmonisierten Brandschutzvorschriften. Die VKF begrüsst die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Tabak und Gebrauchsgegenstände, zumal die Prävention und Verhinderung von Brandtoten und -verletzten ebenfalls ein vorrangiges Ziel der VKF darstellt. Allerdings ist die VKF ausschliesslich im gebäudetechnischen Brandschutz tätig, weshalb wir vorliegend auf eine Würdigung der einzelnen Artikel verzichten. Für Fragen stehen wir Ihnen jedoch gerne zur Verfügung.</p> |

4.2.2 Commentaire par article

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06.03 | <i>Das BAG kann auf begründetes Gesuch hin weitere Stoffe zulassen. Die Bewilligung ist zu befristen und im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Internet zu publizieren.</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Wir begrüßen die Publizierung dieser Informationen im Internet, sie erhöht die Transparenz und vereinfacht es interessierten Kreisen zu den nötigen Informationen zu kommen. |
| 06.03 | <i>Das BAG kann auf begründetes Gesuch hin weitere Stoffe zulassen. Die Bewilligung ist zu befristen und im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Internet zu publizieren.</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Wir begrüßen die Publikation dieser Informationen im Internet, da somit die Transparenz erhöht wird und interessierte Kreise einfacher nötige Informationen erhalten. |
| 06.03 | <i>Das BAG kann auf begründetes Gesuch hin weitere Stoffe zulassen. Die Bewilligung ist zu befristen und im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Internet zu publizieren.</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Wir begrüßen die Publizierung dieser Informationen im Internet, sie erhöht die Transparenz und vereinfacht es interessierten Kreisen zu den nötigen Informationen zu kommen. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer</i> | <u>British American Tobacco Switzerland SA</u> | Die europäischen Richtlinien zu den LIP-Normen beziehen sich auf eine bestimmte Anzahl von Zigaretten, die geprüft werden müssen. Die schweizerischen Vorschriften sollten von diesen nicht abweichen. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <i>gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | | Die Abbrenneigung von Tzigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss soweit vermindert werden, dass nicht mehr als 25% eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Die Übernahme der EU-Regelungen im Bereich des Brandschutzes begrüssen wir. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Coop</u> | Wir beantragen eine Präzisierung bezüglich des Loses, weil sich auch die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards auf ein Los zu prüfender Zigaretten beziehen. Es ist wichtig, dass die schweizerischen Bestimmung nicht davon abweicht: "Die Abbrenneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25% eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrenne, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft." |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die IG DHS beantragt eine Präzisierung bezüglich des Loses, weil sich auch die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards auf ein Los zu prüfender Zigaretten beziehen. Es ist wichtig, dass die schweizerische Bestimmung nicht davon abweicht. "Die Abbrenneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrenne, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft." |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>JT International</u> | Die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards beziehen sich auf ein Los zu prüfender Zigaretten. Die entsprechende schweizerische Regulierung sollte nicht davon abweichen. Deshalb ist Art. 8° anzupassen: "Die Abbrenneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss soweit vermindert werden, dass nicht mehr als 25% eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft." |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Die Übernahme der EU-Regelungen im Bereich des Brandschutzes begrüssen wir. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Philip Morris Products S.A.</u> | Il est important de refléter au mieux la norme européenne qui fait notamment référence à un échantillon de cigarettes: La propension à la combustion des cigarettes distribuées en Suisse doit être réduite de manière à ce que au maximum 25 % de chaque échantillon de cigarettes évaluées se consomment sur toute leur longueur, lorsqu'elles sont évaluées sur un substrat de 10 couches de papier-filtre. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25</i> | <u>Philip Morris S.A.</u> | Die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards beziehen sich auf ein Los zu prüfender Zigaretten. Die entsprechende schweizerische Regulierung sollte nicht davon abweichen. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <i>Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | | Die Abbrennneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 % eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Die Übernahme der EU-Regelungen im Bereich des Brandschutzes begrünnen wir. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Swiss Cigarette</u> | Die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards beziehen sich auf ein Los zu prüfender Zigaretten. Die entsprechende schweizerische Regulierung sollte nicht davon abweichen. „Die Abbrennneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 % eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft.“ |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards beziehen sich auf ein Los zu prüfender Zigaretten. Die entsprechende schweizerische Regulierung sollte nicht davon abweichen. Die Abbrennneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 % eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft. |
| 08a | <i>Das Zündpotenzial von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss so weit vermindert werden, dass nicht mehr als 25 Prozent der Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn nicht aktiv an ihnen gezogen wird.</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Tabakwarenhandels</u> | Die europäischen Bestimmungen zu LIP Standards beziehen sich auf ein Los zu prüfender Zigaretten. Die entsprechende schweizerische Regulierung sollte nicht davon abweichen: "Die Abbrennneigung von Zigaretten, die in der Schweiz abgegeben werden, muss soweit vermindert werden, dass nicht mehr als 25% eines Loses zu prüfender Zigaretten auf ihrer gesamten Länge abbrennen, wenn mit 10 Lagen Filterpapier als Substrat geprüft." |
| 08b | <i>Erfüllung der Anforderungen von Artikeln 8 und 8a</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Die Schliessung von möglichen Schlupflöchern und die Klärung, welche durch diesen Artikel erreicht wird, begrünnen wir ebenfalls. |
| 08b | <i>Erfüllung der Anforderungen von Artikeln 8 und 8a</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Die Schliessung von möglichen Schlupflöchern und die Klärung, welche durch diesen Artikel erreicht wird, begrünnen wir ebenfalls. |
| 08b | <i>Erfüllung der Anforderungen von Artikeln 8 und 8a</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Die Schliessung von möglichen Schlupflöchern und die Klärung, welche durch diesen Artikel erreicht wird, begrünnen wir ebenfalls. |
| 09 | <i>Prüfstelle, Messverfahren und Prüfung des Zündpotenzials</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Die Änderungen im Einleitungssatz und in Absatz 1 sind folgerichtig. Die Änderung der Formulierung in Absatz 3 begrünnen wir, da sie klarer ist als die vorhergehende. Die neu eingefügten Absätze 4 und 5 sind ebenfalls zu begrünnen, da sie einerseits die T |
| 09 | <i>Prüfstelle, Messverfahren und Prüfung des Zündpotenzials</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Die Änderungen im Einleitungssatz und in Absatz 1 sind folgerichtig. Die Änderung der Formulierung in Absatz 3 begrünnen wir, da sie klarer ist als die vorhergehende. Die neu eingefügten Absätze 4 und 5 sind ebenfalls zu begrünnen, da sie einerseits die Transparenz erhöhen (Absatz 4) und andererseits eine Klärung der Zuständigkeiten bewirken (Absatz 5). |
| 09 | <i>Prüfstelle, Messverfahren und Prüfung des Zündpotenzials</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Die Änderungen im Einleitungssatz und in Absatz 1 sind folgerichtig. Die Änderung der Formulierung in Absatz 3 begrünnen wir, da sie klarer ist |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | als die vorhergehende. Die neu eingefügten Absätze 4 und 5 sind ebenfalls zu begrüssen, da sie einerseits die Transparenz erhöhen (Absatz 4) und andererseits eine Klärung der Zuständigkeiten bewirken (Absatz 5) |
| 10.03 | <i>Die Angaben sind dem BAG in allen Amtssprachen und in einer für die Veröffentlichung geeigneten elektronischen Form jährlich spätestens bis zum 31. Dezember zu übermitteln.</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Die Anpassung an die EU-Regelung wird begrüsst. |
| 10.03 | <i>Die Angaben sind dem BAG in allen Amtssprachen und in einer für die Veröffentlichung geeigneten elektronischen Form jährlich spätestens bis zum 31. Dezember zu übermitteln.</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Die Anpassung an die EU-Regelung wird begrüsst. |
| 10.03 | <i>Die Angaben sind dem BAG in allen Amtssprachen und in einer für die Veröffentlichung geeigneten elektronischen Form jährlich spätestens bis zum 31. Dezember zu übermitteln.</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Die Anpassung an die EU-Regelung wird begrüsst. |
| 11.f | <i>die Warnhinweise nach Artikel 12.</i> | <u>CardioVasc Suisse</u> | Wir begrüssen diese Änderung. |
| 11.f | <i>die Warnhinweise nach Artikel 12.</i> | <u>Eidgenössische Kommission für Tabakprävention</u> | Es ist nicht einzusehen, weshalb überhaupt eine Übergangsfrist einberaumt werden muss. Die Tabakindustrie ist spätestens seit in Krafttretung der EU-Brandsicherheitsvorschriften am 17.11.2011 sensibilisiert und mit Eröffnung der Anhörung am 6.12.2011 über das Vorhaben informiert. Die Revision wird voraussichtlich nicht vor Ende des Jahres in Kraft treten, was der Tabakindustrie genügend Reaktionszeit lässt. Das brandsichere Zigarettenpapier existiert bereits und kann per sofort bestellt werden. |
| 11.f | <i>die Warnhinweise nach Artikel 12.</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Wir begrüssen diese Änderung. |
| 11.f | <i>die Warnhinweise nach Artikel 12.</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Wir begrüssen diese Änderung. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Übergangsfrist für die Anpassung an die neuen Bestimmungen ist zu kurz. Die Übergangsfrist auf mindestens 1 Jahr zu erhöhen. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>British American Tobacco Switzerland SA</u> | Die allgemeine Einschätzung geht häufig davon aus, dass die Umstellung auf den LIP-Standard lediglich die Einführung eines neuen Zigarettenpapiers bedeutet. Mit der Umstellung auf ein LIP Zigarettenpapier ist das Standart nicht erfüllt. Die Hersteller müssen alle produkte von der Tabakmischung bis zur Herstellung anpassen. Dies bedeutet für die Schweizer Produktion einen Zeitaufwand von 12 Monaten. Wie in Ihrem Begleitdokument zu diesem Anhörverfahren erwähnt wird, sind die EU-Mitgliedsländer bereits seit dem 17. November 2011 zur Einhaltung der LIP-Standards verpflichtet. Die europäische Anforderung gilt jedoch nicht für unser Land. Für die Umstellung auf den LIP-Standard benötigt BAT eine längere Übergangsfrist als die in dem Entwurf der Verordnung vorgeschlagenen sechs Monate. Im Übrigen haben bisher sämtliche Rechtsprechungen, die den LIP-Standard eingeführt haben, die gleichen Anforderungen angewendet und haben Industrie und Handel Übergangsfristen gewährt: Australien hat |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>den Zigarettenherstellern eine Übergangsfrist von 18 Monaten gewährt, Kalifornien 15 Monate und Finnland 16,5 Monate. Die Europäische Kommission hat der europäischen Zigarettenindustrie bei der Einführung des LIP-Standards in der Europäischen Union ebenfalls eine Frist von 12 Monaten zugestanden.</p> <p>In der Schweiz können wir die Erfahrungen unserer in der EU ansässigen Firmen leider nicht nutzen. Der erste Grund dafür liegt darin, dass der überwiegende Anteil der von BAT in der Schweiz vertriebenen Tabakprodukte in unserem Werk in Boncourt im Kanton Jura hergestellt wird. Die Zigaretten, die wir in der Schweiz verkaufen, werden daher nicht aus unseren Fabriken ausserhalb der Schweiz importiert. Des Weiteren stellt BAT Switzerland Tabakerzeugnisse her, die ausschliesslich in unserem Land konsumiert werden, wie zum Beispiel die Zigarettenmarken Parisienne oder MaryLong. Diese Produkte entsprechen noch nicht den LIP-Standards. Schliesslich verpflichtet Artikel 28, Absatz 2 lit. a des Bundesgesetzes über die Tabakbesteuerung die schweizerischen Hersteller von Tabakfabrikaten zur Übernahme des Ernteertrags des schweizerischen Inlandtabaks. So enthalten auch die in unserem Werk in Boncourt für den schweizerischen Markt hergestellten Tabakerzeugnisse schweizerischen Inlandstabak. Hierin besteht ein Unterschied zu den Zigaretten, die in unseren europäischen Werken hergestellt werden, die seit einigen Wochen dem LIP-Standard unterliegen. Es versteht sich daher von selbst, dass die in der Schweiz vertriebene Mischung der Zigaretten (Tabakmischung) leicht von den Zigaretten der gleichen Marke, die in den Nachbarländern vertrieben werden, abweicht.</p> <p>Diese schweizerische spezifische Besonderheit spricht daher dafür, eine angemessene Übergangszeit einzuräumen, die wir für die Einführung der LIP-Standards für die Zigaretten, die wir für den schweizerischen Markt in Boncourt produzieren, auf zwölf Monate schätzen. Der Prozess, der die Entwicklung, die Herstellung und die Prüfung der LIP-Zigaretten umfasst, erfordert im Einzelnen folgende technische Etappen:</p> <p>I) Einrichtung von Labors für die Tests der Verlöschungseigenschaften</p> <p>Die Tabakerzeuger, die den LIP-Standards entsprechende Produkte herstellen werden, benötigen Folgendes:</p> <p>i) Zugang zu Labors für die Tests der Verlöschungseigenschaften, ii) oder Einrichtung dieser Labors für die Durchführung der Tests zum Nachweis der Konformität mit den Standards. Derzeit gibt es relativ wenige externe Labors in Europa, die für diesen Zweck geeignet sind.</p> <p>Für die Einrichtung der erforderlichen Mittel und die Entwicklung der Tests in den zugelassenen Labors benötigt die Industrie daher die Details der Standards. Aufgrund der in der Europäischen Union und den anderen betroffenen Märkten gewonnenen Erfahrungen wird davon ausgegangen, dass die Tests der Verlöschungseigenschaften, um sie korrekt durchzuführen, etwa 6 bis 8 Monate dauern werden. Das erforderliche Personal muss entweder eingestellt oder in der Durch-</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>führung dieser Art von Tests geschult werden. Der Test selbst erfordert Zeit: Die Erfahrung der anderen Länder hat ausserdem gezeigt, dass selbst ein erfahrener Prüfer nur etwa drei Proben je Testbox prüfen kann.</p> <p>II) Entwicklung von Produkten (neuen Mischungen) und von Produkttests zur Erfüllung der geltenden Vorschriften</p> <p>Um die LIP-Standards zu erfüllen, müssen die Zigarettenhersteller ein verändertes Zigarettenpapier verwenden. Die Herstellung von Zigaretten, die auf ihre Verlöschungseigenschaften getestet werden können, umfasst jedoch wesentlich mehr, als die Herstellung einer Zigarettenmarke, bei der einfach ein Spezialpapier ergänzt wird. Da dieses Papier in bestimmten Abständen eine andere Porosität besitzt als das herkömmliche Papier, wirkt sich das LIP-Papier nicht nur auf die Art zu rauchen aus, sondern auch auf die chemische Zusammensetzung der Zigaretten. Das bedeutet, dass sämtliche Zigaretten erneut hergestellt werden müssen, um sicherzustellen, dass sie auf die gleiche Weise geraucht werden können, wie die Produkte, die nicht den LIP-Standards unterliegen, und dabei gleichzeitig sicher zu sein, dass sie die Tests der Verlöschungseigenschaften bestehen. Mit dieser neuen Fertigungsart geht einher, dass Änderungen sowohl an den Ventileigenschaften des Filters als auch an der Tabakmischung selbst vorgenommen werden können. Ebenso können sich andere Eigenschaften in der Zusammensetzung der Zigarette, wie zum Beispiel die Tabakdichte, auf die Ergebnisse der Tests der Verlöschungseigenschaften auswirken. Der erforderliche Arbeitsaufwand wird ausserdem auch sehr vom Design und den Eigenschaften der einzelnen Zigarettenmarken abhängen.</p> <p>Die wichtigsten Aktivitäten hinsichtlich der Entwicklung des Produkts beziehen sich auf den Prozess, den die Konformität mit den Standards und den geltenden gesetzlichen Bestimmungen impliziert. Hinzu kommt, dass Tests zur Akzeptanz des neuen Produkts bei den Verbrauchern durchgeführt werden müssen, um Beschwerden von deren Seite zu vermeiden, die zu einer Zunahme des illegalen Handels mit Zigaretten führen könnten. In diesem Zusammenhang sind vordringlich folgende Massnahmen für die Fertigung und das neue Design des Produkts durchzuführen:</p> <p>1) Phase des Erstentwurfs für das Design des neuen LIP-Produkts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kauf von LIP-Papier bei den weltweiten Lieferanten dieser Art von Material - Entwicklung der Tabakmischung und des Designs - Herstellung von Proben - Durchführung von Labortests (ISO, Teer, Nikotin, CO) - Durchführung von Tests der Verlöschungseigenschaften - Beurteilung und Vergleich mit den vorhandenen Produkten. <p>2) Erneute Beurteilung des Designs des LIP-Produkts:</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>- Redesign des Produkts, falls erforderlich, und Anpassungen</p> <p>- Erneute Durchführung von Labortests (ISO, Teer, Nikotin, CO)</p> <p>- Erneute Durchführung von Tests der Verlöschungseigenschaften</p> <p>- Beurteilung und Vergleich der getesteten Produkte mit den aktuell im Handel befindlichen Produkten.</p> <p>3) Durchführung von Tests zur Beurteilung der Akzeptanz des neuen, den LIP-Anforderungen entsprechenden Produkts durch die Verbraucher.</p> <p>Da das LIP-Papier andere chemische und physikalische Eigenschaften besitzt als das herkömmliche Zigarettenpapier, müssen die Produktentwickler sämtliche Komponenten der Zigarette, wie die Filter, die Belüftung, die Tabakmischung, die Tabakdicke sowie die verschiedenen LIP-Papier-Typen erneut beurteilen, damit die Eigenschaften denen der jeweiligen Zigarettenmarke bestmöglich entsprechen. Dieser Prozess bedeutet selbstverständlich die Durchführung von Tests, das Auftreten von Fehlern, ebenso wie die Tatsache, dass die verschiedenen Produkte alle erneut beurteilt werden müssen. Es ist daher möglich, dass die oben angeführten Schritte für jede Zigarettenmarke mehrmals wiederholt werden müssen, um sicherzustellen, dass das Design der neuen Zigarette korrekt ist und das neue Produkt den Eigenschaften des alten Produkts bestmöglich entspricht.</p> <p>III) Versorgung mit den LIP-Standards entsprechendem Papier</p> <p>Aus einkaufstechnischen Gründen benötigt die Versorgung mit LIP-Papier Zeit.</p> <p>IV) Materialprüfungen und Qualifikationsverfahren</p> <p>Materialprüfungen sind ebenfalls notwendig, um sämtliche Fragen hinsichtlich der Einführung des LIP-Papiers in die Maschinen für die Zigarettenherstellung zu beantworten. Diese Materialprüfungen bestehen aus zwei Etappen. Die erste Etappe bezieht sich auf Prüfungen für die Herstellung der Proben und die zweite Etappe beschäftigt sich mit der Verwendung des Materials in grossem Umfang. Die ersten Prüfungen sind notwendig, um den Herstellern eine erste Vorstellung von allen Fertigungsproblemen zu geben, die bei der Verwendung von LIP-Papier in den Maschinen auftreten können.</p> <p>V) Entwicklung neuer Verpackungen</p> <p>Das erforderliche Redesign bedeutet häufig eine Veränderung des Gehalts an Teer, Nikotin und Kohlenmonoxid der verschiedenen Produkte. Diese Änderung erfordert daher unter Umständen auch eine Änderung der Angaben zum Gehalt der oben angeführten Stoffe auf den Zigarettenverpackungen, wodurch wiederum die Frist für die Einführung des Produkts verlängert werden könnte. Derartige Änderungen erfordern die erneute Gravur von Tiefdruckzylindern und Offsetdruckplatten für das Bedrucken der Verpa-</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>ckungen. Dies bedeutet, dass Designagenturen und die Lieferanten der Verpackungen konsultiert werden müssen, um angemessene Fristen festzulegen. Diese Aufgabe kann leider erst ausgeführt werden, wenn die Tests des Gehalts der oben angeführten Inhaltstoffe erfolgreich waren, da die Verpackungen nicht bedruckt werden können, bevor die Tests durchgeführt wurden und sichergestellt ist, dass das geprüfte Produkt den gesetzlichen Bestimmungen insbesondere hinsichtlich des Teer-, Nikotin- und CO-Gehalts entspricht.</p> <p>VI) Kommunikation</p> <p>Unsere Firma wird einen Kommunikationsplan erarbeiten müssen, um sicherzustellen, dass sie den Anfragen der Grosshändler und Einzelhändler entsprechen kann.</p> <p>Neben diesen Spezifikationen hinsichtlich der Umsetzung der LIP-Standards erscheinen uns zwei weitere Änderungen im Text von Artikel 21 a des vorliegenden Entwurfs der Verordnung notwendig.</p> <p>Erstens gilt es zu betonen, dass die für den Verkauf in der Schweiz bestimmten Zigaretten, die die neuen LIP-Standards nicht erfüllen, während eines Zeitraums von zwölf Monaten ab Inkrafttreten der vorliegenden Verordnung nach dem alten Recht importiert und/oder hergestellt werden können.</p> <p>Zweitens gilt es ausdrücklich anzugeben, dass Zigaretten, die noch nicht den LIP-Standards entsprechen, bis zur Erschöpfung der Bestände den Einzelhändlern und den Grosshändlern nach dem alten Gesetz ausgeliefert werden können.</p> <p>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderung nach Art.8 nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (12 Monaten nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt bzw. dem zugelassenen Steuerlage entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p> |
| 21a | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>CardioVasc Suisse</u></p> | <p>Eine Übergangsfrist von 6 Monaten scheint uns zu lang, ist die Regelung in Europa doch bereits seit dem 17. November 2011 in Kraft. Wir sind der Überzeugung, dass der Wechsel auch in 3 Monaten vorstatten gehen kann.</p> |
| 21a | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>Chambre Neuchâtoise du Commerce et de l'Industrie</u></p> | <p>Nous comprenons la nécessité d'instaurer de nouvelles normes de sécurité des produits en Suisse afin de limiter le risque d'incendie mais également de se conformer au standard de sécurité de l'UE.</p> <p>Pour favoriser le processus d'intégration de ces nouveaux critères, les entreprises doivent bénéficier d'un temps d'adaptation plus ou moins important. Le délai transitoire de 6 mois que vous proposez est satisfaisant pour les firmes exportant leurs produits dans la zone Euro puisque cette norme est déjà applicable au sein de l'UE depuis le 17 novembre 2011. Cependant, il nous semblerait plus approprié</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>d'autoriser un délai de 12 mois pour permettre une transition facilitée au entreprises suisses exportatrices hors de cette zone. En effet, les dispositions de l'EU en matière de sécurité ne sont pas comparables à celles de certaines régions importatrices de produits suisses tels que le Moyen Orient ou encore de l'Asie. C'est la raison pour laquelle nos sociétés de tabac se trouveront face à des difficultés d'ajustements supplémentaires.</p> <p>Rappelons qu'au moment d'introduire les dispositions correspondantes, l'UE a accordé 12 mois aux entreprises établies sur son territoire.</p> <p>Les cigarettes qui sont destinées à être distribuées en Suisse et qui ne correspondent pas aux exigences de l'art. 8a peuvent encore être importées, fabriquées ou quitter les entrepôts fiscaux agréés, selon l'ancien droit jusqu'au... (12 mois après l'entrée en vigueur des présentes modifications). Elles peuvent être, selon l'ancien droit, remises au consommateur jusqu'à épuisement des stocks.</p> |
| 21a | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie</u></p> | <p>Nous avons deux modifications à proposer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajout de la notion d'entrepôts, car ainsi l'article reflètera mieux la réalité du marché de la cigarette; - prolongation du délai transitoire: 12 mois au lieu de 6 mois. Comme indiqué plus haut, la consultation de nos membres actifs dans le secteur du tabac nous a amené à constater que la modification de l'ordonnance va au-delà du simple changement de papier à cigarettes. Il s'agit notamment de <ul style="list-style-type: none"> 1° revoir la planification de leur production 2° modifier l'approvisionnement en matières premières 3° élaborer de nouveaux tests qu'ils effectueront dans leurs laboratoires pour chaque variante de marque destinée au marché suisse 4° informer les acteurs concernés. <p>Concernant le dernier point, l'information, il conviendra notamment de faire passer le message selon lequel les nouvelles dispositions ne garantissent pas que les cigarettes sont "anti-incendie". Les nouveaux standards permettent de diminuer les risques, mais la cigarette restera un produit qui brûle et qui doit par conséquent être manié et consommé avec la plus grande prudence.</p> <p>Les cigarettes qui sont destinées à être distribuées en Suisse et qui ne correspondent pas aux exigences de l'art. 8a peuvent encore être importées, fabriquées (ou quitter les entrepôts fiscaux agréés), selon l'ancien droit jusqu'au ... (12 mois) après l'entrée en vigueur des présentes modifications). Elles peuvent être, selon l'ancien droit, remises au consommateur jusqu'à épuisement des stocks.</p> |
| 21a | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>Coop</u></p> | <p>Wir begrüßen es ausdrücklich, dass der Handel Lagerbestände an Zigaretten, die nach bisherigem Recht hergestellt sind, ohne zeitliche Einschränkung abverkaufen kann. Allerdings erachten wir eine Übergangsfrist von 6 Monaten als zu kurz. Eine Umstellung auf LIP Standards bedingt umfangreiche Umstellungsarbeiten für jede einzelne Zigarettenmarke. Zudem ergibt sich ein gewisser Widerspruch zur Verordnung des EDI über kombinierte Warnhinweise auf Tabakprodukten (SR 817.064. In dieser Verordnung wird festgelegt, dass Packungen, welche die kombi-</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>nierten Warnhinweise der vorangehenden Serie tragen, spätestens bis zum 31. Dezember nach dem Serienwechsel abverkauft sein müssen. Um diese Unklarheit zu beseitigen, schlagen wir vor, in der Verordnung über die kombinierten Warnhinweise den Text "spätestens jedoch bis zum 31. Dezember nach dem Serienwechsel" ersatzlos zu streichen:</p> <p>"Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind, dürfen noch bis zum (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderung) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden."</p> |
| 21a | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>Fédération des Entreprises Romandes de l'Arc jurassien</u></p> | <p>D'un point de vue plus concret, l'introduction du standard LIP en Suisse ne consistera pas uniquement au changement du type de papier à cigarette utilisé. Cela impliquera diverses modifications dans le système de production, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adaptation des machines de production, - l'acquisition de nouvelles machines, - le contrôle en laboratoire des nouvelles cigarettes par des tests de propension à la combustion, des tests de qualité et des tests de goût, - la modification des emballages de cigarettes indiquant les nouvelles substances contenues dans un paquet. <p>Le changement pour le standard LIP nécessitera également une campagne de communication informant les agents de distribution ainsi que les consommateurs des modifications apportées aux cigarettes.</p> <p>En ce qui concerne les tests en laboratoire, plus particulièrement les tests de propension à l'inflammation, l'expérience européenne et internationale a démontré qu'il fallait compter 6 à 8 mois pour procéder à des tests pertinents. Cet élément prouve déjà à lui seul qu'un délai de 6 mois est bien trop court. De plus, les pays connaissant déjà le standard LIP ont bénéficié d'un délai de transition allant de 12 à 18 mois; ainsi un délai de 12 mois pour la Suisse semble donc être un minimum raisonnable à octroyer aux fabricants.</p> <p>De plus, le délai de 12 mois se justifie également du point de vue des stocks de cigarettes existants et fabriqués selon l'ancien droit. Les fabricants doivent disposer de suffisamment de temps pour liquider leurs stocks, cela afin de ne pas subir - en plus des nouveaux investissements liés au standard LIP - un gros manque à gagner en devant détruire la marchandise élaborée avant l'entrée en vigueur de la révision en question. Ici encore, un délai de 6 mois apparaît clairement trop court pour procéder à la liquidation complète des stocks.</p> <p>Par conséquent, nous requérons que l'art. 21a du projet OTab soit modifié en accordant un délai transitoire plus long que celui prévu dans le projet; le délai devant être d'un minimum de 12 mois.</p> <p>Article 21a - Disposition transitoire relative à la modification du...</p> <p>Les cigarettes qui sont destinées à être distribuées en Suisse et qui ne correspondent pas aux exigences de l'art. 8a peuvent encore être importées et fabriquées selon l'ancien droit jusqu'au ...</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | (12 mois après l'entrée en vigueur des présentes modifications). Elles peuvent être, selon l'ancien droit, remises aux consommateurs jusqu'à l'épuisement des stocks |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die IG DHS begrüsst es, dass der Handel Lagerbestände an Zigaretten, die nach bisherigem Recht hergestellt sind, ohne zeitliche Einschränkung abverkaufen kann. Allerdings erachtet die IG DHS eine Übergangsfrist von sechs Monaten als zu kurz. Eine Umstellung auf LIP Standards bedingt umfangreiche Umstellungarbeiten für jede einzelne Zigarettenmarke. Zudem ergibt sich ein gewisser Widerspruch zur Verordnung des EDI über kombinierte Warnhinweise auf Tabakprodukten (SR 817.064). In dieser Verordnung wird festgelegt, dass Packungen, welche die kombinierten Warnhinweise der vorangehenden Serie tragen, spätestens bis zum 31. Dezember nach dem Serienwechsel abverkauft sein müssen. Um diese Unklarheit zu beseitigen, schlägt die IG DHS vor, in der Verordnung über die kombinierten Warnhinweise den Text "spätestens jedoch bis zum 31. Dezember nach dem Serienwechsel" ersatzlos zu streichen. "Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind, dürfen noch bis zum (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderung) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden." |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>JT International</u> | Die Implementierung der Norm ist mit bedeutenden Anpassungen der Produktion und der Logistik von JTI verbunden. Weiter müssen Massnahmen zur Qualitätssicherung und zur Information des Handels vorgenommen werden. JTI benötigt aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von 12 Monaten. Wie in der Rubrik „allgemeine Bemerkungen“ erwähnt, sollten Rückrufe besteuert Zigaretten vermieden werden. Der Vorschlag der Ergänzung mit der Entnahme aus dem zugelassenen Steuerlager erfolgt der Vollständigkeit halber, um die Marktgegebenheiten besser zu widerspiegeln: „Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum ... (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt beziehungsweise dem zugelassenen Steuerlager entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“ |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Die Übergangsfrist für die Anpassung an die neuen Bestimmungen ist zu kurz: Die Übergangsfrist ist auf 12 Monate anzusetzen |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Lungenliga Schweiz</u> | Da die Regelung in der EU bereits seit dem 17. November 2011 in Kraft ist, scheint uns die Übergangsfrist von 6 Monaten zu lang. Wir schlagen eine Übergangsfrist von 3 Monaten vor. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel</i> | <u>Philip Morris Products S.A.</u> | Nous comprenons que, pour s'assurer d'une transition efficace vers les standards LIP, les cigarettes non-conformes à ces standards ne |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p><i>8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | | <p>devraient plus être livrées aux revendeurs suisses au-delà de la fin de la période de transition.</p> <p>L'ajout de la référence aux entrepôts fiscaux agréés est proposé ici par souci de précision et afin de mieux refléter les réalités du marché.</p> <p>Par ailleurs, tandis que nous saluons l'intention des autorités fédérales d'octroyer à l'industrie une période de transition permettant de s'adapter aux nouveaux standards, nous sommes d'avis que la période proposée de six mois est insuffisante. Nous nous permettons donc de solliciter une période transitoire d'au moins 12 mois, ce qui nous permettrait de nous adapter aux nouveaux standards de manière posée et dans les temps impartis. Cette adaptation comprend notamment les démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un nouveau design de toutes les marques et variantes de cigarettes - Une adaptation dans la planification de la production - L'approvisionnement en matières directes correspondantes - L'élaboration de prototypes et les tests dans notre laboratoire accrédité – en notant que chaque produit (variante de marque) destiné à la remise sur le marché suisse doit être testé individuellement - L'ajustement de la production à grande échelle - L'information aux acteurs concernés <p>Il est important de comprendre que le passage aux standards LIP est un processus qui dépasse de loin un simple changement de papier à cigarettes et que le processus préparatoire, comprenant les étapes ci-dessus, doit être conduit individuellement pour chaque variante de produit destinée à la remise sur le marché suisse:</p> <p>Les cigarettes qui sont destinées à être distribuées en Suisse et qui ne correspondent pas aux exigences de l'art. 8a peuvent encore être importées, fabriquées ou quitter les entrepôts fiscaux agréés, selon l'ancien droit jusqu'au... (12 mois après l'entrée en vigueur des présentes modifications). Elles peuvent être, selon l'ancien droit, remises au consommateur jusqu'à épuisement des stocks.</p> |
| <p>21a</p> | <p><i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i></p> | <p><u>Philip Morris S.A.</u></p> | <p>Es entspricht unserem Verständnis, dass zwecks eines effektiven Übergangs zu den LIP Standards, Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, nach Ablauf der Übergangsfrist nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden sollen.</p> <p>Der Vorschlag der Ergänzung mit der Entnahme aus dem zugelassenen Steuerlager erfolgt der Vollständigkeit halber, um die Marktgegebenheiten besser zu widerspiegeln.</p> <p>Im weiteren begrüßen wir, dass die Bundesverwaltung der Industrie eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Wir erachten jedoch die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision als nicht ausreichend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten. Folgende Vorkehrungen müssen unsererseits zur Einführung der neuen Standards</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>getroffen werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neudesign sämtlicher Zigarettenmarken und –varianten - Anpassung der Herstellungsplanung - Sicherstellung der Beschaffung entsprechender Direktmaterialien - Erstellung der Produktprototypen und Prüfung in unserem akkreditierten Labor – wobei jedes in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produkt (Markenvariante) individuell getestet werden muss - Anpassung der Herstellung in grossem Umfang - Information aller relevanten Akteure <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive die obgenannten Schritte muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen.</p> <p>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum ... (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt, beziehungsweise dem zugelassenen Steuerlager entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p> |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Schweizerische Herzstiftung</u> | Eine Übergangsfrist von 6 Monaten scheint uns zu lang, ist die Regelung in Europa doch bereits seit dem 17. November 2011 in Kraft. Wir sind der Überzeugung, dass der Wechsel auch in 3 Monaten vonstatten gehen kann. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Schweizerischer Gewerbeverband</u> | Der Schweizerische Gewerbeverband sgV ist mit den verschiedenen Revisionsvorschlägen einverstanden, verlangt aber bei der Tabakverordnung eine Übergangsfrist von mindestens 12 anstelle von nur sechs Monaten zur Anpassung an die neuen LIP-Standards. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | Le délai transitoire pour la fabrication de cigarettes selon l'ancien droit devrait être porté à 12 mois. Un tel délai d'une année, usuel dans les modifications du droit alimentaire, doit permettre l'adaptation des processus de fabrication dans de bonnes conditions:(12 mois après l'entrée en vigueur des présentes modifications). |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Swiss Cigarette</u> | Die Implementierung der Norm ist mit bedeutenden Anpassungen der Produktion und der Logistik der Mitglieder von Swiss Cigarette verbunden. Weiter müssen Massnahmen zur Qualitätssicherung und zur Information des Handels vorgenommen werden. Die Mitglieder von Swiss Cigarette benötigen aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten. Wie in der Rubrik „allgemeine Bemerkungen“ erwähnt, sollten Rückrufe besteuert Zigaretten vermieden werden. Der Vorschlag der Ergänzung mit der Entnahme aus dem zugelassenen Steuerlager erfolgt der Vollständigkeit halber, um die Marktgegebenheiten besser zu widerspiegeln. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | „Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum ... (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt beziehungsweise dem zugelassenen Steuerlager entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“ |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Verband der Kantonschweizer der Schweiz</u> | Die Übergangsfrist für die Anpassung an die neuen Bestimmungen ist zu kurz: Die Übergangsfrist ist auf 12 Monate anzusetzen |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Vereinigung des schweizer Import- und Grosshandels</u> | <p>Es entspricht unserem Verständnis, dass zwecks eines effektiven Übergangs zu den LIP Standards, Zigaretten, die diesen Standards nicht entsprechen, nach Ablauf der Übergangsfrist, nicht mehr an den Schweizer Handel geliefert werden sollen.</p> <p>Der Vorschlag der Ergänzung mit der Entnahme aus dem zugelassenen Steuerlager erfolgt der Vollständigkeit halber, um die Marktgegebenheiten besser widerzuspiegeln.</p> <p>Im weiteren begrüßen wir, dass die Bundesverwaltung der Industrie eine Übergangsfrist zur Anpassung an die neuen Standards gewähren will. Wir erachten jedoch die im Entwurf vorgeschlagene Übergangsfrist von sechs Monaten nach Inkrafttreten der Teilrevision als nicht ausreichend. Um eine rechtzeitige und reibungslose Umstellung auf die neuen Standards sicherstellen zu können, ersuchen wir Sie um die Gewährung einer Übergangsfrist von mindestens zwölf Monaten.</p> <p>Folgende Vorkehrungen müssen von Seiten der Produzenten und Importeure zur Einführung der neuen Standards getroffen werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neudesign sämtlicher Zigarettenmarken und –varianten - Anpassung der Herstellungsplanung - Sicherstellung der Beschaffung entsprechender Direktmaterialien - Erstellung der Produktprototypen und Prüfung in akkreditierten Labors – wobei jedes in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produkt (Markenvariante) individuell getestet werden muss - Anpassung der Herstellung in grossem Umfang - Information aller relevanten Akteure <p>Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei der Umstellung auf LIP Standards um einen Prozess handelt, der weit mehr bedarf als einen einfachen Austausch des Zigarettenpapiers. Der Vorbereitungsprozess inklusive die obgenannten Schritte muss für jede in der Schweiz in Verkehr zu bringende Produktvariante individuell geschehen:</p> <p>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum ... (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt, beziehungsweise dem zugelassenen Steuerlager</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. |
| 21a | <i>Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Artikel 8a nicht entsprechen, dürfen noch bis zum... (6 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt und hergestellt werden. Sie dürfen</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Tabakwarenhandels</u> | <p>Die Mitglieder der Vereinigung des Schweizerischen Tabakwarenhandels benötigen aus praktischen Gründen eine Übergangsfrist von mind. Zwölf Monaten (s. oben "allgemeine Bemerkungen").</p> <p>Wie in der Rubrik "allgemeine Bemerkungen" erwähnt, sollten Rückrufe besteuert Zigaretten vermieden werden.</p> <p>Der Vorschlag der Ergänzung mit der Entnahme aus dem zugelassenen Steuerlager erfolgt der Vollständigkeit halber, um die Marktgegebenheiten besser zu widerspiegeln.</p> <p>"Zigaretten, welche für die Abgabe in der Schweiz bestimmt sind und den Anforderungen nach Art. 8° nicht entsprechen, dürfen noch bis zum ... (12 Monate nach Inkrafttreten der Änderungen) nach bisherigem Recht eingeführt oder hergestellt bzw. dem zugelassenen Steuerlager entnommen werden. Sie dürfen noch nach bisherigem Recht bis zur Erschöpfung der Bestände an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p> |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>British American Tobacco Switzerland SA</u> | <p>Um die Vollständigkeit der relevanten technischen Normen sicherzustellen, schlagen wir vor, die Norm ISO 8243 in die Liste aufzunehmen. Diese Norm spezifiziert zwei Methoden, um zwei repräsentative Proben einer für den Verkauf gefertigten Zigarettenpopulation zu erhalten. Es werden verschiedene Vorgehensweisen beschrieben, nach denen die Probenahme am Verkaufspunkt oder im Werk erfolgt.</p> <p>1. Die Probenahme "zu einem Zeitpunkt" erlaubt eine momentane Bewertung der Eigenschaften von Zigaretten zu diesem Zeitpunkt. Die Probenahme erfolgt innerhalb eines möglichst kurzen Zeitraums.</p> <p>2. Die Probenahme "über einen längeren Zeitraum" liefert eine kontinuierliche Bewertung. Praktisch kann sie als eine Serie von jeweils "zu einem Zeitpunkt" erfolgten Probenahmen betrachtet werden.</p> <p>Die Norm ISO 8243 liefert auch Informationen bezüglich der statistischen Verarbeitung der Daten und bietet auf praktischen Erfahrungswerten beruhende Bewertungen, Standard-Vertrauensintervalle zur Bestimmung des Rohkondensats und des nikotinfreien Trockenkondensats, des Nikotin- und des Kohlenmonoxidgehalts (CO) bei einer Probenahme nach der Norm ISO 8243:2006 und einem Abrauchen der Produkte nach den in den Normen ISO 3308, ISO 3402, ISO 4387, ISO 8454, ISO 10315, ISO 10362-1 und ISO 10362-2 beschriebenen Verfahren.</p> <p>Die Norm ISO 8243:2006 ergänzen</p> |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>JT International</u> | <p>Anhang 1 Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</p> <p>Um die Vollständigkeit der technischen Standards für solche Messungen sicherzustellen, empfehlen wir, zusätzlich die Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme anzufügen. Diese Norm definiert Methoden zur Probenahme von repräsentativen Mustern zu prüfender Zigaretten,</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | die hergestellt und/oder zum Verkauf angeboten werden und sollte integrierender Bestandteil der technischen Standards sein, die für diese Art Zigaretten-prüfverfahren verwendet werden: Ergänzung mit Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme. |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>Philip Morris Products S.A.</u> | Afin d'assurer un ensemble de standards techniques complet pour mesurer les teneurs en goudron, en nicotine et en monoxyde de carbone dans le courant principal de la fumée de cigarette, nous proposons d'ajouter à l'Annexe 1 la norme ISO 8243 : Cigarettes – Echantillonnage. Cette norme définit les méthodes pour fournir des échantillons représentatifs d'une population de cigarettes fabriquées et/ou destinées à la vente et doit faire partie intégrante de la série de normes techniques utilisées pour ce type de mesures: Ajouter la norme ISO 8243 : Cigarettes – Echantillonnage. |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>Philip Morris S.A.</u> | Um die Vollständigkeit der technischen Standards für Messungen des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten sicherzustellen, empfehlen wir, zusätzlich die Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme anzufügen. Diese Norm definiert Methoden zur Probenahme von repräsentativen Mustern zu prüfender Zigaretten, die hergestellt und/oder zum Verkauf angeboten werden und sollte integrierender Bestandteil der technischen Standards sein, die für diese Art Zigarettenprüfverfahren verwendet werden. Der Anhang soll mit der Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme ergänzt werden. |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>Swiss Cigarette</u> | Um die Vollständigkeit der technischen Standards für solche Messungen sicherzustellen, empfehlen wir, zusätzlich die Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme anzufügen. Diese Norm definiert Methoden zur Probenahme von repräsentativen Mustern zu prüfender Zigaretten, die hergestellt und/oder zum Verkauf angeboten werden und sollte integrierender Bestandteil der technischen Standards sein, die für diese Art Zigarettenprüfverfahren verwendet werden. Ergänzung mit Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme. |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Um die Vollständigkeit der technischen Standards für Messungen des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten sicherzustellen, empfehlen wir, zusätzlich die Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme anzufügen. Diese Norm definiert Methoden zur Probenahme von repräsentativen Mustern zu prüfender Zigaretten, die hergestellt und/oder zum Verkauf angeboten werden und sollte integrierender Bestandteil der technischen Standards sein, die für diese Art Zigarettenprüfverfahren verwendet werden. Der Anhang soll mit der Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme ergänzt werden. |
| Anh. 1 | <i>Technische Normen für die Messung des Gehaltes von Teer, Nikotin und Kohlenmonoxyd im Hauptstromrauch von Zigaretten</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Tabakwarenhandels</u> | Um die Vollständigkeit der technischen Standards für solche Messungen sicherzustellen, empfehlen wir, zusätzlich die Norm ISO 8243: Zigaretten – Probenahme anzufügen. Diese Norm definiert Methoden zur Probenahme von repräsentativen Mustern zu prüfender Zigaretten, die hergestellt und/oder zum Verkauf angeboten werden und sollte integrierender Bestand- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | teil der technischen Standards sein, die für diese Art Zigarettenprüfverfahren verwendet werden: Ergänzung mit Norm ISO 8243: Zigaretten - Probenahme. |

4.3 Révision partielle de l'ordonnance sur les cosmétiques (RS 817.023.31)

4.3.1 Remarques générales

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Anpassung an das EU-Recht wird begrüsst. Allerdings bestehen immer noch Differenzen zum EU-Recht. Die Anpassung an das EU-Recht wird begrüsst. Allerdings sind nicht alle Änderungen nachvollziehbar und es wurde die Chance verpasst, gewisse Unzulänglichkeiten der als Vorlage dienenden EU-Regulierung zu korrigieren. Weiter wäre es sinnvoll gewesen, die Anhänge nach Vorbild der EU-Regulierung zu gestalten. Ebenfalls hat die EU-Regulierung konsequent zu den chemischen Namen für Kosmetika zusätzlich noch die üblichen Namen (INCI resp. CosIng) sowie die CAS-Nr. aufgeführt. |
| <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir vermissen in der vorliegenden Revision weitere wichtige Anpassungen, welche der Information und der Sicherheit der Konsumentinnen und Konsumenten dienen: In der EU müssen ab kommenden Jahr Kosmetika, welche Nanomaterialien enthalten, mit Nano deklariert werden. Mit der vorliegenden Revision kann die Schweiz diese Bestimmung auch gesetzlich verankern und mit einer angemessenen Übergangsfrist einführen. Wir bedauern zudem, dass die vorliegende Revision nicht dazu genutzt wird, die Deklaration in Bezug auf die Reichstoffkomponenten zu spezifizieren: KonsumentInnen, welche unter Allergien leiden, sind darauf angewiesen, die Zusammensetzung von Parfüm zu kennen. Mit dem Sammelbegriff "Parfüm" ist dies jedoch nicht möglich. In der EU sind 26 Duftstoffe ab einer bestimmten Konzentration mittlerweile deklarationspflichtig. In der Verordnung über kosmetische Mittel ist eine solche Bestimmung nicht ersichtlich. Ein Verbot von endokrinen Disruptoren ist in der Verordnung ebenfalls nicht vorgesehen. Es ist uns bewusst, dass die schädliche Wirkung solcher hormonaktiver Substanzen in Kosmetika nicht umstritten ist. Für Kinderkosmetika scheint uns ein Verbot im Sinne des Vorsorgeprinzips, wie es die sich ebenfalls in Revision befindende Lebensmittelgesetzgebung vorsieht, angebracht, bzw. notwendig. |
| <u>Centre Patronal</u> | Nous n'avons pas de remarque particulière à formuler. |
| <u>Chambre Vaudoise des Arts et Métiers</u> | Nous n'avons pas de remarque particulière à formuler. |
| <u>Coop</u> | Wir begrüssen die Anpassungen an die geltenden EU-Bestimmungen. Wir haben keine weiteren Bemerkungen zu den vorgeschlagenen Änderungen. |
| <u>economiesuisse</u> | Teilrevision der Verordnung über kosmetische Mittel (SR 817.023.31): Kein schweizerischer Alleingang. economiesuisse begrüsst die Anpassung der Verordnung an das europäische Recht. Für die betroffenen Branchen ist es allerdings sehr wichtig, dass Abweichungen vom EU-Kosmetikrecht wo immer möglich vermieden werden. Der vorliegende Entwurf wird diesem Ziel nicht gerecht. Er muss deshalb angepasst werden. Detailanträge dazu finden Sie in der Stellungnahme des Schweizerischen Kosmetik- und Waschmittelverbandes (s. Anhang), die wir unterstützen. |
| <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | Pas de remarques particulières. |
| <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir vermissen in der vorliegenden Revision weitere wichtige Anpassungen, welche der Information und der Sicherheit der Konsumentinnen und Konsumenten dienen: In der EU müssen ab kommenden Jahr Kosmetika, welche Nanomaterialien enthalten, mit Nano deklariert werden. Mit der vorliegenden Revision kann die Schweiz diese Bestimmung auch gesetzlich verankern und mit einer angemessenen Übergangsfrist einführen. Wir bedauern zudem, dass die vorliegende Revision nicht dazu genutzt wird, die Deklaration in Bezug auf die Reichstoffkomponenten zu spezifizieren: KonsumentInnen, welche unter Allergien leiden, sind darauf angewiesen, die Zusammensetzung von Parfüm zu kennen. Mit dem Sammelbegriff "Parfüm" ist dies jedoch nicht möglich. In der EU sind 26 Duftstoffe ab einer bestimmten Konzentration mittlerweile deklarationspflichtig. In der Verordnung über kosmetische Mittel ist eine solche Bestimmung nicht ersichtlich. Ein Verbot von endokrinen Disruptoren ist in der Verordnung ebenfalls nicht vorgesehen. Es ist uns bewusst, dass die schädliche Wirkung solcher hormonaktiver Substanzen in Kosmetika nicht umstritten ist. Für Kinderkosmetika scheint uns ein Verbot im Sinne des Vorsorgeprinzips, wie es die sich ebenfalls in Revision befindende Lebensmittelgesetzgebung vorsieht, angebracht, bzw. notwendig. |
| <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die IG DHS begrüsst die Anpassung an die geltenden EU-Bestimmungen. Die IG DHS hat keine weitere Anmerkungen zu den vorgeschlagenen Änderungen. |
| <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Die Änderungen beziehen sich auf eine Anpassung an EU Recht. Leider sind nicht alle Änderungen nachvollziehbar und es wurde die Chance verpasst, gewisse Unzulänglichkeiten der als Vorlage dienenden EU Regulierung zu korrigieren. Weiterhin wäre es sinnvoll gewesen, die Anhänge nach Vorbild der EU-Regulierung zu gestalten. Es gibt/gab grafisch einige Sachen, die nicht konsistent respektive nicht ganz klar sind. Ebenfalls hat die EU-Regulierung konsequent zusätzlich zu den chemischen Namen noch zusätzlich den für Kosmetika üblichen Namen (INCI resp. CosIng) sowie konsequent die CAS-Nr. Beides hilft eine Vereinfachung der Suche. |
| <u>Kantonales Laboratorium TG</u> | Wir schliessen uns der Stellungnahme des Verbandes der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker (VKCS) an. |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Konsumentenforum kf</u> | Das Konsumentenforum hat der Verordnung über kosmetische Mittel keine Bemerkungen anzufügen. |
| <u>Krebsliga Schweiz</u> | Auch hier betrachten wir die Anpassung an die EU-Gesetzgebung als sinnvoll. Grundsätzlich möchten wir an dieser Stelle unterstreichen, dass die rasanten Entwicklungen im Bereich der Nanotechnologie genau verfolgt werden müssen. |
| <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | Un point essentiel de cette révision est l'élévation de 0,1% à 6% de la concentration maximale de peroxyde (exprimé en H2O2) dans les produits de blanchiment des dents. Cette modification est proposée en raison de l'adoption par l'Union européenne de la directive du Conseil 2011/84/UE du 20 septembre 2011, modifiant la directive 76/768/CEE relative aux produits cosmétiques. Il existe toutefois une différence majeure entre la directive européenne et la révision de l'OCos proposée. La directive européenne prévoit qu'un produit contenant plus de 0,1% de peroxyde « doit être vendu uniquement à des praticiens de l'art dentaire. ». La révision de l'OCos ne prévoit pas cette restriction mais uniquement une mention « consultez votre dentiste avant la première application ! » (annexe 3). La révision de l'ordonnance dans ces conditions est inacceptable. Au-delà de 0.1%, le produit en question ne devrait plus être considéré comme cosmétique pour l'hygiène buccale et le blanchiment des dents. |
| <u>Migros</u> | Die Migros begrüsst die Anpassungen an die geltenden EU-Bestimmungen. Zu den vorgeschlagenen Änderungen haben wir keine weiteren Bemerkungen. |
| <u>pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband</u> | Wir wünschen uns eine klare Trennung zwischen pharmazeutischen Wirkstoffen und kosmetischen Hilfsstoffen. Die kosmetischen Hilfsstoffe dürfen keine massgebliche pharmazeutische Wirkung aufweisen, ansonsten sie eine Zulassung als Arzneimittel benötigen. In diesem Sinne begrüssen wir, dass die antibiotischen Substanzen weiterhin als Inhaltsstoffe von Kosmetika verboten sind. Ebenfalls ausdrücklich ausschliessen sollte man allergene Stoffe. Leider stellen wir fest, dass versucht wird die Zulassungspflicht für Arzneimittel zu umgehen, indem Arzneimittel als Nahrungsergänzungsmittel auf den Markt gebracht werden. Um eine Täuschung der Konsumenten auszuschliessen sollte auf Ebene der Werbung und Verpackung darauf geachtet werden, dass keine Verwechslung mit einem Arzneimittel möglich ist. |
| <u>Schweiz. Kosmetik- und Waschmittelverband</u> | Nach Studium der Gruppenmerkblätter vom IKW sind bisher Fiberglas-Aktivatoren und Fiberglaskleber (Cyanacrylate) keine Kosmetika (unterstehen also der Chemikaliengesetzgebung). Falls nun aber weitere Produktkategorien wie Haftgele, Primer (Haftvermittler) oder Tip-Blender unter ein Verbot als Kosmetika fallen sollten, sollte dies sicher nicht im CH-Alleingang geschehen. Im weitesten Sinn könnten diese Produkte auch als „Haftmittel“ gesehen werden. |
| <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | Es wird begrüsst, dass das BAG weiterhin gestützt auf Artikel 4 in einem vereinfachten Gesetzgebungsverfahren mittels Änderung der Anhänge neue Stoffe legalisieren kann. |
| <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | Un point essentiel de cette révision est l'élévation de 0,1% à 6% de la concentration maximale de peroxyde (exprimé en H2O2) dans les produits de blanchiment des dents. Cette modification est proposée en raison de l'adoption par l'Union européenne de la directive du Conseil 2011/84/UE du 20 septembre 2011, modifiant la directive 76/768/CEE relative aux produits cosmétiques. Il existe toutefois une différence majeure entre la directive européenne et la révision de l'OCos proposée. La directive européenne prévoit qu'un produit contenant plus de 0,1% de peroxyde « doit être vendu uniquement à des praticiens de l'art dentaire. ». La révision de l'OCos ne prévoit pas cette restriction mais uniquement une mention « consultez votre dentiste avant la première application ! » (annexe 3). La révision de l'ordonnance dans ces conditions est inacceptable et engendre des risques importants pour le consommateur. Soit la concentration limite en peroxyde doit être maintenue à 0,1% de manière générale, soit la remise de produits contenant plus de 0,1% de peroxyde doit être retirée aux dentistes. En l'état, la situation résultant du projet de révision est absurde: la valeur limite en H2O2 pour l'application sur la peau est fixée à 4% mais elle peut atteindre 6% dans un usage buccal. |
| <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir vermischen in der vorliegenden Revision weitere wichtige Anpassungen, welche der Information und der Sicherheit der Konsumentinnen und Konsumenten dienen: In der EU müssen ab kommenden Jahr Kosmetika, welche Nanomaterialien enthalten, mit Nano deklariert werden. Mit der vorliegenden Revision kann die Schweiz diese Bestimmung auch gesetzlich verankern und mit einer angemessenen Übergangsfrist einführen. Wir bedauern zudem, dass die vorliegende Revision nicht dazu genutzt wird, die Deklaration in Bezug auf die Reichstoffkomponenten zu spezifizieren: KonsumentInnen, welche unter Allergien leiden, sind darauf angewiesen, die Zusammensetzung von Parfüm zu kennen. Mit dem Sammelbegriff "Parfüm" ist dies jedoch nicht möglich. In der EU sind 26 Duftstoffe ab einer bestimmten Konzentration mittlerweile deklarationspflichtig. In der Verordnung über kosmetische Mittel ist eine solche Bestimmung nicht ersichtlich. Ein Verbot von endokrinen Disruptoren ist in der Verordnung ebenfalls nicht vorgesehen. Es ist uns bewusst, dass die schädliche Wirkung solcher hormonaktiver Substanzen in Kosmetika nicht unumstritten ist. Für Kinderkosmetika scheint uns ein Verbot im Sinne des Vorsorgeprinzips, wie es die sich ebenfalls in Revision befindende Lebensmittelgesetzgebung vorsieht, angebracht, bzw. notwendig. |

| Organisation | Inhalt |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Zu den einzelnen Artikeln haben wir keine Bemerkungen. |
| <u>Swiss Dental Hygienists</u> | Im Sinne des erweiterten Konsumentenschutzes begrüsst Swiss Dental Hygienists sehr, dass die Inhaltstoffe klar definiert werden und diese auch detailliert aufgeführt werden müssen. Zudem sind wir auch sehr damit einverstanden, dass gewisse Produkte mit klaren Warnhinweisen auf der Verpackungsbeilage versehen werden. |
| <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Die Änderungen beziehen sich auf eine Anpassung an EU Recht. Leider sind nicht alle Änderungen nachvollziehbar und es wurde die Chance verpasst, gewisse Unzulänglichkeiten der als Vorlage dienenden EU Regulierung zu korrigieren. Weiterhin wäre es sinnvoll gewesen, die Anhänge nach Vorbild der EU-Regulierung zu gestalten. Es gibt/gab grafisch einige Sachen, die nicht konsistent respektive nicht ganz klar sind. Ebenfalls hat die EU-Regulierung konsequent zusätzlich zu den chemischen Namen noch zusätzlich den für Kosmetika üblichen Namen (INCI resp. CosIng) sowie konsequent die CAS-Nr. Beides hilft eine Vereinfachung der Suche. |

4.3.2 Commentaire par article

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 02.02 | <i>Kosmetische Mittel dürfen nur die in Anhang 3 aufgeführten antimikrobiell wirksamen Stoffe und UV-Filtersubstanzen gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten.</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Wieso erfolgt nur eine teilweise Anpassung an das EU-Recht? Was sind die Vorteile? Wieso sind nur Art. 2 Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso wurde keine vollständige Umstellung auf eine getrennte Regulierung für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach dem Vorbild der EU-Regulierung gemacht? |
| 02.02 | <i>Kosmetische Mittel dürfen nur die in Anhang 3 aufgeführten antimikrobiell wirksamen Stoffe und UV-Filtersubstanzen gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten.</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung? |
| 02.02 | <i>Kosmetische Mittel dürfen nur die in Anhang 3 aufgeführten antimikrobiell wirksamen Stoffe und UV-Filtersubstanzen gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten.</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung? |
| 02.03 | <i>Die weiteren in Anhang 3 aufgeführten Stoffe dürfen in kosmetischen Mitteln gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten sein.</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Wieso erfolgt nur eine teilweise Anpassung an das EU-Recht? Was sind die Vorteile? Wieso sind nur Art. 2 Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso wurde keine vollständige Umstellung auf eine getrennte Regulierung für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach dem Vorbild der EU-Regulierung gemacht? |
| 02.03 | <i>Die weiteren in Anhang 3 aufgeführten Stoffe dürfen in kosmetischen Mitteln gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten sein.</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung? |
| 02.03 | <i>Die weiteren in Anhang 3 aufgeführten Stoffe dürfen in kosmetischen Mitteln gemäss den dort festgelegten Voraussetzungen enthalten sein.</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung? |
| 02.05 | <i>Die Verwendung von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffen), die im Anhang VI Teil 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 in der Gefahrenkategorie 1A, 1B oder 2 eingestuft sind, ist in kosmetischen Mitteln verboten. Davon ausgenommen sind CMR-Stoffe, die in Anhang 3 aufgeführt sind und gemäss den dort angegebenen Voraussetzungen verwendet werden.</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Die Verwendung von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffen): Die Verwendung krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffe), |
| 02.05 | <i>Die Verwendung von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffen), die im Anhang VI Teil 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 in der Gefahrenkategorie 1A, 1B oder 2 eingestuft sind, ist in kosmetischen Mitteln verboten. Davon ausgenommen sind CMR-Stoffe, die in Anhang 3 aufgeführt sind und gemäss den dort angegebenen Voraussetzungen verwendet werden.</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Um im Text der erwähnten EG Verordnung on line suchen zu können und zu den CMR-Stoffen zu kommen fehlt einen Hinweis auf die Tabelle 3.1, die sich im Anhang VI Teil 3 befindet. In der Tabelle 3.1 sind die zutreffenden Gefahrenkategorien mit 1A, 1B oder 2 nicht eindeutig definiert. Diese 3 Kategorien müssen mit den Abkürzungen "Carc.", "Muta." und "Repr."ergänzt werden (insgesamt 9 Gefahrenkategorien): ..., die im Anhang VI Teil 3 (Tabelle 3.1) der Verordnung ... in der Gefahrenkategorien Carc. 1A, Carc. 1B, Carc. 2, Muta. 1A, Muta. 1B, Muta. 2, Repr. 1A, Repr. 1B oder Repr. 2 eingestuft ... |
| 02.05 | <i>Die Verwendung von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffen), die im Anhang VI Teil 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 in der Gefahrenkategorie 1A, 1B oder 2 eingestuft sind, ist in kosmetischen Mitteln verboten. Davon ausgenommen sind CMR-Stoffe, die in Anhang 3 aufgeführt sind und gemäss den dort angegebenen Voraussetzungen verwendet werden.</i> | <u>Kantonales Laboratorium TG</u> | Grammatikfehler: von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe: entweder das Wort "von" streichen oder Dativ statt Genitiv verwenden |
| 02.05 | <i>Die Verwendung von krebserzeugender, erbgutverändernder oder fortpflanzungsgefährdender Stoffe (CMR-Stoffen), die im Anhang VI Teil 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 in der Gefahrenkategorie 1A, 1B oder 2 eingestuft sind, ist in kosmetischen Mitteln verboten. Davon ausgenommen sind CMR-Stoffe, die in Anhang 3 aufgeführt sind und gemäss den dort angegebenen Voraussetzungen verwendet werden.</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Um im Text der erwähnten EG Verordnung on line suchen zu können und zu den CMR-Stoffen zu kommen fehlt einen Hinweis auf die Tabelle 3.1, die sich im Anhang VI Teil 3 befindet. In der Tabelle 3.1 sind die zutreffenden Gefahrenkategorien mit 1A, 1B oder 2 nicht eindeutig definiert. Diese 3 Kategorien müssen mit den Abkürzungen "Carc.", "Muta." und |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>"Repr." ergänzt werden (insgesamt 9 Gefahrenkategorien):</p> <p>..., die im Anhang VI Teil 3 (Tabelle 3.1) der Verordnung</p> <p>... in der Gefahrenkategorien Carc. 1A, Carc. 1B, Carc. 2, Muta. 1A, Muta. 1B, Muta. 2, Repr. 1A, Repr. 1B oder Repr. 2 eingestuft ...</p> |
| Anh. 2 | Liste der Farbstoffe, die in kosmetischen Mitteln enthalten sein dürfen, mit Anwendungsbereich, weiteren Einschränkungen und Anforderungen | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | CI 77019 auch Muscovite oder Mica genannt wurde gestrichen. CI 77019 wurde im Anhang 4 (verbotene Stoffe) nicht aufgenommen. Dieser Rohstoff wird in Dekorationskosmetika oft verwendet. Ist ein anderer Verwendungszweck von Mica zulässig? Klarheit ist zu schaffen. |
| Anh. 2 | Liste der Farbstoffe, die in kosmetischen Mitteln enthalten sein dürfen, mit Anwendungsbereich, weiteren Einschränkungen und Anforderungen | <u>Swiss Dental Hygienists</u> | Wir unterstützen es sehr, dass auf allen Endprodukten die Formaldehyd enthalten oder Formaldehyd abspalten der Hinweis „Enthält Formaldehyd“ stehen muss. |
| Anh. 2 | Liste der Farbstoffe, die in kosmetischen Mitteln enthalten sein dürfen, mit Anwendungsbereich, weiteren Einschränkungen und Anforderungen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | CI 77019 auch Muscovite oder Mica genannt wurde gestrichen. CI 77019 wurde im Anhang 4 (verbotene Stoffe) nicht aufgenommen. Dieser Rohstoff wird in Dekorationskosmetika oft verwendet. Ist ein anderer Verwendungszweck von Mica zulässig? Klarheit ist zu schaffen. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Wieso erfolgt nur eine teilweise Anpassung an das EU-Recht? Was sind die Vorteile? Wieso sind nur Art. 2 Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso wurde keine vollständige Umstellung auf eine getrennte Regulierung für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach dem Vorbild der EU-Regulierung gemacht? |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Trialkanolamine Siehe Dialkanolamide Spalte d ergänzen: Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe) |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Dialkanolamide – diverse Anpassungen Es ist uns bewusst, dass es sich um Anpassungen an das EU-Recht handelt. Leider ist bereits das EU-Recht in diesem Falle unpräzise formuliert und es herrscht Verbesserungsbedarf. Die Anforderungen in den Spalten b: Höchstgehalt an sekundärem Amin: 0,5 % und d: Höchstgehalt an sekundärem Amin: 5 % (gilt für Rohstoffe) |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>Höchstgehalt an Nitrosamin: . 50 µg/kg</p> <p>wären auch für Nitrosamine zu durch den Zusatz „gilt für Rohstoffe“ zu präzisieren.</p> <p>Dies wird allgemein im europäischen Vollzug so verstanden und wäre auch logisch, da die in Spalte b gesetzte Anforderung für das sekundäre Amine (< 0.5%) sich wohl auf das Endprodukt beziehen muss.</p> <p>Mit einer Anfrage an die Europäische Kommission könnte dies verifiziert und damit eine Verbesserung der Verständlichkeit erreicht werden.</p> <p>Spalte d ergänzen Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe)</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | <p>Cetylpyridinium – Streichung aus Anhang 3.</p> <p>Cetylpyridinium sollte nicht aus dem Anhang 3 gestrichen werden, da die EU nur deswegen keine Regulierung kennt, weil dem SCCP 2006 ungenügende Daten vorgelegt wurden, um es in den Annex VI der Directive aufzunehmen. Obwohl Cetylpyridinium streng genommen also in der EU nicht als Konservierungsmittel zugelassen ist wird es trotzdem verwendet, allerdings unter anderen Funktionsbezeichnungen. Dem ist die alte CH-Regelung vorzuziehen: Der alte Text wird beibehalten.</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | <p>10-Undecylensäure, Salze – Streichung des Zusatzes antimikrobiell wirksam</p> <p>Die Streichung dieses Zusatzes erscheint uns unlogisch, da die Substanz im Annex V der EU Regulierung als Konservierungsstoff gelistet ist. Wieso soll dieser Stoff anders behandelt werden als z.B. Phenoxyethanol?</p> <p>Der alte Text wird beibehalten.</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | <p>Monoalkanolamine</p> <p>Die bei den Dialkanoamiden erwähnten Mängel bestehen auch für die Monoalkanolamine (siehe oben).</p> <p>Erschwerend kommt dazu, dass die Anforderungen für das Endprodukt (< 0.5% sekundäres Amin) und die Anforderungen für den Rohstoff (< 0.5% sekundäres Amin) identisch sind. Sekundäre Amine sind eine Quelle von N-Nitrosaminen, die es zu vermeiden gibt. Es macht keinen Sinn 0.5% sekundäre Amine (notabene verbotene Stoffe gemäss Anhang IV) im Endprodukt zuzulassen, wenn der Rohstoff bereits diese Anforderung erfüllt. Im Übrigen wird für Trialkanolamine auch kein Höchstwert für sekundäre Amine im Endprodukt gesetzt.</p> <p>Auch dieses Problem ist durch Anfrage an die Europäische Kommission zu lösen.</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Spalte b: Höchstgehalt von 0.5% sekundärem Amin im Endprodukt sollte gestrichen werden Spalte d ergänzen: Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe) |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | Kantonale Lebensmittelkontrolle SO | Glyoxal – bleibt weiterhin „antimikrobiell wirksam“. Wir sind einverstanden, dass Glyoxal so in der Vkos bleibt erlauben uns aber den Hinweis, dass unserer Ansicht nach Glyoxal gleich wie Chloramin T behandelt werden müsste: Beide sind in der Regulierung nur in Annex III gelistet, die einzige Funktion im CosIng ist hingegen ANTIMICROBIAL. Gemäss unseren Erfahrungen dürfte es sich in den meisten Fällen nicht um bewussten Zusatz von Glyoxal sondern um Verunreinigungen handeln. Antimikrobiell wirksam ändern auf Antimikrobiell wirksam Gleiche Regelung wie Chloramin T ist anzustreben. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | Kantonale Lebensmittelkontrolle SO | Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3? Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung? |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | Kantonale Lebensmittelkontrolle SO | Die europäische Richtlinie sieht vor, dass Zahnbleichmittel von 0.1 % bis 6 % Peroxide nur durch zahnärztliches Personal abgegeben werden darf. Dies ist systemwidrig. Ein solches Produkt muss als Heilmittel beurteilt und nicht als Kosmetikum eingestuft werden. Der Entwurf verzichtet auf diese Restriktion und schlägt stattdessen Hinweise vor. Damit ist aber eine Gesundheitsgefährdung nicht ausgeschlossen. Der vorgegebene Spruch auf Verpackung und Gebrauchsanweisung «Vor der ersten Anwendung Ihren Zahnarzt konsultieren!» ist aber realitätsfremd. Wer konsultiert einen Zahnarzt vom der Anwendung eines Kosmetikums? Zahnbleichmittel mit mehr als 0.1 % Wasserstoffperoxid-Äquivalenten sind aus der VKos zu entfernen und den Heilmitteln zuzuordnen. Andernfalls ist die Formulierung der EU zu übernehmen. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten | Kantonale Lebensmittelkontrolle SO | 3-Phenoxy-1-propanol – Streichung des (+) Wieso das (+) gestrichen wird ist nicht klar. Gemäss EU Regulation |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <i>sein dürfen</i> | | Annex V ist 3-Phenoxy-1-propanol bis zu 1% als Konservierungsmittel zugelassen. Für andere Zwecke, nämlich: „For purposes other than inhibiting the development of microorganisms in the product. This purpose has to be apparent from the presentation of the product“ ist die Substanz im Annex III mit einem Grenzwert von 2.0% gelistet. Die neue Regelung zeigt überhaupt nicht auf, auf was sich die beiden genannten Grenzwerte (1.0 und 2.0% beziehen. Das (+) wird belassen. In Spalte c werden Grenzwerte für zwei Anwendungszwecke unter a) und b) aufgeführt und diese Verwendungszwecke entweder in Spalte b oder d gemäss den Anhängen der EU Regulation präzisiert. |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | N-Alkyl(C12–22)-trimethylammoniumbromid und -chlorid (+) – Streichung der Höchstwerte für Rinse-Off-Produkte Solange keine vollständige Angleichung an EU-Recht möglich ist, sollten die Grenzwerte für Cetrimonium und Behentrimonium zum Einsatz als Antistatika bestehen bleiben, falls diese Werte einen toxikologischen Hintergrund haben: Der alte Text wird beibehalten. |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Chloramin T – Streichung des Zusatzes „antimikrobiell wirksam“ und Zusatz von (+) Es ist uns klar, dass es sich um eine Anpassung an die EU-Regulierung handelt. Es ist aber unglücklich, dass eine unlogische (resp. allenfalls nicht transparente) Regelung der Europäischen Verordnung ohne Kommentar übernommen wird. Es ist richtig, dass Chloramin T nicht im Annex V (Kons. Mittel) sondern im Annex III der EU Regulation aufgeführt wird. Gleichzeitig gibt die EU-Datenbank CosIng für Chloramin T aber nur die Funktion ANTIMICROBIAL wieder (im Gegensatz z.B. zu den oben erwähnten Cetylpyridinium oder N-Alkyl(C12-22)-trimethyl-ammonium, welche neben ANTIMICROBIAL noch für weitere Anwendungsgebiete im CosIng gelistet ist: ANTISTATIC, DEODORANT, EMULSIFYING, HAIR CONDITIONING, ORAL CARE und SURFACTANT. Siehe auch nächster Fall Glyoxal Der alte Text wird beibehalten. Wenn nicht auf den alten Text zurückgestellt wird, ist auf das (+) zu verzichten, da dies ohne den Zusatz „antimikrobiell wirksam“ keinen Sinn macht. |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den</i> | <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | A modifier dans le sens de la remarque générale. Créer au besoin les bases légales pour la restriction |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</p> | | <p>de vente aux dentistes: Il existe toutefois une différence majeure entre la directive européenne et la révision de l'OCos proposée. La directive européenne prévoit qu'un produit contenant plus de 0,1% de peroxyde « doit être vendu uniquement à des praticiens de l'art dentaire. ». La révision de l'OCos ne prévoit pas cette restriction mais uniquement une mention « consultez votre dentiste avant la première application ! » (annexe 3). La révision de l'ordonnance dans ces conditions est inacceptable. Au-delà de 0.1%, le produit en question ne devrait plus être considéré comme cosmétique pour l'hygiène buccale et le blanchiment des dents</p> |
| <p>Anh. 3</p> | <p>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</p> | <p><u>Schweiz. Kosmetik- und Waschmittelverband</u></p> | <p>Es gibt folgende Abweichung zwischen VKos und EU RL bezüglich der Warnhinweise, unbedingt EU-Warnhinweise übernehmen</p> <p>Benzethoniumchlorid: CH „Kontakt mit Augen vermeiden“ / EU Kein Warnhinweis</p> <p>Thiomersal: CH „Enthält Thiomersal“ / EU „Enthält Äthylquecksilberthiosalicylat“</p> <p>Borsäure: a) CH „Nicht zur Pflege von Kindern unter 3 Jahren verwenden“; / EU „Nicht bei Kindern unter 3 Jahre anwenden“ b) CH “Nicht auf irritierter oder verletzter Haut anwenden“ / EU „Nicht auf verletzter oder gereizter Haut anwenden“ c) CH „Hinunterschlucken vermeiden“ / EU „Nicht verschlucken“ d) CH „Enthält Borate und Tetraborate“ – beim Gehalt vom 1.5% löslichen Borat / EU keine Angabe</p> <p>Tetraborate: CH „Nicht zur Pflege von Kindern unter 3 Jahren verwenden“ / EU „Nicht zum Baden von Kindern unter 3 Jahren verwenden“</p> <p>Dichlorophen: CH „Enthält Dichlorophen“ / EU „Enthält Dichlorophen“</p> <p>Calciumhydroxid: CH „Alkalihaltig, für Kinder unzugänglich aufbewahren, Kontakt mit den Augen meiden“ / EU „Enthält Alkali, Nicht in Reichweite von Kindern aufbewahren, Kontakt mit den Augen vermeiden“</p> <p>Zinkphenolsulfonat: CH „Augenkontakt vermeiden“ / EU „Kontakt mit den Augen vermeiden“</p> <p>Strontiumhydroxid: CH „Nicht in Reichweite von Kindern aufbewahren. Augenkontakt vermeiden“ / EU „Nicht in der Reichweite von Kin-</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>dem aufbewahren. Berührung mit den Augen vermeiden“</p> <p>Es sind unbedingt die EU Warnhinweise zu übernehmen. Die Harmonisierung der Warnhinweise in der EU gestattet es den Hersteller nicht, für die Schweizer Produkte gesonderte Warnhinweise zu erstellen. Dadurch entstehen technische Handelshemmnisse zwischen EU und der Schweiz. Nach Inkrafttreten des revidierten THG ist nicht einzusehen, weshalb die Schweiz schon wieder abweichende Gesetzesvorschriften erlassen, welche u.U. zu einer Vert</p> |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | <p>A modifier dans le sens de la remarque générale. Créer au besoin les bases légales pour la restriction de vente aux dentistes:</p> <p>Biffer:</p> <p>e. Produits de blanchiment des dents 0,1 % ≤ 6 %</p> |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Swiss Dental Hygienists</u> | <p>Fluorverbindungen in der Mundpflege: Wir begrüßen es, dass die Fluoridverbindungen namentlich und auch deren Konzentration klar aufgeführt werden müssen. Bei den Warnhinweisen beantragen wir die Ergänzung der dipl. Dentalhygienikerin HF.</p> <p>Für Kinder bis 6 Jahre: Nur erbsengrosse Zahnpasta benutzen. Zur Vermeidung übermässigen Verschluckens Zahnputzen nur unter Aufsicht. Bei zusätzlicher Aufnahme von Fluorid den Zahnarzt, Arzt oder dipl. Dentalhygienikerin HF befragen.</p> |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Swiss Dental Hygienists</u> | <p>Wasserstoffperoxid in Zahnbleichmittel: Wir unterstützen es, dass Wasserstoffperoxyd bis 6% in Zahnbleichmittel neu in die Verordnung des EDI über kosmetische Mittel aufgenommen wird und klar definiert wird.</p> <p>Wir begrüßen es, dass die zulässige Höchstkonzentration im anwendungsfertigen Produkt unter 6% definiert ist und dass das Produkt mit den aufgeführten Warnhinweisen versehen wird.</p> <p>Bei den Warnhinweisen beantragen wir die Ergänzung der dipl. Dentalhygienikerin HF.</p> <p>Vor der ersten Anwendung Ihren Zahnarzt oder Ihre dipl. Dentalhygienikerin HF konsultieren!</p> |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Die europäische Richtlinie sieht vor, dass Zahnbleichmittel von 0.1 % bis 6 % Peroxide nur durch zahnärztliches Personal abgegeben werden darf. Dies ist systemwidrig. Ein solches Produkt muss als Heilmittel beurteilt und nicht als Kosmetikum eingestuft werden. Der Entwurf verzichtet auf diese Restriktion und schlägt stattdessen Hinweise vor. Damit ist aber eine Gesundheitsge-</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>fährdung nicht ausgeschlossen. Der vorgegebene Spruch auf Verpackung und Gebrauchsanweisung «Vor der ersten Anwendung Ihren Zahnarzt konsultieren!» ist aber realitätsfremd. Wer konsultiert einen Zahnarzt vom der Anwendung eines Kosmetikums?</p> <p>Zahnbleichmittel mit mehr als 0.1 % Wasserstoffperoxid-Äquivalenten sind aus der VKos zu entfernen und den Heilmitteln zuzuordnen.</p> <p>Andernfalls ist die Formulierung der EU zu übernehmen.</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Wieso nur eine teilweise Anpassung an die EU Regulierung? Was bringt das für Vorteile? Wieso wird nur Art. 2, Abs. 2 getrennt und nicht auch der Anhang 3?</p> <p>Wieso keine vollkommene Umstellung auf getrennte Regulierungen für Konservierungsmittel und UV-Filter sowie eine Trennung des Anhangs 3 nach Vorbild der EU-Regulierung?</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Dialkanolamide – diverse Anpassungen</p> <p>Es ist uns bewusst, dass es sich um Anpassungen an das EU-Recht handelt. Leider ist bereits das EU-Recht in diesem Falle unpräzise formuliert und es herrscht Verbesserungsbedarf.</p> <p>Die Anforderungen in den Spalten b:</p> <p>Höchstgehalt an sekundärem Amin: 0,5 %</p> <p>und d:</p> <p>Höchstgehalt an sekundärem Amin: 5 % (gilt für Rohstoffe Höchstgehalt an Nitrosamin: . 50 µg/kg</p> <p>wären auch für Nitrosamine zu durch den Zusatz „gilt für Rohstoffe“ zu präzisieren.</p> <p>Dies wird allgemein im europäischen Vollzug so verstanden und wäre auch logisch, da die in Spalte b gesetzte Anforderung für das sekundäre Amine (< 0.5%) sich wohl auf das Endprodukt beziehen muss.</p> <p>Mit einer Anfrage an die Europäische Kommission könnte dies verifiziert und damit eine Verbesserung der Verständlichkeit erreicht werden.</p> <p>Spalte d ergänzen Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe)</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Monoalkanolamine</p> <p>Die bei den Dialkanoamiden erwähnten Mängel bestehen auch für</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | | <p>die Monoalkanolamine (siehe oben). Erschwerend kommt dazu, dass die Anforderungen für das Endprodukt (< 0.5% sekundäres Amin) und die Anforderungen für den Rohstoff (< 0.5% sekundäres Amin) identisch sind. Sekundäre Amine sind eine Quelle von N-Nitrosaminen, die es zu vermeiden gibt. Es macht keinen Sinn 0.5% sekundäre Amine (notabene verbotene Stoffe gemäss Anhang IV) im Endprodukt zuzulassen, wenn der Rohstoff bereits diese Anforderung erfüllt. Im Übrigen wird für Trialkanolamine auch kein Höchstwert für sekundäre Amine im Endprodukt gesetzt. Auch dieses Problem ist durch Anfrage an die Europäische Kommission zu lösen.</p> <p>Spalte b: Höchstgehalt von 0.5% sekundärem Amin im Endprodukt sollte gestrichen werden</p> <p>Spalte d ergänzen: Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe)</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>10-Undecylensäure, Salze – Streichung des Zusatzes antimikrobiell wirksam Die Streichung dieses Zusatzes erscheint uns unlogisch, da die Substanz im Annex V der EU Regulierung als Konservierungsstoff gelistet ist. Wieso soll dieser Stoff anders behandelt werden als z.B. Phenoxyethanol? Der alte Text wird beibehalten.</p> |
| Anh. 3 | <i>Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Chloramin T – Streichung des Zusatzes „antimikrobiell wirksam“ und Zusatz von (+) Es ist uns klar, dass es sich um eine Anpassung an die EU-Regulierung handelt. Es ist aber unglücklich, dass eine unlogische (rsp. allenfalls nicht transparente) Regelung der Europäischen Verordnung ohne Kommentar übernommen wird. Es ist richtig, dass Chloramin T nicht im Annex V (Kons. Mittel) sondern im Annex III der EU Regulation aufgeführt wird. Gleichzeitig gibt die EU-Datenbank CosIng für Chloramin T aber nur die Funktion ANTIMICROBIAL wieder (im Gegensatz z.B. zu den oben erwähnten Cetylpyridinium oder N-Alkyl(C12-22)-trimethyl-ammonium, welche neben ANTIMICROBIAL noch für weitere Anwendungsgebiete im CosIng gelistet ist: ANTISTATIC, DEODORANT, EMULSIFYING, HAIR CONDITIONING, ORAL CARE und SURFACTANT. Siehe auch nächster Fall Glyoxal</p> <p>Der alte Text wird beibehalten.</p> <p>Wenn nicht auf den alten Text zurückgestellt wird, ist auf das (+)</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | zu verzichten, da dies ohne den Zusatz "antimikrobiell wirksam" keinen Sinn macht. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Glyoxal – bleibt weiterhin „antimikrobiell wirksam“. Wir sind einverstanden, dass Glyoxal so in der Vkos bleibt erlaubten uns aber den Hinweis, dass unserer Ansicht nach Glyoxal gleich wie Chloramin T behandelt werden müsste: Beide sind in der Regulierung nur in Annex III gelistet, die einzige Funktion im CosIng ist hingegen ANTIMICROBIAL. Gemäss unseren Erfahrungen dürfte es sich in den meisten Fällen nicht um bewussten Zusatz von Glyoxal sondern um Verunreinigungen handeln. Antimikrobiell wirksam ändern auf Antimikrobiell wirksam Gleiche Regelung wie Chloramin T ist anzustreben. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | N-Alkyl(C12–22)-trimethylammoniumbromid und -chlorid (+) – Streichung der Höchstwerte für Rinse-Off-Produkte Solange keine vollständige Angleichung an EU-Recht möglich ist, sollten die Grenzwerte für Cetrimonium und Behentrimonium zum Einsatz als Antistatika bestehen bleiben, falls diese Werte einen toxikologischen Hintergrund haben: Der alte Text wird beibehalten. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | 3-Phenoxy-1-propanol – Streichung des (+) Wieso das (+) gestrichen wird ist nicht klar. Gemäss EU Regulation Annex V ist 3-Phenoxy-1-propanol bis zu 1% als Konservierungsmittel zugelassen. Für andere Zwecke, nämlich: „For purposes other than inhibiting the development of microorganisms in the product. This purpose has to be apparent from the presentation of the product“ ist die Substanz im Annex III mit einem Grenzwert von 2.0% gelistet. Die neue Regelung zeigt überhaupt nicht auf, auf was sich die beiden genannten Grenzwerte (1.0 und 2.0% beziehen. Das (+) wird belassen. In Spalte c werden Grenzwerte für zwei Anwendungszwecke unter a) und b) aufgeführt und diese Verwendungszwecke entweder in Spalte b oder d gemäss den Anhängen der EU Regulation präzisiert. |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Trialkanolamine Siehe Dialkanolamide Spalte d ergänzen: Höchstgehalt an Nitrosamin: 50 µg/kg (gilt für Rohstoffe) |
| Anh. 3 | Liste der antimikrobiell wirksamen Stoffe, UV-Filtersubstanzen und sonstigen Stoffe, die in kosmetischen Mitteln nur unter den angegebenen Voraussetzungen enthalten sein dürfen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Cetylpyridinium – Streichung aus Anhang 3. Cetylpyridinium sollte nicht aus dem Anhang 3 gestrichen werden, da die EU nur deswegen keine Regulie- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p> rung kennt, weil dem SCCP 2006 ungenügende Daten vorgelegt wurden, um es in den Annex VI der Directive aufzunehmen. Obwohl Cetylpyridinium streng genommen also in der EU nicht als Konservierungsmittel zugelassen ist wird es trotzdem verwendet, allerdings unter anderen Funktionsbezeichnungen. Dem ist die alte CH-Regelung vorzuziehen: Der alte Text wird beibehalten. </p> |

4.4 Révision totale du droit sur les jouets

4.4.1 Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUO ; RS 817.02)

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 43 | Spielzeug | <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | S'il paraît évident qu'un niveau de sécurité élevé doit être assuré, on ne peut exclure tout incident, dans la mesure où le risque zéro n'existe pas. Dès lors, on peut s'interroger sur le caractère très détaillé et poussé de cette réglementation. Il convient de ne pas déresponsabiliser totalement le consommateur et d'en appeler également à son bon sens et à sa capacité de discernement. De plus, nous craignons que le niveau d'exigence ne condamne certains jouets de fabrication artisanale. Néanmoins, nous ne nous opposons pas à cette proposition, qui s'inspire des normes en vigueur au sein de l'Union européenne. |
| 43 | Spielzeug | <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | Die neue Definition sowie die Festlegung der allgemeinen Sicherheitsanforderungen an Spielzeug wird begrüsst. |
| 43.01 | <i>Als Spielzeug gelten alle Gegenstände, die dazu bestimmt oder gestaltet sind, von Kindern bis 14 Jahren zum Spielen verwendet zu werden. Um als Spielzeug zu gelten, muss ein Gegenstand nicht ausschliesslich für den Zweck des Spielens vorgesehen sein.</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir erachten es als wichtig, dass die Definition von Spielzeug sehr grosszügig ausgelegt wird. Kinder lassen sich nicht von definierten Verwendungszweck leiten, insbesondere wenn der Gegenstand in einer Form in Form und Farben daherkommt, dass er besonders Kinder anspricht. |
| 43.01 | <i>Als Spielzeug gelten alle Gegenstände, die dazu bestimmt oder gestaltet sind, von Kindern bis 14 Jahren zum Spielen verwendet zu werden. Um als Spielzeug zu gelten, muss ein Gegenstand nicht ausschliesslich für den Zweck des Spielens vorgesehen sein.</i> | <u>Coop</u> | Die Definition von Spielzeug wird sehr breit ausgelegt. Damit wird auch die Abgrenzung zwischen Spielzeug und anderen Produkten schwieriger. Es wäre deshalb hilfreich, wenn das Bundesamt für Gesundheit eine Checkliste bzw. einen Entscheidungsbaum zu Verfügung stellen könnte, mit Hilfe dessen ein Anbieter besser abschätzen könnte, welche Gegenstände noch als Spielzeug bezeichnet werden und welche nicht. |
| 43.01 | <i>Als Spielzeug gelten alle Gegenstände, die dazu bestimmt oder gestaltet sind, von Kindern bis 14 Jahren zum Spielen verwendet zu werden. Um als Spielzeug zu gelten, muss ein Gegenstand nicht ausschliesslich für den Zweck des Spielens vorgesehen sein.</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir erachten es als wichtig, dass die Definition von Spielzeug sehr grosszügig ausgelegt wird. Kinder lassen sich nicht von definierten Verwendungszweck leiten, insbesondere wenn der Gegenstand in einer Form in Form und Farben daherkommt, dass er besonders Kinder anspricht. |
| 43.01 | <i>Als Spielzeug gelten alle Gegenstände, die dazu bestimmt oder gestaltet sind, von Kindern bis 14 Jahren zum Spielen verwendet zu werden. Um als Spielzeug zu gelten, muss ein Gegenstand nicht ausschliesslich für den Zweck des Spielens vorgesehen sein.</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die Definition von Spielzeug wird sehr breit ausgelegt. Damit wird auch die Abgrenzung zwischen Spielzeug und anderen Produkten schwieriger. Es wäre deshalb hilfreich, wenn das Bundesamt für Gesundheit eine Checkliste bzw. einen Entscheidungsbaum zu Verfügung stellen könnte, mit Hilfe dessen ein Anbieter besser abschätzen könnte, welche Gegenstände noch als Spielzeug bezeichnet werden und welche nicht. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 43.01 | <i>Als Spielzeug gelten alle Gegenstände, die dazu bestimmt oder gestaltet sind, von Kindern bis 14 Jahren zum Spielen verwendet zu werden. Um als Spielzeug zu gelten, muss ein Gegenstand nicht ausschliesslich für den Zweck des Spielens vorgesehen sein.</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir erachten es als wichtig, dass die Definition von Spielzeug sehr grosszügig ausgelegt wird. Kinder lassen sich nicht von definierten Verwendungszweck leiten, insbesondere wenn der Gegenstand in einer Form in Form und Farben daherkommt, dass er besonders Kinder anspricht. |
| 43.02 | <i>Spielzeug, einschliesslich der darin enthaltenen chemischen Stoffe, darf bei bestimmungsgemäsem oder vorhersehbar Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern die Sicherheit oder Gesundheit der Benutzerinnen und Benutzer sow</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir haben bereits bei der Spielzeugverordnung darauf hingewiesen, dass es bei Kindern kaum einen bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauch gibt. Kleinkinder beispielsweise nehmen alles in den Mund, auch Spielsachen älterer Geschwister oder den Gurt am Kinderwagen. Von daher darf ein Spielzeug in keinem Fall gefährlich sein, insbesondere was chemische Stoffe beinhaltet. |
| 43.02 | <i>Spielzeug, einschliesslich der darin enthaltenen chemischen Stoffe, darf bei bestimmungsgemäsem oder vorhersehbar Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern die Sicherheit oder Gesundheit der Benutzerinnen und Benutzer sow</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir haben bereits bei der Spielzeugverordnung darauf hingewiesen, dass es bei Kindern kaum einen bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauch gibt. Kleinkinder beispielsweise nehmen alles in den Mund, auch Spielsachen älterer Geschwister oder den Gurt am Kinderwagen. Von daher darf ein Spielzeug in keinem Fall gefährlich sein, insbesondere was chemische Stoffe beinhaltet. |
| 43.02 | <i>Spielzeug, einschliesslich der darin enthaltenen chemischen Stoffe, darf bei bestimmungsgemäsem oder vorhersehbar Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern die Sicherheit oder Gesundheit der Benutzerinnen und Benutzer sow</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir haben bereits bei der Spielzeugverordnung darauf hingewiesen, dass es bei Kindern kaum einen bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauch gibt. Kleinkinder beispielsweise nehmen alles in den Mund, auch Spielsachen älterer Geschwister oder den Gurt am Kinderwagen. Von daher darf ein Spielzeug in keinem Fall gefährlich sein, insbesondere was chemische Stoffe beinhaltet. |
| 43.04 | <i>Die auf Spielzeug angebrachten Etiketten und die beiliegenden Gebrauchsanweisungen müssen die Benutzerinnen und Benutzer sowie deren Aufsichtspersonen auf die mit der Verwendung des Spielzeugs verbundenen Gefahren und Risiken sowie auf die Möglichkeiten</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Formulierung entspricht nicht der Formulierung der EU. ... die Benutzerinnen und der Benutzer oder deren Aufsichtsperson ... (entsprechend der EU-Formulierung) |
| 43.04 | <i>Die auf Spielzeug angebrachten Etiketten und die beiliegenden Gebrauchsanweisungen müssen die Benutzerinnen und Benutzer sowie deren Aufsichtspersonen auf die mit der Verwendung des Spielzeugs verbundenen Gefahren und Risiken sowie auf die Möglichkeiten</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Die Formulierung entspricht nicht der Formulierung der EU: Antrag: ... die Benutzerinnen und Benutzer oder deren Aufsichtspersonen (nicht sowie) ... |
| 43.04 | <i>Die auf Spielzeug angebrachten Etiketten und die beiliegenden Gebrauchsanweisungen müssen die Benutzerinnen und Benutzer sowie deren Aufsichtspersonen auf die mit der Verwendung des Spielzeugs verbundenen Gefahren und Risiken sowie auf die Möglichkeiten</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Die Formulierung entspricht nicht der Formulierung der EU: Antrag: ... die Benutzerinnen und Benutzer oder deren Aufsichtspersonen (nicht sowie) ... |

4.4.2 Ordonnance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires (RS 817.025.21)

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|--------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3. Abschnitt | Zusätzliche Kontrolltätigkeiten bei Spielzeug | <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | Pas de remarque particulière, si ce n'est pour relever la faiblesse du commentaire explicatif, qui se limite à paraphraser le contenu des articles. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Zurzeit gibt es keine Konformitätsbewertungsstelle in der Schweiz. Es ist nicht klar, wie die Anweisungen gegenüber Konformitätsbewertungsstellen ausserhalb der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusätzlich ist unklar, ob die Einhaltung der Vorschriften zum Datenschutz gewährleistet ist. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Die Vollzugsbehörden erhalten eine wichtige und aufwändige Aufgabe innerhalb der neu aufgelegten Kontrolltätigkeit. Wir erachten es als wichtig, dass die Kontrollbehörden die Mittel zur Verfügung gestellt bekommen, damit sie notwendigen, dafür ausgebildeten Kontrolleuren anstellen kann. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Bei mangelnder Konformität muss die Behörde nicht nur die Kompetenz haben, die fehlerhaften Produkte vom Markt zu nehmen, sondern auch weitergehende Sanktionen zu ergreifen. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Die Vollzugsbehörden erhalten eine wichtige und aufwändige Aufgabe innerhalb der neu aufgelegten Kontrolltätigkeit. Wir erachten es als wichtig, dass die Kontrollbehörden die Mittel zur Verfügung gestellt bekommen, damit sie notwendigen, dafür ausgebildeten Kontrolleuren anstellen kann. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Bei mangelnder Konformität muss die Behörde nicht nur die Kompetenz haben, die fehlerhaften Produkte vom Markt zu nehmen, sondern auch weitergehende Sanktionen zu ergreifen. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Unseres Wissens gibt es zurzeit keine Konformitätsbewertungsstelle in der Schweiz mehr (oder würde das KLBL diese Tätigkeit wieder aufnehmen?). Es ist nicht klar, wie die Anweisungen gegenüber Konformitätsbewertungsstellen ausserhalb der Schweiz durchgesetzt werden können. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | 61a: Unseres Wissens gibt es zurzeit keine Konformitätsbewertungsstelle in der Schweiz mehr (oder würde das KLBL diese Tätigkeit wieder aufnehmen?). Es ist nicht klar, wie die Anweisungen gegenüber Konformitätsbewertungsstellen ausserhalb der Schweiz durchgesetzt werden können. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Die Vollzugsbehörden erhalten eine wichtige und aufwändige Aufgabe innerhalb der neu aufgelegten Kontrolltätigkeit. Wir erachten es als wichtig, dass die Kontrollbehörden die Mittel zur Verfügung gestellt bekommen, damit sie notwendigen, dafür ausgebildeten Kontrolleuren anstellen kann. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Bei mangelnder Konformität muss die Behörde nicht nur die Kompetenz haben, die fehlerhaften Produkte vom Markt zu nehmen, sondern auch weitergehende Sanktionen zu ergreifen. |
| 61a | Anweisungen an Konformitätsbewertungsstellen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Unseres Wissens gibt es zurzeit keine Konformitätsbewertungsstelle in der Schweiz mehr (oder würde das KLBL |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | diese Tätigkeit wieder aufnehmen?). Es ist nicht klar, wie die Anweisungen gegenüber Konformitätsbewertungsstellen ausserhalb der Schweiz durchgesetzt werden können. |
| 61a.01 | Die kantonalen Vollzugsbehörden können von einer Konformitätsbewertungsstelle nach Artikel 21 der Spielzeugverordnung vom (VSS) verlangen, Informationen zu jeder von ihr ausgestellten, zurückgenommenen oder verweigerten Baumusterprüfbescheinigung na | Laboratoire Cantonal FR | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "Verlangen"): Les autorités cantonales d'exécution peuvent requérir d'un organisme.... |
| 61a.01 | Die kantonalen Vollzugsbehörden können von einer Konformitätsbewertungsstelle nach Artikel 21 der Spielzeugverordnung vom (VSS) verlangen, Informationen zu jeder von ihr ausgestellten, zurückgenommenen oder verweigerten Baumusterprüfbescheinigung na | Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "Verlangen"): Les autorités cantonales d'exécution peuvent requérir d'un organisme.... |
| 61a.02 | Stellt die Vollzugsbehörde fest, dass bei einem Spielzeug keine Konformität mit den allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und den besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 3 VSS besteht, so weist sie gegebenenfalls die | Laboratoire Cantonal FR | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "anweisen"): elle ordonne à l'organisme d'évaluation |
| 61a.02 | Stellt die Vollzugsbehörde fest, dass bei einem Spielzeug keine Konformität mit den allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und den besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 3 VSS besteht, so weist sie gegebenenfalls die | Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "anweisen"): elle ordonne à l'organisme d'évaluation |
| 61a.03 | Falls erforderlich, weist die sie die Konformitätsbewertungsstelle an, die Baumusterprüfbescheinigung zu überprüfen. | Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG | Ein "die" zuviel. Korrekte Formulierung: Falls erforderlich, weist sie die Konformitätsbewertungsstelle |
| 61a.03 | Falls erforderlich, weist die sie die Konformitätsbewertungsstelle an, die Baumusterprüfbescheinigung zu überprüfen. | Laboratoire Cantonal FR | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "anweisen"): elle ordonne à l'organisme d'évaluation |
| 61a.03 | Falls erforderlich, weist die sie die Konformitätsbewertungsstelle an, die Baumusterprüfbescheinigung zu überprüfen. | Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE | Le terme "demander" est trop faible (allemand: "anweisen"): elle ordonne à l'organisme d'évaluation |
| 61b | Benachrichtigung der Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen | Kantonale Lebensmittelkontrolle SO | Ist der Vollzug verpflichtet die Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen zu informieren, egal wo sich diese auf der Welt befindet? Antrag: Es ist zu präzisieren wie Anweisungen an ausländische Konformitätsbewertungsstellen durchgesetzt werden können und in welcher Form Informationen an solche Stellen fliessen sollen. Wie ist die Datenschutzgesetzgebung zu berücksichtigen? |
| 61b | Benachrichtigung der Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen | Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS | 61 b: Ist der Vollzug verpflichtet die Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen zu informieren, egal wo sich diese auf der Welt befindet? |
| 61b | Benachrichtigung der Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen | Verband der Kantonschemiker der Schweiz | Ist der Vollzug verpflichtet die Konformitätsbewertungsstelle über angeordnete Massnahmen zu informieren, egal wo sich diese auf der Welt befindet? Antrag: Es ist zu präzisieren wie Anwei- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | sungen an ausländische Konformitätsbewertungsstellen durchgesetzt werden können und in welcher Form Informationen an solche Stellen fließen sollen. Wie ist die Datenschutzgesetzgebung zu berücksichtigen? |
| 61c.01.f | <i>ob sie die technischen Normen, bei deren Einhaltung die Konformitätsvermutung gemäss Artikel 8 VSS gilt, als mangelhaft beurteilt.</i> | Laboratoire Cantonal FR | La syntaxe est fausse: f. si la non-conformité est liée |
| 61c.01.f | <i>ob sie die technischen Normen, bei deren Einhaltung die Konformitätsvermutung gemäss Artikel 8 VSS gilt, als mangelhaft beurteilt.</i> | Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE | La syntaxe est fausse: f. si la non-conformité est liée |

4.4.3 Ordonnance sur la sécurité des jouets (OSJo ; RS 817.044.1)

4.4.3.1 Remarques générales

| Organisation | Inhalt |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Der Offenverkauf von Spielwaren wird durch die Revision erschwert. Es ist dafür zu sorgen, dass die Möglichkeit des Offenverkaufs von Spielwaren weiterhin besteht. Die Begriffe Importeur, Händler und Hersteller sind zu präzisieren (vgl. dazu die ausführliche Begründung zu Antrag 1 in der Stellungnahme). Weiter sind die Aufgaben, welche die kantonalen Vollzugsbehörden über die Landesgrenze wahrzunehmen haben in Frage gestellt. |
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | <p>Die Anträge zur Verordnung über die Sicherheit von Spielzeug werden nachfolgend detailliert begründet.</p> <p>Spielzeuge fallen unter den harmonisierten Bereich der EU. Die Anpassung an das EU-Recht und dadurch an die neue EU-Spielzeug-Richtlinie wird deshalb sehr begrüsst.</p> <p>An der Informationsveranstaltung zur Anhörung der Spielzeugverordnung vom 24. Januar 2012 wurde darauf hingewiesen, dass das Anbringen des CE-Zeichens von Spielzeugen, die in der Schweiz hergestellt wurden, womöglich durch die EU nicht akzeptiert werden könnte. Es wäre zu begrüßen, wenn ein solch zentraler Punkt vor dem Anhörungsverfahren genau geprüft werden würde.</p> <p>In der Schweiz gibt es zurzeit keine Konformitätsbewertungsstelle. Die kantonalen Vollzugsbehörden sind allerdings verpflichtet, bei einer Feststellung über eine Nichtkonformität eines Spielzeuges die Konformitätsbewertungsstellen anzuweisen, entsprechende Massnahmen vorzunehmen. Dies ist unabhängig davon, wo sich die Konformitätsbewertungsstelle auf der Welt befindet. Die Effektivität ist diesbezüglich fraglich, wenn über die Landesgrenze hinaus Anweisungen gemacht werden müssen.</p> <p>Für einen flächendeckend funktionierenden Vollzug (z.B. gibt es mehrere Verkaufsstellen in der EU die in die Schweiz ein Produkt liefern, aber nur von einer haben wir im Rahmen einer Beanstandung Kenntnis) ist die Beteiligung der Schweiz im RAPEX-Warnsystem (Schnellwarnsystem der EU für den Verbraucherschutz) ein anzustrebendes "Muss".</p> <p>Anträge:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Begriffe Importeur, Händler und Hersteller sind zu präzisieren. 2. Die Angabe eines Warnhinweises, eines Konformitätskennzeichens sowie die Angabe von Name und Adresse sind für den Offenverkauf von Spielzeug zu präzisieren. 3. Bei einer Vernehmlassung sollten sämtliche Unterlagen, auch diejenigen auf welche referenziert werden, kostenlos zugänglich sein. <p>Begründung:</p> <p>Zu Antrag 1</p> <p>Die EU-Richtlinie unterscheidet zwischen Herstellern, Importeuren und Händlern. Diese haben unterschiedliche gesetzliche Pflichten. Wenn Schweizer Importeure Spielzeug aus der EU importieren, ist es entscheidend für den Vollzug, ob sie als Händler oder als Importeure gelten. In der Lebensmittelgesetzgebung sind die Begriffe, Importeur und Händler nicht definiert. Es ist offen, ob ein Importeur resp. ein Importbetrieb die Ware nach dem Grenzübertritt physisch erhalten muss oder ob ein Betrieb der den Import veranlasst, die Ware nie physisch erhält (Broker), aber sich gemäss LGV Art. 3 und 54 eine verantwortliche Person für die Produktsicherheit bei der Vollzugsbehörde gemeldet hat, auch als Importeur gilt. Im Rahmen eines einheitlichen Vollzugs im Spielzeugrecht müssen diese Begriffe präzisiert werden.</p> <p>Gemäss der EU-Richtlinie gilt als Importeur, jede in der Gemeinschaft ansässige natürliche oder juristische Person, die ein Spielzeug aus einem Drittstaat (nicht EU-Land) auf dem Gemeinschaftsmarkt in Verkehr bringt. Ein Händler hingegen ist jede natürliche oder juristische Person in der Lieferkette, die ein Spielzeug in der Gemeinschaft auf dem Markt bereitstellt, mit Ausnahme des Herstellers oder des Importeurs.</p> <p>Durch die Totalrevision des Spielzeugrechts wird dieses den EU-Vorgaben angepasst und daher sind das Sicherheits- und das Schutzniveau in der EU und der Schweiz vergleichbar. Darum erachten wir es als vernünftig, dass im Rahmen des Spielzeugrechts bei einem</p> |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Import aus dem EU-Raum nicht die Pflichten von Importeuren (aus Drittländern) zu erfüllen sind, sondern jene von H3ndlern. Dies würde der gleichen Begriffsbestimmung wie in der EU-Richtlinie entsprechen.</p> <p>Zu Antrag 2 Der Offenverkauf von Spielzeug hat einen kleinen Marktanteil in der Schweiz. Trotzdem werden im Detailhandel oder von Marktfahrern diverse Spielzeuge nach wie vor bevorzugt offen verkauft, wie Holzspielzeug, Würfel, Murmeln. Im Offenverkauf werden üblicherweise kleine Produkte verkauft, auf welchen es nicht möglich ist den Warnhinweis auf dem Produkt anzubringen (Art. 4 Abs. 5 VSS), das Gleiche gilt für die Angabe von Name und Adresse (Art. 7). Durch die Revision des Spielzeugrechts sollte der Offenverkauf weiterhin möglich sein und daher bedarf es entsprechende Anpassungen.</p> <p>Zu Antrag 3 Im Vernehmlassungstext sind acht technische Normen und zus3tzlich deren Änderungen oder Berichtigungen aufgeführt. Diese Normen stehen nicht zur Verfügung und müssen für eine vollst3ndige Überprüfung des Vernehmlassungstextes beim SNV (Schweizerische Normen-Vereinigung in Winterthur) zu einem Betrag von ca. CHF 900.00 erworben werden. Für eine Vernehmlassung sollten s3mtliche im Vernehmlassungstext referenzierten Unterlagen kostenlos zur Verfügung gestellt werden. Diesbezüglich ist mit der privatrechtlichen Organisation des SNV eine geeignete Vereinbarung zu treffen.</p> |
| <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Bei einer Vernehmlassung sollten sämtliche Unterlagen, auch diejenigen auf welche referenziert wird, kostenlos zugänglich sein. Dies ist bei der vorliegenden Revision nicht der Fall. Der Erwerb sämtlicher im Vernehmlassungstext referenzierten technischen Normen würde über CHF 1'000.00 (VSS und TabV) betragen. |
| <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | <p>Wir begrüßen die Massnahmen, welche im neuen Spielzeugrecht vorgesehen sind. Höhere Sicherheitsanforderungen, genauer definierte Verpflichtungen entlang der Handelskette, die Regelungen bezüglich der Rückverfolgbarkeit und die höheren Anforderungen bezüglich der Inhaltsstoffe sind wichtige Verbesserungen. In den letzten fünf Jahren hat sich deutlich gezeigt, dass Anforderungen an Spielzeug zu wenig hoch und die Umsetzung dieser Vorgaben sehr mangelhaft war. Gerade bei Produkten, welche von Kindern, der sensibelsten und schützenswertesten Konsumentengruppe genutzt werden, müssen die Anforderungen sicher sein. Es ist für uns deshalb nicht verständlich, dass die Anforderungen bezüglich der chemischen Inhaltsstoffe nicht höher angesetzt wurden: Bei den sogenannten CMR-Stoffen, welche im Verdacht stehen, krebserregend, erbgutverändernd oder fortpflanzungsgefährdend zu sein, müssen höhere Grenzwerte vorgesehen werden.</p> <p>Wir vermissen in der vorliegenden Verordnung zudem Präzisierungen über die Haftung und die Massnahmen, welche ein Nicht-Einhalten der Gesetzgebung zu Folge hat. Da es sich bei den Spielzeugen um besondere Produkte handelt, welche von einer sensiblen Zielgruppe verwendet werden und die Produktion in der Regel in China stattfindet, scheint uns hier eine Präzisierung angebracht.</p> <p>In einem internationalen Markt und den globalen Verflechtungen ist die Bedeutung eines Schnellwarnsystems wie RAPEX enorm gross. Da die Schweiz ihre Lebensmittel- und Gebrauchsgegenstände-Gesetzgebung laufend derjenigen der EU anpasst, ist ein Anschluss an das RAPEX-System unverzüglich anzustreben. Der Anteil an Spielzeugen, welche zurückgerufen werden und auf RAPEX erscheinen, ist auffallend hoch.</p> |
| <u>Centre Patronal</u> | Si les objectifs de sécurité des jouets ne sont pas à négliger, nous considérons que les contraintes administratives - typiques de la réglementation européenne - sont d'une complexité rare. Nous relevons notamment que certains types de jouets, notamment les jouets artisanaux, produits en petite quantité et pour un marché domestique essentiellement (on peut penser à des jouets en bois) risquent fort de ne pouvoir continuer à être produits, vu les contraintes coûteuses qui leur seront imposées. Il y a lieu de prévoir les exceptions nécessaires à ce que de telles productions puissent continuer à être mises sur le marché. |
| <u>Chambre Vaudoise des Arts et Métiers</u> | Si les objectifs de sécurité des jouets ne sont pas à négliger, nous considérons que les contraintes administratives - typiques de la réglementation européenne - sont d'une complexité rare. Nous relevons notamment que certains types de jouets, notamment les jouets artisanaux, produits en petite quantité et pour un marché domestique essentiellement (on peut penser à des jouets en bois) risquent fort de ne pouvoir continuer à être produits, vu les contraintes coûteuses qui leur seront imposées. Il y a lieu de prévoir les exceptions nécessaires à ce que de telles productions puissent continuer à être mises sur le marché. |
| <u>Coop</u> | Wir begrüßen grundsätzlich die Anpassung der Schweizerischen Gesetzgebung an die Bestimmungen der EU. Wie in den Erläuterungen erwähnt, sind die Anpassungen wichtig für die Aufrechterhaltung des Bilateralen Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen (MRS). Beide Vertragsparteien müssen materiell gleichwertige Bestimmungen vorweisen können. |
| <u>economiesuisse</u> | <p>Totalrevision des schweizerischen Spielzeugrechts</p> <p>Die Aufrechterhaltung des Bilateralen Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen (MRA) setzt voraus, dass beide Vertragsparteien materiell gleichwertige Bestimmungen haben. Dass die Schweiz deshalb das Spielzeugrecht revidiert und auch verschiedene Verordnungen anpasst, ist sachgerecht (Spielzeugverordnung, Totalrevision; Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung, LGV, die Verordnung über den Vollzug der Lebensmittelgesetzgebung). Da wir in der internen Konsulta-</p> |

| Organisation | Inhalt |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | tion keine Bemerkungen erhalten haben, verzichten wir auf eine weitergehende Stellungnahme. |
| <u>Fédération des Entreprises Romandes</u> | Nous n'avons pas de remarques particulières à formuler, si ce n'est le même commentaire que dans la précédente ordonnance, relative au bon sens et à la responsabilisation du consommateur. |
| <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | <p>Wir begrüßen die Massnahmen, welche im neuen Spielzeugrecht vorgesehen sind. Höhere Sicherheitsanforderungen, genauer definierte Verpflichtungen entlang der Handelskette, die Regelungen bezüglich der Rückverfolgbarkeit und die höheren Anforderungen bezüglich der Inhaltsstoffe sind wichtige Verbesserungen. In den letzten fünf Jahren hat sich deutlich gezeigt, dass Anforderungen an Spielzeug zu wenig hoch und die Umsetzung dieser Vorgaben sehr mangelhaft war. Gerade bei Produkten, welche von Kindern, der sensibelsten und schützenswertesten Konsumentengruppe genutzt werden, müssen die Anforderungen sicher sein. Es ist für uns deshalb nicht verständlich, dass die Anforderungen bezüglich der chemischen Inhaltsstoffe nicht höher angesetzt wurden: Bei den sogenannten CMR-Stoffen, welche im Verdacht stehen, krebserregend, erbgutverändernd oder fortpflanzungsgefährdend zu sein, müssen höhere Grenzwerte vorgesehen werden.</p> <p>Wir vermissen in der vorliegenden Verordnung zudem Präzisierungen über die Haftung und die Massnahmen, welche ein Nicht-Einhalten der Gesetzgebung zu Folge hat. Da es sich bei den Spielzeugen um besondere Produkte handelt, welche von einer sensiblen Zielgruppe verwendet werden und die Produktion in der Regel in China stattfindet, scheint uns hier eine Präzisierung angebracht.</p> <p>In einem internationalen Markt und den globalen Verflechtungen ist die Bedeutung eines Schnellwarnsystems wie RAPEX enorm gross. Da die Schweiz ihre Lebensmittel- und Gebrauchsgegenstände-Gesetzgebung laufend derjenigen der EU anpasst, ist ein Anschluss an das RAPEX-System unverzüglich anzustreben. Der Anteil an Spielzeugen, welche zurückgerufen werden und auf RAPEX erscheinen, ist auffallend hoch.</p> |
| <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Grundsätzlich begrüsst die IG DHS die Anpassung der Schweizerischen Gesetzgebung an die Bestimmungen der EU. Die Anpassungen sind wichtig für die Aufrechterhaltung des Bilateralen Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsverwertungen (MRS). Beide Vertragsparteien müssen materiell gleichwertige Bestimmungen vorweisen können. |
| <u>INSOS Schweiz</u> | Das neue schweizerische Recht muss möglichst gleichwertig gegenüber der neuen europäischen Spielzeug-Richtlinie sein. Es darf nicht sein, dass ein Hersteller in der Schweiz andere Vorgaben erfüllen muss für den Inlandvertrieb und den Export. Unsere Produkte müssen in der Schweiz wie im EU Raum genau gleich anerkannt werden. Vor allem und insbesondere bei der Anerkennung das CE Zeichens. |
| <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | <p>Spielzeuge fallen unter den harmonisierten Bereich der EU. Die Anpassung an das EU-Recht und die neue EU-Spielzeug-Richtlinie wird deshalb sehr begrüsst. Die Verordnung sollte so abgefasst sein, dass keine Differenzen zum EU-Recht entstehen.</p> <p>Die neue EU-Richtlinie unterscheidet zwischen Herstellern, Importeuren und Händlern. Die meisten Pflichten hat der Hersteller, die wenigsten der Händler. Wenn Schweizer Importeure Spielzeuge aus der EU importieren, ist es entscheidend, ob sie im Sinne der EU als Händler oder als Importeure gelten. Wir sind der Auffassung, dass sie nicht die Pflichten von Importeuren (aus Drittländern) zu erfüllen haben, sondern jene von Händlern.</p> <p>Für einen flächendeckend funktionierenden Vollzug (z.B.: es gibt mehrere Importeure eines Produkts aus der EU in die Schweiz, aber nur von einem haben wir im Rahmen einer Beanstandung Kenntnis) ist das Mitmachen der Schweiz im RAPEX-Warnsystem der EU ein anzustrebendes "Muss".</p> <p>Antrag: Die Schweiz schliesst sich dem System RAPEX so rasch wie möglich an.</p> |
| <u>Kantonales Laboratorium TG</u> | Wir schliessen uns der Stellungnahme des Verbandes der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker (VKCS) an. |
| <u>Konsumentenforum kf</u> | <p>Das kf begrüsst einerseits die Bestrebungen, Handelshemmnisse durch die gegenseitige Anerkennung der Äquivalenz zu reduzieren. Dies bringt es allerdings mit sich, dass materielle Anpassungen beim vorgeschlagenen Revisionsentwurf so gut wie unmöglich sind. Die Stellungnahme beschränkt sich deshalb auf folgende Punkte:</p> <p>-Betreffend Regelungsdichte: Der Detaillierungsgrad und der Umfang der neuen Regelung ist beeindruckend. Der Aufwand für die Umsetzung und die Dokumentation mag für Grossunternehmen unproblematisch sein, bringt aber für kleine Hersteller mit Sicherheit Probleme. Das BAG sollte gemeinsam mit dem kantonalen Vollzug nach praktikablen Lösungen suchen. Es darf nicht sein, dass jeder Landwirt, der im Nebenerwerb ein paar Holzkühe schnitzt, Dossiers mit Dokumenten einreichen muss, um diese zu verkaufen.</p> <p>- Betreffend Rechtliche Verbindlichkeit von Normen: Einmal mehr wird eine ganze Reihe von EN-Normen praktisch für rechtsverbindlich erklärt. Der Bund ist gefordert, kostenlose Zugriffsmöglichkeiten zu schaffen, andernfalls haben Konsumentenorganisationen wie auch kleine Hersteller Schwierigkeiten, mit vertretbarem Aufwand in die Bestimmungen Einsicht zu nehmen.</p> |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Krebsliga Schweiz</u> | <p>Die Anpassung der Regelungen an die EU-Gesetzgebung erachten wir weitestgehend als sinnvoll. Sie stellt insgesamt eine Verbesserung für den Gesundheitsschutz der Konsumenten und Konsumentinnen dar.</p> <p>Vorbehalte bestehen unseres Erachtens betreffend die Bestimmungen zu Nitrosaminen und nitrosierbaren Stoffen (Anhang 2). Die Grenzwerte der kanzerogenen Stoffe sind aus unserer Sicht ungenügend untersucht, was eine Festlegung erschwert.</p> <p>Wir machen darauf aufmerksam, dass Deutschland in diesem Zusammenhang am 20. Januar 2011 die Beibehaltung der strengeren deutschen Rechtsvorschriften im Rahmen einer einzelstaatlichen Bestimmung bei der EU-Kommission beantragte. Die Kommission verlängerte mit Entscheid vom 4. August 2011 die Frist für ihre abschliessende Stellungnahme und hiess solange die Beibehaltung der bisherigen strengeren Grenzwerte in Deutschland gut (2011/510/EU).</p> <p>Begründet wird die Fristverlängerung mit möglichen Erkenntnissen aufgrund neuerlicher Beratungen und Bewertungen. Der Antrag Deutschlands soll nach Vorliegen der Ergebnisse bis zum 5. März 2012 gefällt werden. Der Krebsliga Schweiz ist bislang nicht bekannt, dass ein Entscheid in dieser Sache gefällt worden ist. Vorsorglich beantragen wir aus diesem Grund:</p> <p>Antrag: Die Festlegung der Grenzwerte von Nitrosaminen und nitrosierbaren Stoffen erfolgt unter Berücksichtigung der aktuellen Überlegungen der Kommission im Zusammenhang mit dem Antrag Deutschlands.</p> |
| <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | Adaptation au droit européen approuvée. |
| <u>Migros</u> | Grundsätzlich begrüsst die Migros die Angleichung an das EU-Recht. |
| <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | Die Definition eines Spielzeuges (Anpassung ans europäische Recht) und die Festlegung der allgemeinen Sicherheitsanforderungen wird begrüsst. |
| <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | Adaptation au droit européen approuvée |
| <u>Spielwaren Verband Schweiz</u> | <p>Der Spielwaren Verband Schweiz (SVS) wehrt sich gegen sinnlose Doppelspurigkeiten und Handelshemmnisse für Schweizer Lieferanten von Spielwaren. Es kann nicht sein, dass ein Schweizer Spielwarenhändler, der Spielwaren aus einem EU-Mitgliedstaat in die Schweiz einführt, als Hersteller gilt und ihm dieselben Pflichten auferlegt werden, wie einem Importeur von Ware aus Nicht-EU-Staaten. Bereits der Importeur innerhalb der EU muss alle Pflichten gemäss EU-Richtlinie eines Importeurs erfüllen. Deshalb ist es unnötig, dass der Schweizer Inverkehrbringer das Prozedere nochmals machen muss. Der SVS fordert materiell wie formell gleichwertige Bestimmungen und gleiche Behandlung für die Schweizer Händler und diejenigen in der EU.</p> <p>Sowohl der Hersteller als auch der europäische Importeur sind auf jeder Verpackung vermerkt – eine zusätzliche Schweizer Adresse ist unnötig und würde Spielwaren in der Schweiz verteuern.</p> <p>Die Übergangsfristen sind aus Rücksicht auf Schweizer Hersteller, die vorwiegend für den Schweizer Markt produzieren, auf zwei Jahre festzulegen.</p> <p>Bezüglich CE-Zeichen soll der Status Quo beibehalten werden – es ist weder eine Änderung noch eine eigene schweizerische Kennzeichnung nötig.</p> |
| <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | <p>Wir begrüssen die Massnahmen, welche im neuen Spielzeugrecht vorgesehen sind. Höhere Sicherheitsanforderungen, genauer definierte Verpflichtungen entlang der Handelskette, die Regelungen bezüglich der Rückverfolgbarkeit und die höheren Anforderungen bezüglich der Inhaltsstoffe sind wichtige Verbesserungen. In den letzten fünf Jahren hat sich deutlich gezeigt, dass Anforderungen an Spielzeug zu wenig hoch und die Umsetzung dieser Vorgaben sehr mangelhaft war. Gerade bei Produkten, welche von Kindern, der sensibelsten und schützenswertesten Konsumentengruppe genutzt werden, müssen die Anforderungen sicher sein. Es ist für uns deshalb nicht verständlich, dass die Anforderungen bezüglich der chemischen Inhaltsstoffe nicht höher angesetzt wurden: Bei den sogenannten CMR-Stoffen, welche im Verdacht stehen, krebserregend, erbgutverändernd oder fortpflanzungsgefährdend zu sein, müssen höhere Grenzwerte vorgesehen werden.</p> <p>Wir vermischen in der vorliegenden Verordnung zudem Präzisierungen über die Haftung und die Massnahmen, welche ein Nicht-Einhalten der Gesetzgebung zu Folge hat. Da es sich bei den Spielzeugen um besondere Produkte handelt, welche von einer sensiblen Zielgruppe verwendet werden und die Produktion in der Regel in China stattfindet, scheint uns hier eine Präzisierung angebracht.</p> <p>In einem internationalen Markt und den globalen Verflechtungen ist die Bedeutung eines Schnellwarnsystems wie RAPEX enorm gross. Da die Schweiz ihre Lebensmittel- und Gebrauchsgegenstände-Gesetzgebung laufend derjenigen der EU anpasst, ist ein Anschluss an das RAPEX-System unverzüglich anzustreben. Der Anteil an Spielzeugen, welche zurückgerufen werden und auf RAPEX erscheinen, ist auffallend hoch.</p> |
| <u>Swiss Retail Federation</u> | <p>Die Swiss Retail Federation vertritt als nationaler Verband mittlere und grössere Unternehmen des Detailhandels. Zu unseren Mitgliedern zählen Warenhäuser, Möbelhäuser, Baumärkte, Textiläden, Lebensmitteläden und Kioske. Da einige Mitglieder von der Revision als Händler oder Importeur von Spielzeugen betroffen sind, nehmen wir zur Vorlage gerne Stellung.</p> <p>Das Cassis-de-Dijon Prinzip aber auch das Abkommen zwischen der Schweiz. Eidgenossen-</p> |

| Organisation | Inhalt |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>schaft und der Europäischen Gemeinschaft über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewegungen verfolgen den Abbau von Handelshemmnissen zwischen der Schweiz und der EU. Das Abkommen führt insb. in Art. 1 Abs. 2 als Zielsetzung die Vermeidung doppelter Verfahren auf. Die Vorlage geht mit diesen Prinzipien leider nicht kohärent. Im Gegenteil: Da die Vorlage keine Unterscheidung zwischen Einführung von Spielwaren aus EU-Staaten und Nicht-EU-Staaten macht, werden im Ergebnis sinnlose und zu Kosten führende Doppelspurigkeiten und Handelshemmnisse eingeführt. Resultat davon ist, dass Schweizer Detailhändler, die Spielwaren aus einem EU-Mitgliedstaat einführen bzw. importieren, teilweise nochmals mit den Pflichten eines Importeurs/Herstellers belegt werden, obwohl die EU-Hersteller bzw. Importeure diese Pflichten gemäss EU-Richtlinie schon erfüllt haben. Dabei wird aber ausgeblendet, dass die Ware schon in der EU eingeführt und in Verkehr gebracht wurde und dort sämtliche Pflichten des Herstellers/Importeurs eingehalten werden mussten. So ein Spielzeug müsste gemäss CcD tel quel eingeführt werden können. Es ist deshalb nicht einzusehen, weshalb eine Spielware, die in der EU schon in Verkehr ist und gemäss der betreffenden Richtlinie den Hersteller und den Importeur auf dem Produkt bzw. Verpackung aufführt, auch noch den Schweizer Importeur aufführen muss (vgl. Art. 7). Solche Regelungen machen das Produkt nicht sicherer, verteuern aber das Produkt unnötigerweise. Der Konsument wird diese Doppelspurigkeit letztlich berappen müssen, ohne einen Mehrwert zu haben. Im Lichte der heutigen Kritik der Hochpreisinsel Schweiz unverständlich.</p> |
| <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Spielzeuge fallen unter den harmonisierten Bereich der EU. Die Anpassung an das EU-Recht und die neue EU-Spielzeug-Richtlinie wird deshalb sehr begrüsst. Die Verordnung sollte so abgefasst sein, dass keine Differenzen zum EU-Recht entstehen.</p> <p>Die neue EU-Richtlinie unterscheidet zwischen Herstellern, Importeuren und Händlern. Die meisten Pflichten hat der Hersteller, die wenigsten der Händler. Wenn Schweizer Importeure Spielzeuge aus der EU importieren, ist es entscheidend, ob sie im Sinne der EU als Händler oder als Importeure gelten. Wir sind der Auffassung, dass sie nicht die Pflichten von Importeuren (aus Drittländern) zu erfüllen haben, sondern jene von Händlern.</p> <p>Für einen flächendeckend funktionierenden Vollzug (z.B.: es gibt mehrere Importeure eines Produkts aus der EU in die Schweiz, aber nur von einem haben wir im Rahmen einer Beanstandung Kenntnis) ist das Mitmachen der Schweiz im RAPEX-Warnsystem der EU ein anzustrebendes "Muss".</p> <p>Antrag: Die Schweiz schliesst sich dem System RAPEX so rasch wie möglich an.</p> |
| <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | <p>Handel Schweiz begrüsst die Anpassung des schweizerischen Spielzeugrechts an die europäischen Regelungen. Wir wehren uns jedoch gegen sinnlose Doppelspurigkeiten und Handelshemmnisse für Schweizer Lieferanten von Spielwaren. Es kann nicht sein, dass ein Schweizer Importeur, der Spielwaren aus einem EU-Mitgliedstaat in die Schweiz einführt, als Hersteller gilt und ihm dieselben Pflichten auferlegt werden, wie einem Importeur von Ware aus Nicht-EU-Staaten. Bereits der Importeur innerhalb der EU muss alle Pflichten gemäss EU-Richtlinie eines Importeurs erfüllen. Dass der Schweizer Inverkehrbringer das Prozedere nochmals machen muss, widerspricht der grundsätzlichen Zielsetzung, die mit einer Anpassung an Europäisches Recht verbunden ist.</p> <p>Handel Schweiz fordert materiell wie formell gleichwertige Bestimmungen und gleiche Behandlung für die Schweizer Händler und diejenigen in der EU. Wir unterstützen daher die Ansichten unseres Mitgliedsverbandes SVS Spielwaren Verband Schweiz.</p> <p>Sowohl der Hersteller als auch der europäische Importeur sind auf jeder Verpackung vermerkt. eine zusätzliche Schweizer Adresse ist unnötig und würde Spielwaren in der Schweiz verteuern.</p> <p>Die Übergangsfristen sind aus Rücksicht auf Schweizer Hersteller, die vorwiegend für den Schweizer Markt produzieren, auf zwei Jahre festzulegen.</p> |

4.4.3.2 Commentaire par article

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01.01 | <i>Diese Verordnung gilt für Spielzeug nach Artikel 43 Absatz 1 LGV.</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Es macht Sinn, dass die Definition von Spielzeug derjenigen der EU entspricht. |
| 01.01 | <i>Diese Verordnung gilt für Spielzeug nach Artikel 43 Absatz 1 LGV.</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Es macht Sinn, dass die Definition von Spielzeug derjenigen der EU entspricht. |
| 01.01 | <i>Diese Verordnung gilt für Spielzeug nach Artikel 43 Absatz 1 LGV.</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Es macht Sinn, dass die Definition von Spielzeug derjenigen der EU entspricht. |
| 01.02 | <i>Sie gilt nicht für:</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Die Formulierung "das als Antiquität überlassen wird" zusammen mit Punkt b finden wir zu wenig klar: Heisst dies, das gebrauchte Spielzeug in der Regel unter die Verordnung fällt, allerdings mit den Ausnahmen von Antiquitäten und Spielzeug, das vor |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | der erneuten Verwendung wieder instand gesetzt werden muss? Fällt somit all das Spielzeug, welches privat, in Börsen und elektronischen Verkaufsplattformen weitergereicht und -verkauft wird, unter das Spielzeuggesetz? |
| 01.02 | <i>Sie gilt nicht für:</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Die Formulierung "das als Antiquität überlassen wird" zusammen mit Punkt b finden wir zu wenig klar: Heisst dies, das gebrauchte Spielzeug in der Regel unter die Verordnung fällt, allerdings mit den Ausnahmen von Antiquitäten und Spielzeug, das vor der erneuten Verwendung wieder instand gesetzt werden muss? Fällt somit all das Spielzeug, welches privat, in Börsen und elektronischen Verkaufsplattformen weitergereicht und -verkauft wird, unter das Spielzeuggesetz? |
| 01.02 | <i>Sie gilt nicht für:</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Die Formulierung "das als Antiquität überlassen wird" zusammen mit Punkt b finden wir zu wenig klar: Heisst dies, das gebrauchte Spielzeug in der Regel unter die Verordnung fällt, allerdings mit den Ausnahmen von Antiquitäten und Spielzeug, das vor der erneuten Verwendung wieder instand gesetzt werden muss? Fällt somit all das Spielzeug, welches privat, in Börsen und elektronischen Verkaufsplattformen weitergereicht und -verkauft wird, unter das Spielzeuggesetz? |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrüßen diese Präzisierung |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrüßen diese Präzisierung |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Wenn ein Lieferant mit Sitz in der Schweiz einem Schweizer Detailhändler Spielwaren unter der Eigenmarke liefert, muss es auch möglich sein, dass der Lieferant die vollständige Dokumentation und Verantwortung übernimmt. Die Haftung dieses Lieferanten ist problemlos möglich. Zu ergänzen mit: 2 Die Importeurin oder die Händlerin kann die Herstellerpflichten vertraglich an den Hersteller oder Importeur mit Sitz in der Schweiz oder mit Sitz in der EU übertragen. |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Wer Spielzeug aus der EU importiert, kann davon ausgehen, dass der Lieferant die Vorgaben der EU und damit der Schweiz einhält. Er gilt als Händler und nicht als Hersteller. Antrag: ergänzen mit: c. Wer Spielzeuge aus der EU importiert, welche dort rechtmässig in Verkehr sind, hat die Pflichten als Händler zu erfüllen. Allenfalls soll sich diese Regelung nicht ausschliesslich auf die EU beziehen, sondern auch auf weitere Staaten. Es wäre dann eine entsprechende Liste zu erstellen. |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Migros</u> | Wenn ein Lieferant mit Sitz in der Schweiz der Migros Spielwaren unter |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>der Migroseigenmarke liefert, muss es auch möglich sein, dass der Lieferant die vollständige Dokumentation und Verantwortung übernimmt. Die Haftung dieses Lieferanten ist problemlos möglich.</p> <p>Zu ergänzen mit: 2 Die Importeurin oder die Händlerin kann die Herstellerpflichten vertraglich an den Hersteller oder Importeur mit Sitz in der Schweiz oder mit Sitz in der EU übertragen.</p> |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | <p>Wer Spielzeug aus der EU importiert, kann davon ausgehen, dass der Lieferant die Vorgaben der EU und damit der Schweiz einhält. Er gilt als Händler und nicht als Hersteller.</p> <p>Neuer Buchstabe: c. Als Händler gilt, wer Spielzeuge aus der EU importiert, welches dort rechtmässig in Verkehr ist</p> |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Spielwaren Verband Schweiz</u> | <p>"Artikel 2, 3 und folgende Erfüllt ein EU-Importeur alle Pflichten der EU-Richtlinien, so kann es nicht sein, dass ein Schweizer Händler, der aus dem EU-Raum Spielzeug bezieht, dieselben Pflichten nochmals zu erfüllen hat. Dies gilt innerhalb der EU nicht. Dies stellt nicht nur eine erhebliche Kostenquelle für den Schweizer Händler und den Konsumenten dar, sondern widerspricht auch massiv dem Ziel und Zweck des Mutual Recognition Agreements (MRA) zwischen der Schweiz und den EWR Staaten, welches auch auf Spielwaren anzuwenden ist: Eine Schweizer Händlerin, welche von einer Herstellerin oder Importeurin eines EU-Mitgliedstaates Spielwaren bezieht, hat die Pflichten einer Händlerin zu erfüllen. Die Importeurin in den EU-Raum hat die Pflichten einer Importeurin zu erfüllen. Ergänzung Art. 2 lit. a: ein Spielzeug unter eigenem Namen oder Marke erstmalig in Verkehr bringt, ausgenommen das Spielzeug ist in der EU bereits als identisches Produkt in Verkehr, sei es in der EU hergestellt oder in diese importiert; oder..."</p> |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir begrüßen diese Präzisierung |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | <p>Wer Spielzeug aus der EU importiert, kann davon ausgehen, dass der Lieferant die Vorgaben der EU und damit der Schweiz einhält. Er gilt als Händler und nicht als Hersteller.</p> <p>Antrag: ergänzen mit: c. Wer Spielzeuge aus der EU importiert, welche dort rechtmässig in Verkehr sind, hat die Pflichten als Händler zu erfüllen.</p> <p>Allenfalls soll sich diese Regelung nicht ausschliesslich auf die EU beziehen, sondern auch auf weitere Staaten. Es wäre dann eine entsprechende Liste zu erstellen.</p> |
| 02 | <i>Importeurin und Händlerin als Herstellerin</i> | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | <p>Artikel 2, 3 und folgende Erfüllt ein EU-Importeur alle Pflichten der EU-Richtlinien, so kann es nicht</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>sein, dass ein Schweizer Händler, der aus dem EU-Raum Spielzeug bezieht, dieselben Pflichten nochmals zu erfüllen hat. Dies gilt innerhalb der EU nicht. Dies stellt nicht nur eine erhebliche Kostenquelle für den Schweizer Händler und den Konsumenten dar, sondern widerspricht auch massiv dem Ziel und Zweck des Mutual Recognition Agreements (MRA) zwischen der Schweiz und den EWR Staaten, welches auch auf Spielwaren anzuwenden ist:</p> <p>Eine Schweizer Händlerin, welche von einer Herstellerin oder Importeurin eines EU-Mitgliedstaates Spielwaren bezieht, hat die Pflichten einer Händlerin zu erfüllen. Die Importeurin in den EU-Raum hat die Pflichten einer Importeurin zu erfüllen.</p> <p>Ergänzung Art. 2 lit.a: ein Spielzeug unter eigenem Namen oder Marke erstmalig in Verkehr bringt, ausgenommen das Spielzeug ist in der EU bereits als identisches Produkt in Verkehr, sei es in der EU hergestellt oder in diese importiert; oder...</p> |
| 02.00.a | ein Spielzeug unter ihrem eigenen Namen oder ihrer eigenen Marke erstmalig in Verkehr bringt; oder | <u>Swiss Retail Federation</u> | <p>Die Gleichschaltung eines Importeurs oder Händlers mit einem Hersteller soll in lit. a. nur erfolgen, wenn das Spielzeug aus einem Nicht-EU-Land eingeführt und erstmalig in Verkehr gebracht wird.</p> <p>Art. 2 lit. a: "ein Spielzeug unter ihrem eigenen Namen oder ihrer eigenen Marke erstmalig aus einem Nicht EU-Staat in die Schweiz importiert und in in Verkehr bring."</p> |
| 03.02 | Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss die allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und die besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 2 während der vorhersehbaren und normalen Gebrauchsdauer erfüllen. | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Dieser Absatz lässt sehr viel Interpretationsspielraum offen und kann zu Rechtsunsicherheit führen: Eine "vorhersehbare und normale Gebrauchsdauer" ist sehr unbestimmt und kann je nach Intensität, mit der das Spielzeug verwendet wird, unterschiedlich ausfallen. Es ist wichtig, dass diese Bestimmung sehr grosszügig zugunsten der Konsumenten ausgelegt wird. |
| 03.02 | Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss die allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und die besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 2 während der vorhersehbaren und normalen Gebrauchsdauer erfüllen. | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Dieser Absatz lässt sehr viel Interpretationsspielraum offen und kann zu Rechtsunsicherheit führen: Eine "vorhersehbare und normale Gebrauchsdauer" ist sehr unbestimmt und kann je nach Intensität, mit der das Spielzeug verwendet wird, unterschiedlich ausfallen. Es ist wichtig, dass diese Bestimmung sehr grosszügig zugunsten der Konsumenten ausgelegt wird. |
| 03.02 | Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss die allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und die besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 2 während der vorhersehbaren und normalen Gebrauchsdauer erfüllen. | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Dieser Absatz lässt sehr viel Interpretationsspielraum offen und kann zu Rechtsunsicherheit führen: Eine "vorhersehbare und normale Gebrauchsdauer" ist sehr unbestimmt und kann je nach Intensität, mit der das Spielzeug verwendet wird, unterschiedlich ausfallen. Es ist wichtig, dass diese Bestimmung sehr grosszügig zugunsten der Konsumenten ausgelegt wird. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 03.05 | <i>Spielzeug, das dieser Verordnung nicht entspricht, darf auf Handelsmessen und Ausstellungen ausgestellt und verwendet werden, sofern ein ihm beigefügtes Schild eindeutig anzeigt, dass es dieser Verordnung nicht entspricht und dass es erst dann in Verkehr</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Aus unserer Sicht macht es Sinn, dass Spielzeug erst dann ausgestellt und den Kunden vorgeführt wird, wenn es erhältlich und gesetzeskonform ist. In der vorliegenden Bestimmung muss zumindest klar zum Ausdruck kommen, dass auch die Ausstellungsobjekte nicht in Verkehr gebracht werden dürfen. An Ausstellungen ist es bekanntlich üblich, dass auch Ausstellungsobjekte verkauft oder abgegeben werden. "Auch das Ausstellungsobjekt darf nicht in Verkehr gebracht werden." |
| 03.05 | <i>Spielzeug, das dieser Verordnung nicht entspricht, darf auf Handelsmessen und Ausstellungen ausgestellt und verwendet werden, sofern ein ihm beigefügtes Schild eindeutig anzeigt, dass es dieser Verordnung nicht entspricht und dass es erst dann in Verkehr</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Aus unserer Sicht macht es Sinn, dass Spielzeug erst dann ausgestellt und den Kunden vorgeführt wird, wenn es erhältlich und gesetzeskonform ist. In der vorliegenden Bestimmung muss zumindest klar zum Ausdruck kommen, dass auch die Ausstellungsobjekte nicht in Verkehr gebracht werden dürfen. An Ausstellungen ist es bekanntlich üblich, dass auch Ausstellungsobjekte verkauft oder abgegeben werden. "Auch das Ausstellungsobjekt darf nicht in Verkehr gebracht werden." |
| 03.05 | <i>Spielzeug, das dieser Verordnung nicht entspricht, darf auf Handelsmessen und Ausstellungen ausgestellt und verwendet werden, sofern ein ihm beigefügtes Schild eindeutig anzeigt, dass es dieser Verordnung nicht entspricht und dass es erst dann in Verkehr</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Aus unserer Sicht macht es Sinn, dass Spielzeug erst dann ausgestellt und den Kunden vorgeführt wird, wenn es erhältlich und gesetzeskonform ist. In der vorliegenden Bestimmung muss zumindest klar zum Ausdruck kommen, dass auch die Ausstellungsobjekte nicht in Verkehr gebracht werden dürfen. An Ausstellungen ist es bekanntlich üblich, dass auch Ausstellungsobjekte verkauft oder abgegeben werden. "Auch das Ausstellungsobjekt darf nicht in Verkehr gebracht werden." |
| 04.03 | <i>Die Warnhinweise beginnen mit dem Wort "Achtung".</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Offenbar ist nicht ganz klar, ob der Warnhinweis "Achtung" oder "Warnung" heisst, da im deutschen Text in der EU eventuell ein Übersetzungsfehler vorliegt. Sollte der korrekte Terminus "Warnung" sein, muss dies auch für die Schweiz gelten. Als Übergangslösung könnte die Schweizerische Gesetzgebung sowohl den Begriff "Achtung" wie auch "Warnung" zulassen. Die Sprache richtet sich nach der Sprache der Verkaufsregion. Für die dreisprachige Schweiz heisst dies, dass in den meisten Fällen dreisprachig deklariert werden muss, da eine nach Sprachregionen getrennte Kennzeichnung mehr Kosten verursachen dürfte. "Der Warnhinweis beginnt mit dem Wort "Warnung" oder "Achtung". |
| 04.04 | <i>Sie sind inhaltlich richtig, deutlich sichtbar, leicht lesbar, verständlich und dauerhaft anzubringen:</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Der Begriff "dauerhaft" ist unklar: Wird die Dauer für den Zeitraum des Gebrauchs definiert oder lediglich bis |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | das Spielzeug vom Konsument erstanden wird? |
| 04.04 | <i>Sie sind inhaltlich richtig, deutlich sichtbar, leicht lesbar, verständlich und dauerhaft anzubringen:</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Der Begriff "dauerhaft" ist unklar: Wird die Dauer für den Zeitraum des Gebrauchs definiert oder lediglich bis das Spielzeug vom Konsument erstanden wird? |
| 04.04 | <i>Sie sind inhaltlich richtig, deutlich sichtbar, leicht lesbar, verständlich und dauerhaft anzubringen:</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Der Begriff "dauerhaft" ist unklar: Wird die Dauer für den Zeitraum des Gebrauchs definiert oder lediglich bis das Spielzeug vom Konsument erstanden wird? |
| 04.04.b | <i>falls erforderlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung.</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Die Gebrauchsanweisung wird in der Regel erst dann konsultiert, wenn man das Spielzeug schon gekauft hat. Es ist deshalb wichtig, dass der Warnhinweis gemäss Abs. a auf oder beim Spielzeug UND auf der Gebrauchsanweisung angebracht wird. "b. falls erforderlich zusätzlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung. |
| 04.04.b | <i>falls erforderlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung.</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Die Gebrauchsanweisung wird in der Regel erst dann konsultiert, wenn man das Spielzeug schon gekauft hat. Es ist deshalb wichtig, dass der Warnhinweis gemäss Abs. a auf oder beim Spielzeug UND auf der Gebrauchsanweisung angebracht wird. "b. falls erforderlich zusätzlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung. |
| 04.04.b | <i>falls erforderlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung.</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Die Gebrauchsanweisung wird in der Regel erst dann konsultiert, wenn man das Spielzeug schon gekauft hat. Es ist deshalb wichtig, dass der Warnhinweis gemäss Abs. a auf oder beim Spielzeug UND auf der Gebrauchsanweisung angebracht wird. "b. falls erforderlich zusätzlich auf der beigefügten Gebrauchsanweisung. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die vorgeschlagene Regelung kommt einem Verbot für den Offenverkauf von z.B. Murmeln oder gewerblich hergestelltem Holzspielzeug gleich. Dies ist keine Gleichbehandlung für Spielzeuge, die die Konformitätsbewertung erfüllen. Es sind Ergänzungen anzubringen, so dass auch ein Offenverkauf von Spielzeugen noch möglich ist. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrüßen diesen Artikel ausdrücklich - gerade bei kleinem Spielzeug ist der Aufwand recht gross, den Warnhinweis anzubringen, er ist aber gerade dort enorm wichtig. Es ist deshalb wichtig, ihn ausdrücklich zu verlangen. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrüßen diesen Artikel ausdrücklich - gerade bei kleinem Spielzeug ist der Aufwand recht gross, den Warnhinweis anzubringen, er ist aber gerade dort enorm wichtig. Es ist deshalb wichtig, ihn ausdrücklich zu verlangen. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Die vorgeschlagene Regelung kommt |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <i>Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | | einem Verbot für den Offenverkauf von z.B. Murmeln oder gewerblich hergestelltem Holzspielzeug gleich. Dies ist nicht zweckmässig. Antrag: Art. 4 ist so zu ergänzen, dass auch ein Offenverkauf von kleinen Spielzeugen noch möglich ist, sofern die Sicherheit gewährleistet bleibt. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir begrüßen diesen Artikel ausdrücklich - gerade bei kleinem Spielzeug ist der Aufwand recht gross, den Warnhinweis anzubringen, er ist aber gerade dort enorm wichtig. Es ist deshalb wichtig, ihn ausdrücklich zu verlangen. |
| 04.05 | <i>Bei kleinem Spielzeug, das ohne Verpackung verkauft wird, sind die Warnhinweise auf dem Spielzeug selbst anzubringen.</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Die vorgeschlagene Regelung kommt einem Verbot für den Offenverkauf von z.B. Murmeln oder gewerblich hergestelltem Holzspielzeug gleich. Dies ist nicht zweckmässig. Antrag: Art. 4 ist so zu ergänzen, dass auch ein Offenverkauf von kleinen Spielzeugen noch möglich ist, sofern die Sicherheit gewährleistet bleibt. |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | <u>Coop</u> | Offenbar ist nicht ganz klar, ob der Warnhinweis "Achtung" oder "Warnung" heisst, da im deutschen Text in der EU eventuell ein Übersetzungsfehler vorliegt. Sollte der korrekte Terminus "Warnung" sein, muss dies auch für die Schweiz gelten. Als Übergangslösung könnte die Schweizerische Gesetzgebung sowohl den Begriff "Achtung" wie auch "Warnung" zulassen. Die Sprache richtet sich nach der Sprache der Verkaufsregion. Für die dreisprachige Schweiz heisst dies, dass in den meisten Fällen dreisprachig deklariert werden muss, da eine nach Sprachregionen getrennte Kennzeichnung mehr Kosten verursachen dürfte: "Der Warnhinweis beginnt mit dem Wort "Warnung" oder "Achtung" |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Offenbar ist nicht ganz klar, ob der Warnhinweis "Achtung" oder "Warnung" heisst, da im deutschen Text in der EU eventuell ein Übersetzungsfehler vorliegt. Sollte der korrekte Terminus "Warnung" sein, muss dies auch für die Schweiz gelten. Als Übergangslösung könnte die Schweizerische Gesetzgebung sowohl den Begriff "Achtung" wie auch "Warnung" zulassen. Die Sprache richtet sich nach der Sprache der Verkaufsregion. Für die dreisprachige Schweiz heisst dies, dass in den meisten Fällen dreisprachig deklariert werden muss, da eine nach Sprachregionen getrennte Kennzeichnung mehr Kosten verursachen dürfte. "Der Warnhinweis beginnt mit dem Wort "Warnung" oder "Achtung". |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | – On peut admettre des avertissements dans une seule langue officielle sur le jouet. Par contre, la documentation d'accompagnement |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | (instructions et avertissements) doit être rédigée dans les 3 langues. La référence à la langue du lieu de commercialisation crée des entraves sur le marché intérieur; elle doit être éliminée:sont rédigées dans les trois langues officielles. Les avertissements figurant sur le jouet peuvent n'être rédigés que dans une langue officielle. |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | – <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | – On peut admettre des avertissements dans une seule langue officielle sur le jouet. Par contre, la documentation d'accompagnement (instructions et avertissements) doit être rédigée dans les 3 langues. La référence à la langue du lieu de commercialisation crée des entraves sur le marché intérieur; elle doit être éliminée:sont rédigées dans les trois langues officielles. Les avertissements figurant sur le jouet peuvent n'être rédigés que dans une langue officielle. |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | <u>Spielwaren Verband Schweiz</u> | Dieser Artikel hätte zur Folge, dass viele Spielwaren an zweisprachigen Orten der Schweiz (z. B. Biel, Freiburg, Murten) nicht mehr verkehrsfähig wären. 8. Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in einer Amtssprache des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein. |
| 04.08 | <i>Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein.</i> | <u>Swiss Retail Federation</u> | Gemäss THG gilt eigentlich, dass Produktinformationen in einer Landessprache vorliegen müssen, Warn- und Sicherheitshinweise in der Amtssprache des Ortes, in dem das Produkt in Verkehr gebracht wird. Um kein Auseinanderklaffen zwischen der Sprache für die Produktinformation und die Warnhinweisen zu haben, erscheint es uns sinnvoll diejenige Amtssprache zu fordern, die am Ort, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, gesprochen wird. "Die Warnhinweise und Gebrauchsanweisung müssen mindestens in einer Amtssprache des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein." |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04.08 | Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in den Amtssprachen des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein. | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Dieser Artikel hätte zur Folge, dass viele Spielwaren an zweisprachigen Orten der Schweiz (z. B. Biel, Freiburg, Murten) nicht mehr verkehrsfähig wären: 8. Die Warnhinweise und die Gebrauchsanweisung müssen mindestens in einer Amtssprache des Ortes, an dem das Spielzeug in Verkehr gebracht wird, abgefasst sein. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | – <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | – <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Die Gewährleistung des CE Zeichens wird ausschliesslich für die wenigen Schweizer Spielzeughersteller, welche ausschliesslich den Schweizer Markt beliefern, eine Herausforderung darstellen. Es scheint uns sinnvoll, dass dieses Konformitätszeichen auch für Schweizer Spielzeug gelten soll, wenn es gemäss den Schweizer Spielzeugrecht und -normen hergestellt wurde. Der bürokratische Aufwand darf jedoch nicht zu gross sein, falls die Sicherheit und Kontrolle gewährleistet ist, kann aus Sicht der Konsumenten auf dieses Zeichen verzichtet werden. Gemäss unserer Erfahrung ist es bei den Konsumenten - noch - wenig bekannt. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Die Gewährleistung des CE Zeichens wird ausschliesslich für die wenigen Schweizer Spielzeughersteller, welche ausschliesslich den Schweizer Markt beliefern, eine Herausforderung darstellen. Es scheint uns sinnvoll, dass dieses Konformitätszeichen auch für Schweizer Spielzeug gelten soll, wenn es gemäss den Schweizer Spielzeugrecht und -normen hergestellt wurde. Der bürokratische Aufwand darf jedoch nicht zu gross sein, falls die Sicherheit und Kontrolle gewährleistet ist, kann aus Sicht der Konsumenten auf dieses Zeichen verzichtet werden. Gemäss unserer Erfahrung ist es bei den Konsumenten - noch - wenig bekannt. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>INSOS Schweiz</u> | Konformitätskennzeichen (CE-Zeichen): Wenn es für die Schweiz kein CE Zeichen gibt (angebracht werden muss), dann muss für den Export jeder Artikel in zwei Versionen hergestellt und deklariert werden. Dadurch entstehen Mehrkosten, welche die Konkurrenzfähigkeit gegenüber EU Produzenten schmälert. Auch wird der Internethandel bevorzugt. Das CE Zeichen muss in jedem Fall angebracht werden. Es ist von der |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Schweiz, wie von der EU gleichwertig anerkannt. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Laboratoire Cantonal FR</u> | – Des exceptions à l'obligation du marquage CE doivent être prévues pour la production artisanale. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Nestlé</u> | – Jusqu'à maintenant un fabricant suisse ne pouvait mettre le CE car son adresse en suisse n'était pas reconnue par l'union européenne. cela signifie t'il que l'union européenne va changer sa liste et reconnaitre la suisse comme pouvant mettre le CE? |
| 05 | Konformitätskennzeichen | – <u>Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV) VS</u> | Das CE-Zeichen ist in der Schweiz allgemein bekannt. Es ist deshalb zu begrüssen, wenn es obligatorisch erklärt wird. Die vorgeschlagene Formulierung bedeutet aber, dass es diese Pflicht zum CE-Zeichen kleinen Handwerksbetrieben (z.B. Behinderterwerkstätte, Strafvollzugsanstalt etc.) verunmöglichen wird, konforme Spielwaren herzustellen. Art. 5 ist dahingehend zu ergänzen, dass Handwerksbetrieben auch künftig ermöglicht wird, Spielzeug ohne CE-Zeichen in Verkehr zu bringen |
| 05 | Konformitätskennzeichen | – <u>Service de la consommation et des affaires vétérinaires KL NE</u> | – Des exceptions à l'obligation du marquage CE doivent être prévues pour la production artisanale. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Spielwaren Verband Schweiz</u> | Die Umsetzung der CE-Kennzeichnung ist in der Schweiz nicht realisierbar; es ist weder eine Änderung noch eine eigene schweizerische Kennzeichnung notwendig. Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss das Konformitätskennzeichen in der Schweiz nicht zwingend tragen. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 05 | Konformitätskennzeichen | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Die Gewährleistung des CE Zeichens wird ausschliesslich für die wenigen Schweizer Spielzeughersteller, welche ausschliesslich den Schweizer Markt beliefern, eine Herausforderung darstellen. Es scheint uns sinnvoll, dass dieses Konformitätszeichen auch für Schweizer Spielzeug gelten soll, wenn es gemäss den Schweizer Spielzeugrecht und -normen hergestellt wurde. Der bürokratische Aufwand darf jedoch nicht zu gross sein, falls die Sicherheit und Kontrolle gewährleistet ist, kann aus Sicht der Konsumenten auf dieses Zeichen |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | verzichtet werden. Gemäss unserer Erfahrung ist es bei den Konsumenten - noch - wenig bekannt. |
| 05.01 | <i>Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss das Konformitätskennzeichen nach dem Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 tragen.</i> | <u>Coop</u> | Die Verordnung verlangt, dass das Konformitätszeichen nach Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 angebracht werden muss. Wie anlässlich der Informationsveranstaltung vom 24. Januar 2012 klar wurde, ist die EU mit einer obligatorischen Verwendung des CE-Zeichens durch die Schweiz nicht einverstanden. Hintergrund ist, dass es noch weitere EU-Bestimmungen zu Spielzeug gibt, die die Schweiz noch nicht umgesetzt hat. Aus diesem Grunde bleibt wohl als einzige mögliche (Übergangslösung) eine bis auf weiteres freiwillige Kennzeichnung mit dem Konformitätskennzeichen. Der Grossteil der importierten Spielwaren trägt das Konformitätszeichen sowieso. Hersteller von Spielwaren in der Schweiz wie beispielsweise die Pro Montagna Holzspielwaren können aber bis auf weiteres auf das CE-Zeichen verzichten und müssen dann auch keine aufwändigen Prüfverfahren durchführen. Die Schaffung einer Schweizer: "Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, kann freiwillig das Konformitätszeichen nach dem Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 tragen." |
| 05.01 | <i>Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, muss das Konformitätskennzeichen nach dem Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 tragen.</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Die Verordnung verlangt, dass das Konformitätszeichen nach Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 angebracht werden muss. Wie anlässlich der Informationsveranstaltung vom 24. Januar 2012 klar wurde, ist die EU mit einer obligatorischen Verwendung des CE-Zeichens durch die Schweiz nicht einverstanden. Hintergrund ist, dass es noch weitere EU-Bestimmungen zu Spielzeug gibt, die die Schweiz noch nicht umgesetzt hat. Aus diesem Grunde bleibt wohl als einzige mögliche (Übergangslösung) eine bis auf weiteres freiwillige Kennzeichnung mit dem Konformitätskennzeichen. Der Grossteil der importierten Spielwaren trägt das Konformitätszeichen sowieso. Hersteller von Spielwaren in der Schweiz wie beispielsweise die Pro Montagna Holzspielwaren können aber bis auf weiteres auf das CE-Zeichen verzichten und müssen dann auch keine aufwändigen Prüfverfahren durchführen. "Spielzeug, das in Verkehr gebracht wird, kann freiwillig das Konformitätszeichen nach dem Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 tragen." |
| 05.03 | <i>Das Konformitätskennzeichen darf nur dann angebracht werden, wenn mit dem nach Artikel 11 anzuwendenden Konformitätsbewertungsverfahren nachgewiesen wurde, dass das Spielzeug den anwendbaren Bestim-</i> | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Sicherheit soll bei allen Spielzeugen gewährleistet sein. Die Konformitätsarbeit muss von jedem Hersteller geleistet werden. Für gewerblich hergestellte einfache Spielzeuge soll die Möglichkeit geboten werden, dass die Konformitätsarbeit |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <i>mungen entspricht.</i> | | im Rahmen der Selbstkontrollpflicht gemacht werden kann. Entsprechende Ergänzungen bezüglich der Konformitätsarbeit anbringen. |
| 06 | <i>Identifikationskennzeichen</i> | – <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 06 | <i>Identifikationskennzeichen</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 06 | <i>Identifikationskennzeichen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Spielzeuge sind teilweise sehr lange im Verkehr. Bei Problemen war es schwierig die verhältnismässigen Massnahmen zu ergreifen. Mit der Übernahme der Identifikationskennzeichnung aus der EU-Richtlinie wird dies möglich. Dies ist ausdrücklich zu begrüßen. |
| 06 | <i>Identifikationskennzeichen</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir begrüßen diese Massnahmen, um die Rückverfolgbarkeit und die Identifikation der Spielzeuge sicherzustellen. Angesichts des internationalen Spielzeugmarktes ist dies von tragender Bedeutung. |
| 06 | <i>Identifikationskennzeichen</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Spielzeuge sind teilweise sehr lange im Verkehr. Bei Problemen war es schwierig die verhältnismässigen Massnahmen zu ergreifen. Mit der Übernahme der Identifikationskennzeichnung aus der EU-Richtlinie wird dies möglich. Dies ist ausdrücklich zu begrüßen. |
| 07 | <i>Angabe von Namen und Adresse</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Es ist zwar begrüßenswert, dass auf dem Spielzeug die Kontaktangaben von Herstellerin und Importeurin anzubringen ist. Für die Konsumentinnen und Konsumenten muss jedoch gelten, dass sie die Angaben der Händlerin und/oder Importeurin hat, damit sie allfällige Reklamationen und Hinweise an der richtigen Stelle anbringen kann. Für die Gewährleistung der Sicherheit ist es jedoch relevant, dass die Herstellerin ebenfalls bekannt ist. |
| 07 | <i>Angabe von Namen und Adresse</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Es ist zwar begrüßenswert, dass auf dem Spielzeug die Kontaktangaben von Herstellerin und Importeurin anzubringen ist. Für die Konsumentinnen und Konsumenten muss jedoch gelten, dass sie die Angaben der Händlerin und/oder Importeurin hat, damit sie allfällige Reklamationen und Hinweise an der richtigen Stelle anbringen kann. Für die Gewährleistung der Sicherheit ist es jedoch relevant, dass die Herstellerin ebenfalls bekannt ist. |
| 07 | <i>Angabe von Namen und Adresse</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Angabe des Herstellers und des Schweizer Importeurs: Diese Kennzeichnung zieht einen grossen administrativen Aufwand nach sich. Das Schutzniveau wird dadurch nicht erhöht. Es müssen viele Verpackungen extra nochmals gekennzeichnet werden, was den freien Warenverkehr behindert und die |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>Waren in der Schweiz verteuert. Dies widerspricht dem Geist des Cassis de Dijon-Prinzips. In Europa muss eine Adresse angegeben sein.</p> <p>Zu ändern:</p> <p>1 Die Herstellerin oder Importeurin mit Sitz in der Schweiz oder der EU gibt ihren Namen und ihre Adresse oder eine zentrale Stelle an, unter der sie kontaktiert werden kann - entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen.</p> <p>2 Bevor die Importeurin ein Spielzeug erstmals in Verkehr bringt, stellt sie sicher, dass die Angaben der Herstellerin vorhanden sind.</p> <p>3 Bevor die Händlerin ein Spielzeug in Verkehr bringt, überprüft sie, ob die Angaben der Herstellerin oder der Importeurin vorhanden sind.</p> |
| 07 | Angabe von Namen und Adresse | Migros | <p>Angabe des Herstellers und des Schweizer Importeurs:</p> <p>Diese Kennzeichnung zieht einen grossen administrativen Aufwand nach sich. Das Schutzniveau wird dadurch nicht erhöht. Es müssen viele Verpackungen extra nochmals gekennzeichnet werden, was den freien Warenverkehr behindert und die Waren in der Schweiz verteuert. Dies widerspricht dem Geist des Cassis de Dijon-Prinzips. In Europa muss eine Adresse angegeben sein.</p> <p>Zu ändern:</p> <p>1 Die Herstellerin oder Importeurin mit Sitz in der Schweiz oder der EU gibt ihren Namen und ihre Adresse oder eine zentrale Stelle an, unter der sie kontaktiert werden kann - entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen.</p> <p>2 Die Importeurin gibt ihren Namen und ihre Adresse entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen an.</p> <p>3 Bevor die Importeurin ein Spielzeug erstmals in Verkehr bringt, stellt sie sicher, dass die Angaben der Herstellerin vorhanden sind.</p> <p>4 Bevor die Händlerin ein Spielzeug in Verkehr bringt, überprüft sie, ob die Angaben der Herstellerin oder der Importeurin vorhanden sind.</p> |
| 07 | Angabe von Namen und Adresse | Spielwaren Verband Schweiz | <p>Es ist unverhältnismässig, dass ein Schweizer Händler, der Spielwaren aus der EU bezieht, jedes Produkt neu beschriften muss. Dies wäre mit einem sehr grossen Mehraufwand verbunden und würde unnötige Kosten zur Folge haben. Die Kennzeichnung an sehr kleinen Artikeln ist teils nicht möglich. Der Konsument kauft vermehrt per Internet, also kauft er billiger in der EU, weshalb zusätzliche Vorschriften das Schweizer Gewerbe</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | benachteiligen. Spielwaren, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, weisen die Adressen der Herstellerin und der Importeurin in die EU oder in die Schweiz auf. |
| 07 | Angabe von Namen und Adresse | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Es ist zwar begrüssenswert, dass auf dem Spielzeug die Kontaktangaben von Herstellerin und Importeurin anzubringen ist. Für die Konsumentinnen und Konsumenten muss jedoch gelten, dass sie die Angaben der Händlerin und/oder Importeurin hat, damit sie allfällige Reklamationen und Hinweise an der richtigen Stelle anbringen kann. Für die Gewährleistung der Sicherheit ist es jedoch relevant, dass die Herstellerin ebenfalls bekannt ist. |
| 07 | Angabe von Namen und Adresse | <u>Swiss Retail Federation</u> | Wir lehnen es als unverhältnismässig ab, dass Schweizer Händler, die Spielwaren aus der EU importieren letztlich als Importeur behandelt werden und somit ebenfalls auf dem Spielzeug bzw. der Verpackung ihren Namen und Adresse angeben müssen. Das ist eine unnötige administrative Regelung, die nur unnötige Kosten für den Detailhandel und letztlich den Konsumenten bedeutet. Es reicht, dass Spielwaren, die aus der EU eingeführt werden, den Hersteller und den Importeur in der EU aufführen. Im Zuge des vermehrten grenzüberschreitenden Verkehrs (Kauf im Ausland oder über Internet) führt eine solche administrative Zusatzschleife zu einer Benachteiligung des Detailhandels, indem die Ware noch zusätzlich verteuert wird. Die Schweizer Gesetzgebung ist mit der EU-Richtlinie grundsätzlich kohärent. Die Sicherheit der Produkte ist gewährleistet. Die Regelung ist so anzupassen, dass unterschieden wird, ob Ware aus der EU eingeführt wird oder aus einem Nicht-EU-Land. |
| 07 | Angabe von Namen und Adresse | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Es ist unverhältnismässig, dass ein Schweizer Händler, der Spielwaren aus der EU bezieht, jedes Produkt neu beschriften muss. Dies wäre mit einem sehr grossen Mehraufwand verbunden und würde unnötige Kosten zur Folge haben. Weiterhin ist die Kennzeichnung an sehr kleinen Artikeln teils nicht möglich. Der Konsument kauft vermehrt per Internet, also kauft er billiger in der EU, weshalb zusätzliche Vorschriften das Schweizer Gewerbe benachteiligen. Hier wird ein technisches Handelshemmnis eingeführt, dass Schweizer Händler gegenüber ausländischen Händlern oder dem Verkäufer im Internet massiv benachteiligt: Spielwaren, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, weisen die Adressen der Herstellerin und der Importeurin in die EU oder in die Schweiz auf. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07.02 | <i>Die Importeurin gibt ihren Namen und ihre Adresse entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen an.</i> | <u>Coop</u> | Sowohl der Hersteller wie auch der Importeur muss Name und Adresse oder eine zentrale Stelle angeben. Diese Regelung gilt nur für die Schweiz und verursacht zusätzlichen Aufwand, weil der Schweizer Importeur immer anzugeben ist. Die Regelung dient vor allem dem Vollzug. In der Praxis wird der Vollzug aber aller Voraussicht nach zuerst den Händler in die Pflicht nehmen. Der Händler seinerseits muss selbstverständlich wissen, wo er das Produkt gekauft hat. Deshalb braucht es keine zwingende Angabe des Schweizer Importeurs. Auch die Adresse eines EU-Importeurs sollte genügen. Wird ein Spielzeug allerdings direkt aus Fernost beschafft, muss der Importeur selbstverständlich angegeben werden: "Die Importeurin in die EU oder in die Schweiz gibt ihre Adresse entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen an." |
| 07.02 | <i>Die Importeurin gibt ihren Namen und ihre Adresse entweder auf dem Spielzeug selbst oder, wenn dies nicht möglich ist, auf der Verpackung oder in den dem Spielzeug beigefügten Unterlagen an.</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Sowohl der Hersteller wie auch der Importeur muss Name und Adresse oder eine zentrale Stelle angeben. Diese Regelung gilt nur für die Schweiz und verursacht zusätzlichen Aufwand, weil der Schweizer Importeur immer anzugeben ist. Die Regelung dient vor allem dem Vollzug. In der Praxis wird der Vollzug aber aller Voraussicht nach zuerst den Händler in die Pflicht nehmen. Der Händler seinerseits muss selbstverständlich wissen, wo er das Produkt gekauft hat. Deshalb braucht es keine zwingende Angabe des Schweizer Importeurs. Auch die Adresse eines EU-Importeurs sollte genügen. Wird ein Spielzeug allerdings direkt aus Fernost beschafft, muss der Importeur selbstverständlich angegeben werden. |
| 08.00 | <i>Bei Spielzeug, das mit den in Anhang 4 aufgeführten technischen Normen übereinstimmt, wird die Konformität mit den allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und den besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 2 vermutet.</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Der Artikel ist zu allgemein gefasst. Wie kann eine Konformität vermutet werden mit Normen, welche die organischen Schadstoffe gar nicht abdecken? Antrag: Art. 8 ist wie folgt dahingehend zu formulieren, dass die Konformität bezüglich der durch die Normen abgedeckten Parameter vermutet werden kann. |
| 08.00 | <i>Bei Spielzeug, das mit den in Anhang 4 aufgeführten technischen Normen übereinstimmt, wird die Konformität mit den allgemeinen Sicherheitsanforderungen nach Artikel 43 Absätze 2-4 LGV und den besonderen Sicherheitsanforderungen nach Anhang 2 vermutet.</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Der Artikel ist zu allgemein gefasst. Wie kann eine Konformität vermutet werden mit Normen, welche die organischen Schadstoffe gar nicht abdecken? Antrag: Art. 8 ist wie folgt dahingehend zu formulieren, dass die Konformität bezüglich der durch die Normen abgedeckten Parameter vermutet werden kann. |
| 09 | <i>Sicherheitsbewertung</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | teurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11 |
| 09 | Sicherheitsbewertung | <u>Coop</u> | Angesichts der Vielfalt der verschiedenen Spielwaren wäre eine Checkliste des Bundesamtes für Gesundheit hilfreich, welche anhand von Beispielen auflistet, was genau gemacht werden muss. |
| 09 | Sicherheitsbewertung | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11 |
| 09 | Sicherheitsbewertung | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Angesichts der Vielfalt der verschiedenen Spielwaren wäre eine Checkliste des Bundesamtes für Gesundheit hilfreich, welche anhand von Beispielen auflistet, was genau gemacht werden muss. |
| 09 | Sicherheitsbewertung | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11 |
| 10 | Technische Unterlagen | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die hier klar formulierten Pflichten der Herstellerin sind mit einem erheblichen Aufwand für dieselbe verbunden. Es scheint fraglich, ob dieser |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Aufwand noch in einem vernünftigen Verhältnis zur Wirksamkeit dieser Massnahmen steht. |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11 |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Coop</u> | Die technischen Unterlagen müssen 10 Jahre aufbewahrt werden. Hersteller und Importeure müssen diese auf Verlangen innerhalb dieser 10 Jahre vorweisen können. Es stellt sich die Frage, was passiert, wenn ein Hersteller oder Importeur innerhalb dieser Frist Konkurs anmelden muss. |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11 |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Wenn namhafte Markenlieferanten (EU) Waren an Schweizer Detailhändler liefern, wäre es ein extremer administrativer Aufwand, für jedes Produkt die komplette technische Dokumentation durch das Unternehmen zu hinterlegen bzw. selber nochmals zu erstellen (Bsp. Erstellen der technische Unterlagen nach Art. 10). Für den ganzen europäischen Markt reicht es, wenn diese Verantwortung/Unterlagen beim Erstinverkehrbringer in der EU vorliegt. Diese Aufgaben nochmals für die Importeure in der Schweiz vorzugeben, führt zu einem enormen administrativen Aufwand, erhöht das Schutzniveau keinesfalls und verteuert die Produkte. Dies widerspricht dem Geist des Cassis de Dijon Prinzips. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>Zudem müssen die technischen Unterlagen zehn Jahre aufbewahrt werden. Hersteller und Importeure müssen diese auf Verlangen innerhalb dieser zehn Jahre vorweisen können.</p> <p>Die technischen Unterlagen sollten beim Lieferanten, wenn in der EU ansässig, auch dort angefordert werden können. Die Unterlagen sollten nur bei asiatischen Lieferanten beim Importeur abgelegt werden müssen (siehe Artikel 7).</p> |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | <p>Die Pflichten der Herstellerin sind klar formuliert. Allerdings ist nicht klar, wie das Recht gegenüber der Herstellerin in der EU durchgesetzt werden kann. Antrag: Im Zusammenhang mit Art. 10 sind einfache, effiziente Mechanismen zu etablieren, die es den schweizerischen Behörden erlauben, das Recht auch gegenüber Herstellern in der EU durchzusetzen.</p> |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Migros</u> | <p>Wenn namhafte Markenlieferanten (EU) Waren an die Migros liefern, wäre es ein extremer administrativer Aufwand, für jedes Produkt die komplette technische Dokumentation durch die Migros zu hinterlegen bzw. selber nochmals zu erstellen (Bsp. Erstellen der technische Unterlagen nach Art. 10). Für den ganzen europäischen Markt reicht es, wenn diese Verantwortung/Unterlagen beim Erstinverkehrbringer in der EU vorliegt. Diese Aufgaben nochmals für die Importeure in der Schweiz vorzugeben, führt zu einem enormen administrativen Aufwand, erhöht das Schutzniveau keinesfalls und verteuert die Produkte. Dies widerspricht dem Geist des Cassis de Dijon Prinzips.</p> <p>Die technischen Unterlagen sollten beim Lieferanten, wenn in der EU ansässig, auch dort angefordert werden können. Die Unterlagen sollten nur bei asiatischen Lieferanten beim Importeur abgelegt werden müssen (siehe Artikel 7).</p> |
| 10 | <i>Technische Unterlagen</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | <p>Hier stellt sich die Frage, wie weit dieses Recht bei der Herstellerin durchgesetzt und vor allem auch kontrolliert werden kann. Die Importeurin wird vermutlich nur feststellen können, ob solche technische Unterlagen und die Sicherheitsbewertung erstellt worden sind, über die Vollständigkeit und die Qualität kann sich vermutlich nur die Vollzugsbehörde ein Bild machen. Diese arbeitet bekanntlich nur stichprobenmässig und wird den Spielzeugmarkt nicht verlässlich unter Kontrolle haben. Hier sehen wir weiterhin eine grosse Gefahr für Spielzeug, welches nicht den Normen entspricht, nicht zulässige Inhaltsstoffe oder solche in zu hoher Konzentration enthält. Siehe auch Bemerkung zu Art. 11</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|---------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 10 | Technische Unterlagen | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Die Pflichten der Herstellerin sind klar formuliert. Allerdings ist nicht klar, wie das Recht gegenüber der Herstellerin in der EU durchgesetzt werden kann. Antrag: Im Zusammenhang mit Art. 10 sind einfache, effiziente Mechanismen zu etablieren, die es den schweizerischen Behörden erlauben, das Recht auch gegenüber Herstellern in der EU durchzusetzen. |
| 11 | Konformitätsbewertungsverfahren | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Art. 11 und folgende Wir begrüßen, dass ein Konformitätsbewertungsverfahren durchgeführt werden muss, bevor ein Spielzeug auf den Markt gebracht werden darf. Wir sehen jedoch eine Gefahr darin, dass Abänderungen im Produktionsverfahren oder eine andere Zusammensetzung der verwendeten Stoffe nicht mehr erfasst und bewertet wird. |
| 11 | Konformitätsbewertungsverfahren | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Art. 11 und folgende Wir begrüßen, dass ein Konformitätsbewertungsverfahren durchgeführt werden muss, bevor ein Spielzeug auf den Markt gebracht werden darf. Wir sehen jedoch eine Gefahr darin, dass Abänderungen im Produktionsverfahren oder eine andere Zusammensetzung der verwendeten Stoffe nicht mehr erfasst und bewertet wird. |
| 11 | Konformitätsbewertungsverfahren | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Art. 11 und folgende Wir begrüßen, dass ein Konformitätsbewertungsverfahren durchgeführt werden muss, bevor ein Spielzeug auf den Markt gebracht werden darf. Wir sehen jedoch eine Gefahr darin, dass Abänderungen im Produktionsverfahren oder eine andere Zusammensetzung der verwendeten Stoffe nicht mehr erfasst und bewertet wird. |
| 17 | Bevollmächtigte | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Bezug auf die Erläuterungen: Vor allem falls ein Betrieb als Händler gelten wird, wenn er aus der EU importiert, muss auch der Ausdruck "Bevollmächtigter" in die CH-Gesetzgebung übernommen werden, damit es demjenigen der EU entspricht. |
| 17 | Bevollmächtigte | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Bezug auf die Erläuterungen: Vor allem falls ein Betrieb als Händler gelten wird, wenn er aus der EU importiert, muss auch der Ausdruck "Bevollmächtigter" in die CH-Gesetzgebung übernommen werden, damit es demjenigen der EU entspricht. |
| 18 | Produktbeobachtung | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | Die Einschränkung "erstmalig" (2. Linie) ist überflüssig. Ein Spielzeug hat immer den anwendbaren Bestimmungen zu entsprechen. Die Einschränkung "erstmalig" (2. Linie) ist zu streichen. |
| 18 | Produktbeobachtung | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Meldepflicht: Gemäss dem Verordnungstext müssten sich diejenigen Detailhandelsunternehmen bei jedem Kantonalen Amt melden, die national sortimentieren. Die Massnahmen (Rückzug, Rückruf, Vernichtung etc.) müssten dann mit allen Stellen einzeln besprochen werden. Wichtig ist, dass die kantona- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|--------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>le Vollzugsbehörde informiert wird, wo der Geschäftssitz ist. Die Massnahmen gelten dann gesamtschweizerisch. Resultat: kürzere und schnellere Wege und Entscheidungsfindungen sowie schnelle Umsetzung. Dies entspricht dem jahrelangen eingespielten Vorgehen bei gefährlichen Produkten.</p> <p>Sie unterrichtet, wenn mit dem Spielzeug Gefahren verbunden sind, unverzüglich die Vollzugsbehörde jenes Kantons, in welcher der Geschäftssitz liegt und macht dabei ausführliche Angaben, insbesondere über die Nichtkonformität und die ergriffenen Massnahmen.</p> |
| 18 | Produktbeobachtung | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Antrag: Die Einschränkung "erstmalig" (2. Linie) ist zu streichen, da in diesem Zusammenhang nicht zweckmässig. |
| 18 | Produktbeobachtung | <u>Migros</u> | <p>Meldepflicht Gemäss dem Verordnungstext müsste sich die Migros bei jedem Kantonalen Amt melden, da die Migros in der Regel national sortimentiert. Die Massnahmen (Rückzug, Rückruf, Vernichtung etc.) müssten dann mit allen Stellen einzeln besprochen werden. Wichtig ist, dass die kantonale Vollzugsbehörde informiert wird, wo der Geschäftssitz ist. Die Massnahmen gelten dann gesamtschweizerisch. Resultat: kürzere und schnellere Wege und Entscheidungsfindungen sowie schnelle Umsetzung. Dies entspricht dem jahrelangen eingespielten Vorgehen bei gefährlichen Produkten.</p> <p>2 Sie unterrichtet, wenn mit dem Spielzeug Gefahren verbunden sind, unverzüglich die Vollzugsbehörde jenes Kantons, in welcher der Geschäftssitz liegt [in denen sie das Spielzeug in Verkehr gebracht hat (streichen)] und macht dabei ausführliche Angaben, insbesondere über die Nichtkonformität und die ergriffenen Massnahmen.</p> |
| 18 | Produktbeobachtung | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Antrag: Die Einschränkung "erstmalig" (2. Linie) ist zu streichen, da in diesem Zusammenhang nicht zweckmässig. |
| 20 | Rückverfolgbarkeit | <u>Amt für Verbraucherschutz (AVS) ZG</u> | <p>Es genügt, wenn diese Auskünfte jeweils auf Nachfrage hin erteilt werden können.</p> <p>Es ist eine entsprechende Umformulierung vorzunehmen ("Auskunft geben können" anstelle von "informieren").</p> |
| 20 | Rückverfolgbarkeit | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | <p>Rückverfolgbarkeit Dieser Artikel muss auch auf gefährliche Artikel eingeschränkt werden (formaler Fehler).</p> <p>Zu ändern: Art. 20 Rückverfolgbarkeit Ist es angesichts der von einem Spielzeug ausgehenden Gefahren angezeigt, so müssen</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | 1 die Importeurin und die Händlerin die Vollzugsbehörden darüber informieren, von wem sie ein Spielzeug bezogen haben. 2 die Herstellerin und die Importeurin die Vollzugsbehörden darüber informieren, an wen sie ein Spielzeug abgegeben haben. |
| 20 | <i>Rückverfolgbarkeit</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Antrag: Das Verb "informieren" ist durch "muss Auskunft geben können" zu ersetzen. |
| 20 | <i>Rückverfolgbarkeit</i> | <u>Migros</u> | Rückverfolgbarkeit Dieser Artikel muss auch auf gefährliche Artikel eingeschränkt werden (formaler Fehler). Zu ändern: Art. 20 Rückverfolgbarkeit Ist es angesichts der von einem Spielzeug ausgehenden Gefahren angezeigt, so müssen 1 die Importeurin und die Händlerin die Vollzugsbehörden darüber informieren, von wem sie ein Spielzeug bezogen haben. 2 die Herstellerin und die Importeurin die Vollzugsbehörden darüber informieren, an wen sie ein Spielzeug abgegeben haben. |
| 20 | <i>Rückverfolgbarkeit</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Antrag: Das Verb "informieren" ist durch "muss Auskunft geben können" zu ersetzen. |
| 25 | <i>Übergangbestimmungen</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir sind mit der vorgeschlagenen Übergangsfrist von 6 Monaten aus den in den Erläuterungen aufgeführten Gründen einverstanden. Es macht keinen Sinn - und den Herstellern, Importeuren und Anbietern wohl auch keinen nennenswerten zusätzlichen Aufwand - diese Übergangsfrist zu verlängern. |
| 25 | <i>Übergangbestimmungen</i> | <u>Coop</u> | Aufgrund der zum Teil langen Beschaffungszeiten sollte die Übergangsfrist mindestens ein Jahr betragen. Bei gewissen chemischen Anforderungen ist noch nicht definiert, wie diese gemessen werden sollen. Die Frage stellt sich, wie die Bestimmungen der Verordnung trotzdem eingehalten werden können. |
| 25 | <i>Übergangbestimmungen</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir sind mit der vorgeschlagenen Übergangsfrist von 6 Monaten aus den in den Erläuterungen aufgeführten Gründen einverstanden. Es macht keinen Sinn - und den Herstellern, Importeuren und Anbietern wohl auch keinen nennenswerten zusätzlichen Aufwand - diese Übergangsfrist zu verlängern. |
| 25 | <i>Übergangbestimmungen</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | Aufgrund der zum Teil langen Beschaffungszeiten sollte die Übergangsfrist mindestens ein Jahr betragen. Bei gewissen chemischen Anforderungen ist noch nicht definiert, wie diese gemessen werden sollen. Die Frage stellt sich, wie die Bestimmungen der Verordnung trotzdem eingehalten werden können. Die Übergangsfrist sollte mindestens ein Jahr betragen. |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|----------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 25 | Übergangbestimmungen | <u>Migros</u> | Eine längere Übergangsfrist wäre aufgrund langer Vorlaufzeit wünschenswert. Die Übergangsfrist sollte mindestens ein Jahr betragen. |
| 25 | Übergangbestimmungen | <u>Spielwaren Verband Schweiz</u> | Für kleine Schweizer Herstellerfirmen, die nur für den Schweizer Markt produzieren, hat die Gesetzes-Totalrevision einschneidende und umfangreiche Umstellungen zur Folge. Sie brauchen schlicht längere Übergangsfristen, mindestens zwei Jahren, da aktuell Lagerbestände mit diesen Fristen vorhanden sind, die sonst entsorgt werden müssen. Für die Schweiz gelten Übergangsfristen von zwei Jahren. |
| 25 | Übergangbestimmungen | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir sind mit der vorgeschlagenen Übergangsfrist von 6 Monaten aus den in den Erläuterungen aufgeführten Gründen einverstanden. Es macht keinen Sinn - und den Herstellern, Importeuren und Anbietern wohl auch keinen nennenswerten zusätzlichen Aufwand - diese Übergangsfrist zu verlängern. |
| 25 | Übergangbestimmungen | <u>Swiss Retail Federation</u> | Aus Erfahrung in anderen Bereichen wissen wir, dass Uebergangsfristen für den Detailhandel bei Anpassungen von Produktvorschriften eine längere Laufzeit als 6 Monate benötigen, damit Waren, die noch nach alten Regeln eingeführt oder bestellt wurden, abverkauft werden können. Adäquat ist aus der Sicht des Detailhandels, dass Waren, die bis zum Inkrafttreten der neuen Regelungen eingeführt bzw. bestellt wurde, solange abverkauft werden können, bis die Warenlager (mit den "alten Waren") vollständig abverkauft sind. Die voraussichtliche Frist von 6 Monaten wäre klar zu kurz und würde dazu führen, dass Detailhändler auf Lagerbeständen sitzen bleiben, diese abschreiben und entsorgen müssten. Damit verbunden sind massive Kosten zulasten des Detailhandels. Da die Sicherheit der Produkte auch nach altem Recht grundsätzlich gewährleistet ist, ist eine kurzgehaltene Uebergangsfrist unnötig. Die Regelung macht keine Unterscheidung zwischen Abverkauf einmal eingeführter Ware und herzustellender Ware. Wir regen an, eine entsprechende Unterscheidung zu machen. Spielzeug, das dieser Verordnung nicht entspricht und bis zum [Datum der Inkraftsetzung] in die Schweiz eingeführt oder bestellt wurde, darf vollständig abverkauft werden. Spielzeug, das dieser Verordnung nicht entspricht, darf noch bis [6 Monate nach IKT] nach bisherigem Recht hergestellt werden. |
| 25 | Übergangbestimmungen | <u>Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels</u> | Für kleine Schweizer Herstellerfirmen, die nur für den Schweizer Markt produzieren, hat die Gesetzesrevision einschneidende und umfangreiche Umstellungen zur Folge. Sie brauchen |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | schlicht längere Übergangsfristen, mindestens zwei Jahren, da aktuell Lagerbestände mit diesen Fristen vorhanden sind, die sonst entsorgt werden müssen: Für die Schweiz gelten Übergangsfristen von zwei Jahren. |
| Anhang 1 | <i>Listen von Gegenständen, auf die diese Verordnung nicht anwendbar ist</i> | <u>Kantonale Lebensmittelkontrolle SO</u> | Liste I ist unseres Wissens nicht abschliessend, Liste II ist abschliessend. Es besteht Unklarheit über die Bedeutung der Listen. Antrag: Die Bedeutung der Listen ist zu konkretisieren. |
| Anhang 1 | <i>Listen von Gegenständen, auf die diese Verordnung nicht anwendbar ist</i> | <u>Verband der Kantonschemiker der Schweiz</u> | Liste I ist unseres Wissens nicht abschliessend, Liste II ist abschliessend. Es besteht Unklarheit über die Bedeutung der Listen. Antrag: Die Bedeutung der Listen ist zu konkretisieren. |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | 1 10Bei diesem Punkt ist insbesondere auch in der dazugehörenden Norm darauf zu achten, dass die Werte so festgelegt werden, dass die Geräusche auch dann nicht schaden, wenn das entsprechende Spielzeug unmittelbar vor dem Ohr verwendet wird. |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | 3 Chemische Eigenschaften Es ist absolut notwendig, dass krebs-erregende, erbgutverändernde oder fortpflanzungsgefährdende Stoffe in Spielzeug grundsätzlich verboten werden. Wir bedauern, dass diese Stoffe unter bestimmten Voraussetzungen weiterhin verwendet werden dürfen. Wir erachten es als klarer und sicherer, wenn diese Stoffe grundsätzlich verboten werden. Zumindest müssen jedoch die Grenzwerte höher angesetzt werden. Diese beruhen auf dem Chemikalienrecht, für Kinder müssen diese jedoch strenger ausgelegt und restriktiver angewendet werden. Das Bundesamt für Risikobewertung BfR weist zu Recht darauf hin, dass bei Kindern von einer besonders hohen Empfindlichkeit gegenüber Nitrosamine und nitrosierbaren Verbindungen ausgegangen werden muss. Nach dem heutigen Stand der Technik kann die Entstehung kanzerogener N-Nitrosamine bei der Herstellung von Natur- oder Synthesekautschuk weitgehend vermieden werden. Die Limite von 0,05mg/kg ist deshalb höchstens für Spielzeuge geeignet, welche für Kinder über drei Jahren bestimmt sind und die höchstens während kurzen Momenten noch in den Mund genommen werden. Spielzeuge und andere Gegenstände, welche für kleinere Kinder gedacht sind, muss unserer Ansicht nach diese Limite auf höchstens 0,01 mg/kg beschränkt werden. Wir verlangen zudem ein Verbot von bromierten Flammschutzmitteln in Spielzeugen. Es handelt sich dabei vorwiegend um die Substanzen TECP, TCPP und TDCP. TECP ist bekannt für seine Kanzerogenität und hormonaktive Wirkung. Diese Sub- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-----------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>stanzen migrieren leicht an die Oberfläche und gefährden Kinder, welche die Spielzeuge in den Mund nehmen. Diese Substanzen werden in Europa vermutlich nicht mehr verwendet, können aber in Spielzeugen vorkommen, welche ausserhalb von Europa produziert werden.</p> <p>Schwermetalle in Spielzeugen haben in den vergangenen Jahren verschiedentlich die Gesundheit von Kindern gefährdet und zu Rückrufen geführt. Auch diese Grenzwerte müssen unserer Ansicht nach strenger ausgelegt werden. Unter Punkt 11.11. ist die Rede von von "bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauchen oder vorhersehbaren Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern". Eltern ist jedoch bekannt, dass insbesondere Kleinkinder sehr viel Fantasie bei der Verwendung von Spielzeug entwickeln und von einem bestimmungsgemässen und vorhersehbaren Gebrauch selten ausgegangen werden kann.</p> <p>Es ist auch sehr begrüssenswert, dass 55 allergene Duftstoffe gemäss der vorliegenden Verordnung nicht mehr in Spielzeugen verwendet werden dürfen. Unserer Ansicht nach haben Duftstoffe kaum Berechtigung in Spielzeugen, der Hinweise oder Warnhinweis ist unserer Ansicht nach ungenügend.</p> |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Coop</u> | <p>Anh. 2 Abs. 1 Nr. 4 f-h Spielzeug, das einem Lebensmittel beigegeben wird, muss neu eine separate Verpackung haben. Wie interpretiert das Bundesamt für Gesundheit diese neue Regelung zum Beispiel bei einme Dreikönigskuchen? Muss der König neu in einem Verpackung gesteckt werden? Dies macht aus Coop Sicht wenig Sinn. Wir plädieren entsprechend für eine Ausnahmeregelung.</p> |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | <p>1 10Bei diesem Punkt ist insbesondere auch in der dazugehörenden Norm darauf zu achten, dass die Werte so festgelegt werden, dass die Geräusche auch dann nicht schaden, wenn das entsprechende Spielzeug unmittelbar vor dem Ohr verwendet wird.</p> |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | <p>3 Chemische Eigenschaften Es ist absolut notwendig, dass krebserregende, erbgutverändernde oder fortpflanzungsgefährdende Stoffe in Spielzeug grundsätzlich verboten werden. Wir bedauern, dass diese Stoffe unter bestimmten Voraussetzungen weiterhin verwendet werden dürfen. Wir erachten es als klarer und sicherer, wenn diese Stoffe grundsätzlich verboten werden. Zumindest müssen jedoch die Grenzwerte höher angesetzt werden. Diese beruhen auf dem Chemikalienrecht, für Kinder müssen diese jedoch strenger ausgelegt und restriktiver angewendet werden. Das Bundesamt für Risikobewertung BfR weist zu Recht darauf hin, dass</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-----------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>bei Kindern von einer besonders hohen Empfindlichkeit gegenüber Nitrosamine und nitrosierbaren Verbindungen ausgegangen werden muss. Nach dem heutigen Stand der Technik kann die Entstehung kanzerogener N-Nitrosamine bei der Herstellung von Natur- oder Synthekautschuk weitgehend vermieden werden. Die Limite von 0,05mg/kg ist deshalb höchstens für Spielzeuge geeignet, welche für Kinder über drei Jahren bestimmt sind und die höchstens während kurzen Momenten noch in den Mund genommen werden. Spielzeuge und andere Gegenstände, welche für kleinere Kinder gedacht sind, muss unserer Ansicht nach diese Limite auf höchstens 0,01 mg/kg beschränkt werden.</p> <p>Wir verlangen zudem ein Verbot von bromierten Flammschutzmitteln in Spielzeugen. Es handelt sich dabei vorwiegend um die Substanzen TECP, TCPP und TDCP. TECP ist bekannt für seine Kanzerogenität und hormonaktive Wirkung. Diese Substanzen migrieren leicht an die Oberfläche und gefährden Kinder, welche die Spielzeuge in den Mund nehmen. Diese Substanzen werden in Europa vermutlich nicht mehr verwendet, können aber in Spielzeugen vorkommen, welche ausserhalb von Europa produziert werden.</p> <p>Schwermetalle in Spielzeugen haben in den vergangenen Jahren verschiedentlich die Gesundheit von Kindern gefährdet und zu Rückrufen geführt. Auch diese Grenzwerte müssen unserer Ansicht nach strenger ausgelegt werden. Unter Punkt 11.11. ist die Rede von von "bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern". Eltern ist jedoch bekannt, dass insbesondere Kleinkinder sehr viel Fantasie bei der Verwendung von Spielzeug entwickeln und von einem bestimmungsgemässen und vorhersehbaren Gebrauch selten ausgegangen werden kann.</p> <p>Es ist auch sehr begrüssenswert, dass 55 allergene Duftstoffe gemäss der vorliegenden Verordnung nicht mehr in Spielzeugen verwendet werden dürfen. Unserer Ansicht nach haben Duftstoffe kaum Berechtigung in Spielzeugen, der Hinweise oder Warnhinweis ist unserer Ansicht nach ungenügend.</p> |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Geschäftsstelle IG DHS</u> | <p>Abs. 1 Nr. 4 f-h Spielzeug, das einem Lebensmittel beigegeben wird, muss neu eine separate Verpackung haben. Wie interpretiert das Bundesamt für Gesundheit diese neue Regelung zum Beispiel bei einme Dreikönigskuchen? Muss der König neu in einem Verpackung gesteckt werden? Dies macht aus der Sicht der IG DHS wenig Sinn. Die IG DHS plädiert entsprechend für</p> |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-----------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | eine Ausnahmeregelung. Spielzeug in Lebensmitteln: f. Spielzeug, das in Lebensmitteln enthalten ist oder zusammen mit Lebensmitteln angeboten wird, muss gesondert verpackt sein. Diese Verpackung muss so gross sein, dass sie nicht verschluckt oder eingeatmet werden kann. Ausnahmen bilden traditionelle oder religiöse Lebensmittel für besondere Anlässe (Bsp.: Königsuchen um den 6. Januar |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Migros</u> | Anhang 2f Spielzeug in Lebensmitteln: f. Spielzeug, das in Lebensmitteln enthalten ist oder zusammen mit Lebensmitteln angeboten wird, muss gesondert verpackt sein. Diese Verpackung muss so gross sein, dass sie nicht verschluckt oder eingeatmet werden kann. Ausnahmen bilden traditionelle oder religiöse Lebensmittel für besondere Anlässe (Bsp.: Königsuchen um den 6. Januar |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | 1 10 Bei diesem Punkt ist insbesondere auch in der dazugehörigen Norm darauf zu achten, dass die Werte so festgelegt werden, dass die Geräusche auch dann nicht schaden, wenn das entsprechende Spielzeug unmittelbar vor dem Ohr verwendet wird. |
| Anhang 2 | <i>Besondere Sicherheitsanforderungen für Spielzeug</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | 3 Chemische Eigenschaften Es ist absolut notwendig, dass krebserregende, erbgutverändernde oder fortpflanzungsgefährdende Stoffe in Spielzeug grundsätzlich verboten werden. Wir bedauern, dass diese Stoffe unter bestimmten Voraussetzungen weiterhin verwendet werden dürfen. Wir erachten es als klarer und sicherer, wenn diese Stoffe grundsätzlich verboten werden. Zumindest müssen jedoch die Grenzwerte höher angesetzt werden. Diese beruhen auf dem Chemikalienrecht, für Kinder müssen diese jedoch strenger ausgelegt und restriktiver angewendet werden. Das Bundesamt für Risikobewertung BfR weist zu Recht darauf hin, dass bei Kindern von einer besonders hohen Empfindlichkeit gegenüber Nitrosamine und nitrosierbaren Verbindungen ausgegangen werden muss. Nach dem heutigen Stand der Technik kann die Entstehung kanzerogener N-Nitrosamine bei der Herstellung von Natur- oder Synthekautschuk weitgehend vermieden werden. Die Limite von 0,05mg/kg ist deshalb höchstens für Spielzeuge geeignet, welche für Kinder über drei Jahren bestimmt sind und die höchstens während kurzen Momenten noch in den Mund genommen werden. Spielzeuge und andere Gegenstände, welche für kleinere Kinder gedacht sind, muss unserer Ansicht nach diese Limite auf höchstens 0,01 mg/kg beschränkt werden. Wir verlangen zudem ein Verbot von bromierten Flammschutzmitteln in |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|-----------------|---------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>Spielzeugen. Es handelt sich dabei vorwiegend um die Substanzen TECP, TCPP und TDCP. TECP ist bekannt für seine Kanzerogenität und hormonaktive Wirkung. Diese Substanzen migrieren leicht an die Oberfläche und gefährden Kinder, welche die Spielzeuge in den Mund nehmen. Diese Substanzen werden in Europa vermutlich nicht mehr verwendet, können aber in Spielzeugen vorkommen, welche ausserhalb von Europa produziert werden.</p> <p>Schwermetalle in Spielzeugen haben in den vergangenen Jahren verschiedentlich die Gesundheit von Kindern gefährdet und zu Rückrufen geführt. Auch diese Grenzwerte müssen unserer Ansicht nach strenger ausgelegt werden. Unter Punkt 11.11. ist die Rede von von "bestimmungsgemässen oder vorhersehbaren Gebrauch und unter Berücksichtigung des üblichen Verhaltens von Kindern". Eltern ist jedoch bekannt, dass insbesondere Kleinkinder sehr viel Fantasie bei der Verwendung von Spielzeug entwickeln und von einem bestimmungsgemässen und vorhersehbaren Gebrauch selten ausgegangen werden kann.</p> <p>Es ist auch sehr begrüssenswert, dass 55 allergene Duftstoffe gemäss der vorliegenden Verordnung nicht mehr in Spielzeugen verwendet werden dürfen. Unserer Ansicht nach haben Duftstoffe kaum Berechtigung in Spielzeugen, der Hinweise oder Warnhinweis ist unserer Ansicht nach ungenügend.</p> |
| Anhang 3 | <i>Warnhinweise</i> | <u>Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana</u> | Wir begrünnen die Definition der Warnhinweise und der Begriff "Achtung", der diesen vorangestellt werden muss. Wir weisen aber darauf hin, dass diese Warnungen verständlich formuliert werden sollen. Insbesondere, da diese Warnhinweise nur in der Sprache des Verkaufspunktes aufgeführt werden müssen. "unter unmittelbarer Aufsicht von Erwachsenen" ist unter diesem Gesichtspunkt eine schwer verständliche Formulierung. |
| Anhang 3 | <i>Warnhinweise</i> | <u>Fédération Romande des Consommateurs</u> | Wir begrünnen die Definition der Warnhinweise und der Begriff "Achtung", der diesen vorangestellt werden muss. Wir weisen aber darauf hin, dass diese Warnungen verständlich formuliert werden sollen. Insbesondere, da diese Warnhinweise nur in der Sprache des Verkaufspunktes aufgeführt werden müssen. "unter unmittelbarer Aufsicht von Erwachsenen" ist unter diesem Gesichtspunkt eine schwer verständliche Formulierung. |
| Anhang 3 | <i>Warnhinweise</i> | <u>Stiftung für Konsumentenschutz</u> | Wir begrünnen die Definition der Warnhinweise und der Begriff "Achtung", der diesen vorangestellt werden muss. Wir weisen aber darauf hin, dass diese Warnungen verständlich formuliert werden sollen. Insbesondere, da diese Warnhinweise nur in der Sprache des Verkaufspunktes aufgeführt werden müssen. "unter unmittel- |

| Artikel | Vorschlag | Organisation | Stellungnahme |
|---------|-----------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | barer Aufsicht von Erwachsenen" ist unter diesem Gesichtspunkt eine schwer verständliche Formulierung. |

Annexe 1 : Liste des destinataires

1. Kantonale Behörden und Behörden des Fürstentums Liechtenstein

- Amt für Gesundheits- und Verbraucherschutz (AfGVS), SG
- Amt für Lebensmittelkontrolle der Kantone AR AI GL SH
- Amt für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit, GR
- Amt für Verbraucherschutz, AG
- Amt für Verbraucherschutz (AVS), ZG
- Service de la consommation et affaires vétérinaires (SCAV), VS
- Kantonale Lebensmittelkontrolle, SO
- Kantonales Amt für Lebensmittelkontrolle und Verbraucherschutz (KALV), LU
- Kantonales Labor, ZH
- Kantonales Laboratorium, BE
- Kantonales Laboratorium, TG
- Kantonales Laboratorium Basel-Landschaft
- Kantonales Laboratorium Basel-Stadt
- Laboratoire Cantonal, FR
- Laboratoire Cantonal, JU
- Laboratorio Cantonale, TI
- Laboratorium der Urkantone
- Service de la consommation et des affaires vétérinaires, NE
- Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV), GE
- Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV), VD
- Amt für Lebensmittelkontrolle und Veterinärwesen des Fürstentums Liechtenstein

2. Übrige Organisationen und Institutionen

- Arbeitsgemeinschaft Tabakprävention Schweiz AT
- Association des fabricants, importateurs et fournisseurs de produits de cosmétique ASCOPA
- Association des pharmaciens cantonaux / Vereinigung der Kantonsapotheker
- Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI
- Beratungsstelle für Brandverhütung (BfB)
- Beratungsstelle für Unfallverhütung
- economiesuisse
- Electrosuisse
- Fachsektion Spielwaren VSSD
- Fédération Romande des Consommateurs FRC
- FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie
- Geschäftsstelle IG DHS
- Gesellschaft Schweizerischer Kosmetik-Chemiker (Swiss SCC)
- GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren
- INSOS Schweiz
- Interpharma Verband der forschenden pharmazeutischen Firmen
- Konsumentenforum kf
- Krebsliga Schweiz
- Lungenliga Schweiz
- pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband
- Schweiz. Detaillistenverband
- Schweiz. Drogistenverband
- Schweiz. Feuerwehrverband
- Schweiz. Kosmetik- und Waschmittelverband (SKW)
- Schweiz. Verband der Direktverkaufsfirmer
- Schweizerische Chemische Gesellschaft SCG
- Schweizerischer Fachverband für Kosmetik (SFK)
- Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)
- Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes
- Schweizerischer Verband des Dentalhandels SVDH
- Schweizerische Zahnärzte-Gesellschaft SSO
- SGCI Chemie Pharma Schweiz
- Spielwaren Verband Schweiz
- Stiftung für Konsumentenschutz SKS
- Swiss Cigarette
- Swiss Dental Hygienists
- Swiss Retail Federation

- Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)
- Verband Schweizerischer Tabakhändler
- Vereinigung des schweiz. Tabakwarenhandels
- Vereinigung Kantonalen Feuerversicherungen (VKF)
- VSIG Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels

Annexe 2 : Statistique

| Kategorie | Total Begrüsst | Stellungnahmen Begrüsst | Stellungnahmen nicht Begrüsst | Total Stellungnahmen |
|----------------------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Kantonale Behörden | | | | |
| Kantone & Fürstentum Liechtenstein | 21 | 6 | 0 | 6 |
| Übrige Organisationen | | | | |
| Eidgenössische Kommissionen | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Gemeinden | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Verbände | 31 | 15 | 6 | 21 |
| Präventionsorganisationen | 5 | 3 | 3 | 6 |
| Konsumentenorganisationen | 3 | 3 | 0 | 3 |
| Industrie (Detailhandel, Einzelfirmen) | 0 | 0 | 7 | 7 |
| Interkantonale Verbände | 3 | 2 | 0 | 2 |
| Total | 63 | 29 | 18 | 47 |